

LA DOCUMENTATION

CATHOLIQUE

42° ANNEE — T. LVII. — 4 DECEMBRE 1960 — NUMERO 1 341



PARAIT LE PREMIER ET LE TROISIÈME DIMANCHE DU MOIS

**JEAN XXIII
FIGURE LA
E PREPARA-
E DU CONCILE**

**CONGRÈS DE
"CHRISTI"
28-30 octobre)**



L'hommage au Saint-Père de S. Exc. Mgr Bucko lors de la cérémonie du 13 novembre (cf col. 1473)

BIBLIOGRAPHIE

— *La parole est à Monsieur Vincent*, par MARCELLE AUCLAIR. — Un vol. 14 × 19 cm, de 330 pages, dont 32 pages d'illustrations en héliogravure. Prix : broché : 13,90 NF ; relié pleine toile : 19,70 NF (t. I. c.). Maison de la Bonne Presse, Paris.

Le T. R. P. Slattery, Supérieur général des Pères Lazaristes et des Filles de la Charité, dit fort bien : « Marcelle Auclair a le talent de s'effacer derrière son héros ; elle laisse vraiment parler Monsieur Vincent. Mais son effacement volontaire n'est pas un anéantissement de la personnalité de l'auteur ; sa parfaite connaissance du XVII^e siècle politique, littéraire et religieux, sa fine psychologie féminine qui surgit à travers un mot, une expression, une phrase, son style, dont il n'est point besoin de faire l'éloge, aboutissent à un heureux résultat : Marcelle Auclair donne à ce Monsieur Vincent qu'elle nous présente une vie intense qui confère aux textes empruntés aux entretiens ou aux lettres de son personnage un relief saisissant... » Nous ne pourrions mieux présenter cet ouvrage qui dès sa parution a connu un tel succès !

— *Agenda ecclésiastique 1961*. — 466 pages (9 × 14 cm), avec fermeture élastique. Prix : 3 NF. Relié cuir : 8 NF. P. Lethielleux, éditeur, Paris.

Il a été établi d'après le décret de la sacrée congrégation des Rites du 25 mars 1960, et on trouve en appendice un résumé du nouveau Code des rubriques (p. 33 et s. des feuilles bleues). Il comporte deux jours à la page — page entière pour les dimanches, — un Rituel d'urgence, des informations sur la Curie romaine, l'épiscopat de France, de Belgique et de Suisse — nombreuses pages blanches — et le calendrier de 1962.

— *Le Message du Père Chevrier*, par le P. BERTHELON, du Prado. Préface de S. Exc. Mgr ANCEL. — Un vol. de 168 pages, sous couverture illustrée laquée (nombreuses illustrations hors texte). Prix : 9,90 NF. Editions Xavier Mappus, Le Puy.

La vie héroïque du fondateur du Prado est connue. Mais quelle fut la pensée, l'enseignement spirituel de cet humble prêtre dont l'Eglise a reconnu l'héroïcité des vertus ? Le P. Berthelon a groupé dans ce volume les textes les plus importants, reliés par un bref commentaire sous plusieurs titres : Connaissance de Jésus-Christ — Attachement à Jésus-Christ — Devenir spirituel — La dévotion au Saint-Esprit — L'obéissance — La pauvreté — La croix — Faire le catéchisme. — Donner la vie. Un tableau récapitulatif de la conformité de la vie du prêtre avec celle de Notre-Seigneur clôt ces pages. Comme le dit Mgr Ancel, « en lisant le Père Chevrier..., on trouve une nourriture saine, une nourriture forte, une nourriture qui donne des forces et qui épanouit. »

— *La Laïcité*, par A. AUDIBERT, A. BAYET, B.-E. BROWN, G. DEBEYRE, J. R. DUPUY, A. HAURIQU, J. VAN HOUTE, A.-C. JEMOLO, A. JOBERT, A. LATREILLE, E. LÉONARD, E. LEVINAS, R.-C. MACRIDIS, K. MATSUMOTO, F. MÉJAN, L. DE NAUOIS, R. RÉMOND, H. DE RIEDMATTEN, J. RIVERO, J.-P. ROCHE, P. RONDOT, L. TROTABAS. Vol. VI de la Bibliothèque des Centres d'études supérieures spécialisées. — Un vol. in-8° carré de 586 pages. Prix : 24 NF. Presses Universitaires de France.

Voilà un volume où des hommes venus de tous les horizons de la pensée, de tous ses champs de bataille et de différents pays expriment librement leur opinion sur le grave problème de la laïcité, mais non dans un but de polémique, bien que nous y trouvions des adversaires déclarés de l'enseignement de l'Eglise sur ce point, comme des maîtres qui la défendent. Dans son avant-propos, auquel il donne comme titre : « La laïcité, son application dans le cadre de la communauté », M. Louis Trotabas explique fort bien que cette sixième session du Centre de sciences politiques de Nice avait choisi ce sujet non pour rouvrir une querelle, mais pour l'envisager sous « son aspect général, comme un facteur essentiel des sciences politiques et de la théorie de l'Etat ». Il va sans dire que chacun exposait ses idées, suivant le point de vue d'où il envisageait le problème. Bornons-nous à quelques titres : « Démocratie et forces religieuses (Hauriou) — La laïcité et la pensée d'Israël (Levinas) — L'Eglise catholique et la laïcité (Latreille) — Le

protestantisme, religion laïque (Léonard) — La laïcité en pays musulman (Rondot) — Libre-pensée et laïcité (A. Bayet) — La laïcité dans les déclarations internationales des droits de l'homme (Dupuy) — La protection des minorités religieuses (R. P. de Riedmatten) », etc. Evidemment la lecture d'un pareil ouvrage impose un sérieux esprit critique, quand des hommes ont à peine lutté de longues années pour une idée, leurs méthodes et leur ardeur combative les quittent difficilement, même dans une œuvre irénique. Tous ces exposés méritent pourtant une lecture attentive : ils font ressortir la complexité du problème dans tout pays divisé par les croyances, et, par leurs précisions sur tel ou tel point éclairaient un sujet dont la passion polémique a toujours fait une source de querelles.

— *Carrières féminines et carrières féminines modernes*. — Chaque fascicule : 3 NF. Service de la Documentation de la Protection de la Jeune Fille, Paris.

Les carrières sont indiquées avec les renseignements sur le degré de culture générale requis, la durée des études, les débouchés et les diplômes, etc. Carrières sociales, paramédicales, pédagogiques, statistiques, calcul scientifique, électronique, programmation, etc.

— *Le laïc dans l'Eglise*, par Mgr P. GLORIEUX. — Un vol. in-16° Jésus, de 224 pages. Prix : 6,60 NF. Les Editions Ouvrières, Paris.

La place et l'action du laïc dans l'Eglise ont fait l'objet de nombreuses pages du récent premier Synode romain. C'est dire l'importance du sujet qu'aborde ici Mgr Glorieux. L'auteur, dans le présent ouvrage, veut aider à orienter : militant d'Action catholique, simples laïcs plus ou moins engagés dans l'apostolat, prêtres aussi, et à guider leurs réflexions. L'ancien recteur de l'Université catholique de Lille s'en tient à ce qui est sûr, sans vouloir prendre parti dans les discussions passées ou les polémiques en cours. On retrouvera dans ces pages la plupart des documents officiels qu'il est bon de connaître et d'avoir sous la main.

— *Dans le Christ Rédempteur*, par le R. P. F.-X. DURRIGEL. — Un vol. de 350 pages. Prix : 13,50 NF. Editions Xavier Mappus, Le Puy.

Les lecteurs qui ont déjà apprécié *La Résurrection de Jésus, mystère de salut*, du même auteur, retrouveront dans ces pages les qualités du théologien qui élargit son horizon et suggère les applications concrètes des mystères de notre foi. Car il s'agit pour le chrétien de se nourrir des enseignements de la Révélation pour vivre le mystère qu'elle nous découvre, centre et source de toute vie spirituelle authentique. Ayant rappelé les principes de la vie chrétienne, l'auteur nous montre l'action des sacrements et l'orientation des vertus chrétiennes et les lois de leur développement. Il a soin de ne pas séparer la Mère de son divin Fils dans cette œuvre de remontée de l'âme vers Dieu ; les dernières pages sont consacrées à Marie parmi nous.

— *Initiation aux problèmes familiaux (population — famille — éducation)*, par MICHEL BLANC, GILBERT BLARDONE, PIERRE BONNIN, JOSEPH FOLLIET, LAUREN LATHUILLIÈRE, chanoine MATAGRIN, MARIE-ANDRÉE PROST. — Un vol. de 320 pages. Collection « Savoir pour Agir ». Prix : 10,10 NF. Editions Chronique sociale de France, Lyon-II^e. Diffusion : Editions de Centurion, Paris, VIII^e.

Dans la Collection « Savoir pour Agir », ces pages d'initiation aux problèmes familiaux s'adressent aux militants d'action familiale et sociale, — particulièrement aux jeunes. Elles étudient les données quantitatives et qualitatives de la population, les problèmes des subsistances et ceux de l'eugénisme, l'histoire de la situation présente de la famille française, l'amour conjugal, la nature et l'organisation de la famille, le célibat, le féminisme, la famille et la vie économique, la famille et le logement, la famille et l'éducation, l'Etat et l'éducation, l'Eglise et l'éducation, les problèmes actuels de l'éducation en France, la famille et la cité. Ordre, clarté, simplicité du vocabulaire, précision de informations statistiques, en font un manuel de lecture facile pour tous.

La Documentation Catholique

42^e année — T. LVII

Numéro 1 341. — 4 décembre 1960

L'inauguration de la phase préparatoire au Concile

Allocution de S. S. Jean XXIII après la messe de rite byzantino-slave du 13 novembre 1960

Le dimanche 13 novembre, pour l'inauguration des travaux préparatoires du Concile, s'est déroulée dans la basilique Saint-Pierre la chapelle papale au cours de laquelle S. S. Jean XXIII a présidé à une cérémonie liturgique solennelle en rite byzantino-slave en l'honneur de saint Jean Chrysostome. Le célébrant était S. Exc. Mgr Bucko, visiteur apostolique pour les fidèles ukrainiens et ruthènes résidant en Europe occidentale. Voici l'allocution prononcée par le Saint-Père à l'issue de la cérémonie à laquelle étaient représentés les différents rites de l'Eglise catholique (1) :

VÉNÉRABLES FRÈRES, CHERS FILS,

La beauté et les harmonies du rite byzantino-slave qui vient d'être célébré, si touchantes dans leur rappel des points saillants de la doctrine révélée et de la piété religieuse, dispenseraient de l'homélie habituelle, si Notre cœur ne Nous demandait pas d'exprimer l'effusion de Notre joie paternelle pour ce reflet des célestes visions qui ont impressionné Notre âme et pour l'émotion que cette réunion pacifique et fraternelle des représentants de tous les rites de l'Eglise catholique autour de l'évêque de Rome a suscitée en nous tous. L'humble successeur de Pierre qui vous parle suivait les diverses phases de la célébration liturgique, en y participant de tout son être : esprit, cœur, yeux et parole. Et du fond de lointains souvenirs — vous pouvez l'imaginer — lui revenait avec l'accent des supplications et l'envoie des fumées de l'encens, le spectacle des chers peuples de Bulgarie, de Constantinople et de Grèce au milieu desquels, aux premières années de sa vie épiscopale, il lui était si doux d'entrelacer la prière lente, mélodieuse et pénétrante du *Gospodi pomiloui* avec le *Kyrie eleison*. Il Nous est difficile de vous dire la tendresse que Nous ressentons toujours dans ce rappel nostalgique de ces cours, de ces personnes, de ces lieux lointains, chers et bénis.

Une brève parole, donc. Peu de mots, vénérables

frères et chers fils, réservant pour demain de vous exprimer plus largement et en toute confiance pensées, projets et espérances.

L'œuvre du Concile : rendre à l'Eglise la splendeur des traits de sa jeunesse (2)

La cérémonie d'aujourd'hui inaugure le début de la phase préparatoire, plus solide et substantielle, du II^e Concile œcuménique du Vatican. Il était naturel que celle-ci prit son départ à l'autel du Seigneur et avec ces rappels de la piété chrétienne qui garantiront le bon esprit et le succès de la grande entreprise à laquelle Nous Nous sommes consacré.

Chers fils, qu'importe pour Nous d'en voir de Nos yeux le développement et la conclusion ? Il suffit à la sérénité confiante de Notre âme d'avoir répondu avec simplicité à l'heureuse inspiration et de Nous tenir prêt à tout faire et oser pour sa réussite.

En d'autres circonstances de ces années, les liturgies orientales, dans la présentation diverse et colorée de leur beauté et de leur splendeur, furent appelées à inaugurer de saintes et solennelles manifestations de prière et d'étude, ici, sous les voûtes de cette basilique vaticane, où la réunion des représentants du sacerdoce et du laïcat de tous les points de la terre donne un surcroît de dignité et une couronne d'exultation et de gloire aux diverses célébrations.

N'avons-nous pas goûté ce matin la signification de ce déploiement de lumières, de chants, de formes et de paroles mystérieuses comme une expression de la majesté et de la physionomie de l'Eglise du Christ, Mère universelle qui étend ses pavillons sur le monde entier le long des siècles qui se sont écoulés, pleins de dangers, depuis sa naissance ?

L'œuvre du prochain Concile œcuménique est vraiment toute conçue pour rendre leur splendeur sur le visage de l'Eglise du Christ aux traits les plus simples et les plus purs de ses origines, pour la présenter telle que son divin fondateur la créa : sans tache et sans rides. Son voyage à travers les siècles est encore bien loin d'atteindre le moment où

(1) Traduction de la D. C., d'après le texte italien publié par l'*Osservatore Romano* des 14-15 novembre 1960.

(2) Ce sous-titre est de notre rédaction.

elle se transformera dans l'éternité triomphante. C'est pourquoi ce que se propose très noblement le Concile œcuménique, dont la préparation commence maintenant et pour le succès duquel s'élève la supplication de toute la terre, c'est de faire un temps de pose autour d'elle pour rechercher dans une étude affectueuse les traits de sa jeunesse la plus ardente et les recomposer de façon à révéler sa force conquérante sur les esprits modernes tentés et compromis par les fausses théories du prince de ce monde, adversaire déclaré ou caché du Fils de Dieu, Rédempteur et Sauveur.

La cérémonie à laquelle nous avons assisté avec tant de joie, nous retrace les principaux traits de notre Mère vénérable à qui nous rendons aujourd'hui l'hommage de notre foi qu'exprime le symbole des apôtres en la saluant comme une, sainte, catholique et apostolique.

EGLISE UNE

Associer ainsi dans l'adoration de la Très Sainte Trinité divers rites différents dans leur langue et leur histoire, c'est une première et solennelle manifestation de respect pour l'unité de cette divine institution qu'est l'Eglise. Nulle beauté n'est comparable à la multiplicité des rites, des langues, des images et des symboles dont est riche la liturgie qui exprime de diverses manières l'intime union des fidèles constituant le Corps mystique du Christ. Elle affirme la raison la plus profonde et la plus sûre de l'étroite union des races humaines, appelées à rendre honneur au Christ et, par lui, à la Très Sainte Trinité.

Le Souverain Pontife est le symbole et l'assurance de cette unité, lui qui dans la succession de Pierre se tient au sommet de l'ordre sacré : hiérarchie, doctrine, culte, sacrements. Oui, « un seul Seigneur, une seule foi, un seul baptême » ! Ce qui revient souvent dans les entretiens de Jésus, c'est l'exaltation du « sacrement d'unité » qui lie dans une seule inspiration tous les peuples, toutes les langues et les diversités naturelles de l'histoire de chacun. Cette unité est scellée par l'ultime invocation, l'ultime plainte de Jésus à son Père à l'heure tragique du sacrifice : « Père saint, garde en ton nom ceux que tu m'as donnés pour qu'ils soient un comme nous. » (*Jean, xvii, 11.*)

La liturgie latine est très digne d'estime dans son expression du culte ; en elle se reconnaît une grande partie du monde, l'ensemble numériquement le plus important de fidèles. Mais l'unité apparaît vraiment parfaite, admirable et splendide quand toutes les liturgies orientales en quelque sorte lui ouvrent le chemin et font un chœur vibrant d'unité autour du même autel.

EGLISE SAINTE

La célébration d'aujourd'hui restera pour chacun de nous qui y avons participé un rappel de sainteté.

Si à l'affirmation du « *Tu es seul Seigneur, seul saint, seul Très-Haut* » adressée au Christ Fondateur de l'Eglise, nous répondons par un manque de correspondance à sa grâce qui est la source de toute sainteté, on court le danger de réduire ces manifestations à une forme vide

de contenu spirituel, tout juste comparable à une des diverses distractions ou formes d'activité humaine, tournées vers les choses matérielles et oubliées des choses éternelles.

De là l'affirmation, qui devient un précepte et un devoir sacré, de mettre à la base de tout effort pour le développement des énergies de l'Eglise la sainteté du clergé et des laïcs, et, pour chacun, l'application à faire honneur à l'enseignement du divin Maître à l'exemple des saints.

Chers Fils ! Nous n'hésitons pas à dire : Nos soins et Nos efforts pour que le Concile soit un grand événement pourraient rester vains, cet effort collectif de sanctification était insuffisamment unanime et décidé. Aucun élément ne pourra y contribuer autant et pareillement que la sainteté, recherchée et obtenue. Les prières, les vertus de chacun, l'esprit intérieur deviennent l'instrument d'un bien immense.

Quatre grandes figures de l'histoire, des maîtres de l'Eglise, gloire des différents rites sont ici devant Nous, représentant l'Orient, l'Occident, dans le geste de soutenir la Chaire apostolique, comme pour affirmer à la face du monde et devant les siècles, ce qui est vraiment grand dans l'Eglise, disons la sainte Eglise : la sainteté de ses docteurs, de ses évêques et de ses pontifes.

Et voici les noms glorieux de ces géants de la sainteté et du magistère ecclésiastique : Athanase et Jean Chrysostome, Ambroise, Augustin. Autour de leurs statues il y a une magnifique couronne, celle des autres pontifes et docteurs de toutes les époques et de diverses origines, dont les reliques sacrées forment le trésor de cette basilique et des autres basiliques et églises de Rome.

C'est avec une satisfaction particulière l'expression d'un profond sentiment religieux que Nous rappelons le titre de l'évêque-martyr saint Josaphat, à qui la liturgie orientale de ce jour, associée au nom de Chrysostome, a été consacrée et dont la glorification suscite un élan de piété et d'exaltation religieuse au temps du pontificat de Pie IX, presque à la veille du premier Concile Vatican.

Une collaboration efficace, en vue de la réussite du II^e Concile du Vatican est donc nécessaire, et celle-ci ne peut se traduire que par un effort de sanctification de la part de chaque évêque, de chaque prêtre et du peuple chrétien.

Durant cette année, et d'une façon méthodique à partir d'aujourd'hui, le Pape, les Pères du Concile et Nos collaborateurs, nous nous proposons de demeurer à notre poste, qui doit être avant tout un poste de sanctification personnelle, puis d'étude et de travail. Aux bons fidèles de choisir aussi leur poste à eux, leur collaboration par la prière, la prière assidue, de témoignage sincère de vie chrétienne dans la sphère de l'activité propre de chacun.

EGLISE CATHOLIQUE

Telle est la caractéristique distinctive du testament que le Seigneur a confié à Pierre à ses successeurs. C'est comme une racine profonde plongeant désormais dans les entrailles de la terre, au point d'en toucher les extrémités les plus lointaines, par-delà la Palestine, où le commandement de l'Evan-

proclamé, par-delà Rome et la Grèce, qui
urnirent à la Providence les éléments
mains de l'affirmation immédiate du mes-
sage évangélique dans le monde entier, fût-ce
prix du sacrifice d'innombrables martyrs.

Par la grâce de Dieu, la catholicité est
stée intacte tout au long des siècles, ainsi
e Jésus l'avait prédit et promis, malgré les
versités de liturgie et les différentes appli-
cations pastorales qui l'embellissent.

L'héritage du Christ ne doit donc pas être
nsidéré ni appliqué dans la mesure des
oins de tel ou tel pays, ou de ses exis-
nces, et suivant les vicissitudes chan-
antes de son histoire, mais dans une fidé-
é inviolable aux promesses de Jésus, qui
garanti la pérennité de son assistance.
La catholicité de l'Eglise n'est pas affaiblie
r son extension et par la multiplication de
s activités ; elle en est plutôt renforcée et
richie.

Et, précisément, cette concordance de la
tholicté avec les autres notes est un point
ndamental qui répond à la sûre doctrine,
rce que : « elle doit briller par ses pré-
gatives à la fois d'unité, de sainteté et de
cession apostolique » (*Pius IX ad Epis-
pos Angliae*, 16 septembre 1864).

EGLISE APOSTOLIQUE

L'apostolicité de l'Eglise est une flamme par
laquelle le Christ, roi des peuples et des
cles, rassemble, récapitule tout en lui, sui-
vant la nette affirmation de saint Paul que
e X fit sienne : *instaurare omnia in Christo*.
Lorsque Nous disons que le Christ étend
son empire sur toutes les structures de la
sociale, Nous évoquons la vision biblique
Filii tui de latere surgent. Du côté ouvert
divin Sauveur émane la force de la vertu.
Saint Paul pouvait bien se reconnaître
inimus apostolorum, mais en se reconnais-
sant toujours apôtre, et par conséquent sûr
sa vocation et des dons de la grâce qui
vaient féconder son ministère.

L'audience solennelle des membres des Commissions et des Secrétariats préparatoires au Concile

Le lundi 14 novembre, dans la basilique
int-Pierre, le Saint-Père a accordé une
audience solennelle aux cardinaux, évêques,
élats, prêtres et religieux des Commissions
ntificales et des secrétariats institués pour
préparation du II^e Concile œcuménique du
tican. Voici l'allocution qu'il a prononcée
cette occasion (1) :

VÉNÉRABLES FRÈRES, CHERS FILS,

Pour ouvrir cette réunion solennelle et impo-
te, qui marque le début d'une sainte veille
travail intense et pacifique pour le second

L'Eglise catholique n'est pas un musée
d'archéologie. Elle est l'antique fontaine du
village qui donne l'eau aux générations d'au-
jourd'hui, comme elle l'a donnée à celles du
passé.

Chers jeunes gens qui, par la suggestive
beauté de la cérémonie et du chant, avez
rendu en ce jour hommage aux notes de
l'Eglise une, sainte, catholique et apostolique,
en fils que vous êtes d'une grande tradition,
appliquez-vous toujours, en avançant en âge,
à lui faire honneur.

Vénérable Frère archevêque, qui avez célé-
bré la messe d'aujourd'hui, accordez-Nous
cette tendre joie de répéter Nous aussi la
prière par laquelle vous avez élevé nos âmes
en une ultime supplication céleste :

« Daigne Jésus-Christ ressuscité des
morts, notre vrai Dieu, par l'intercession de
sa sainte et immaculée Mère, des glorieux
chefs des apôtres Pierre et Paul, de notre
Père saint Jean Chrysostome, archevêque de
Constantinople, de saint Joachim et de sainte
Anne, de saint Josaphat, archevêque et mar-
tyr, et de tous les saints, avoir pitié de nous
et nous sauver par sa bonté et par son amour
envers les hommes. »

A cette prière, il Nous plaît d'ajouter cette
autre, proférée par vous devant l'icône du
Sauveur :

« O Seigneur, vous qui bénissez ceux qui
vous bénissent et sanctifiez ceux qui ont
confiance en vous, sauvez votre peuple et
bénissez votre héritage. Gardez votre Eglise
tout entière, sanctifiez ceux qui aiment la
beauté de votre maison, en échange, glori-
fiez-les par votre puissance divine, et ne nous
abandonnez pas, nous qui espérons en vous.
Donnez la paix au monde qui est votre,
à vos Eglises, aux prêtres, à nos gouvernants
et à tout votre peuple, car toute grâce par-
faite et tout don excellent viennent d'en haut
et descendent de vous, Père des lumières ;
et à vous, Père, Fils et Saint-Esprit, nous ren-
dons gloire, grâce et adoration, maintenant
et toujours, dans les siècles des siècles. »

Concile œcuménique du Vatican, il semble que
conviennent à la perfection les paroles habi-
tuelles de la prière épiscopale : « Que le nom
du Seigneur soit béni ! Notre secours est dans
le nom du Seigneur ! »

Le nom et l'aide du Seigneur invoqués et
bénis, qu'y a-t-il en effet de plus doux et de
plus touchant ?

Sous ces auspices pleins de joie, Nous
aimons Nous entretenir aujourd'hui avec vous,
en conversation simple et familière, pour
donner un surcroît de lumière et de chaleur
à ce que chacun de nous porte déjà dans sa
pensée et dans son cœur.

Les efforts humains commencés dans la
lumière de la grâce d'en haut se poursuivront
ensuite graduellement, à mesure que notre

(1) Traduction de l'Uffizio Stampa revue d'après le
de italien publié dans l'Osservatore Romano des
15 novembre 1960. Les sous-titres sont de notre
action.

coopération y apportera application, bonne volonté et sainte énergie.

On a même coutume de dire que l'incertitude et l'émotion quasi sacrée du premier début, constituant un exercice d'humilité, se transforment rapidement en assurance courageuse, surtout si les éclaircies qui se succèdent à l'horizon révèlent par degrés l'intervention du Seigneur, qui vient illuminer, encourager à aller de l'avant, « avec courage et décision ».

L'ÉTUDE DES CONCILES PRÉCÉDENTS

Il ne s'agit plus aujourd'hui du Concile de Jérusalem ni de celui de Nicée, mais il est naturel que l'âme de l'humble Successeur actuel de saint Pierre et du Pape Silvestre, stimulée par le projet de cette grande entreprise, se soit appliquée, entre autres et avant tout, à considérer le développement historique des vingt événements d'égal ou de plus vaste proportion qui se sont succédé durant deux mille ans comme marques de la sollicitude pastorale de l'Eglise, à considérer, disons-Nous, les circonstances particulières et graves qui entourèrent la tenue de ces réunions mémorables, les difficultés et les contradictions rencontrées aux différentes époques, parfois plus agitées et difficiles que la nôtre. Nous aimons inviter à ce très utile travail d'érudition historique tous ceux qui ont reçu la haute mission particulière de collaborer plus directement au second Concile du Vatican.

Nous avons à notre disposition les principales collections monumentales des Conciles : la *Collectio Romana*, ordonnée par Paul V ; la *Regia*, de Paris, et l'*Amplissima Collectio*, de Mansi, conduite par cet insigne archevêque de Lucques au-delà de trente grands volumes, continuée ensuite par Petit et Martin jusqu'à soixante ; pour ne pas parler d'autres précieuses publications de grande valeur faites en de nombreuses langues.

Quelle richesse de doctrine et d'histoire, traversée malheureusement de difficultés et d'oppositions, mais toujours couronnée de glorieux succès !

Bénéissons le Seigneur, vénérables frères et chers fils, car une bonne estimation des premières impressions suscitées dans le monde entier par la simple annonce du Concile donne bien des motifs de présager et en quelque sorte de goûter déjà le spectacle de la jeunesse immuable et toujours florissante de ce chef-d'œuvre de l'action rédemptrice du Christ qu'est l'Eglise catholique, « acquise de son propre sang ». (Cf. *Act.*, xx, 28.)

Il est un autre point qu'il faut souligner ici, au seuil du vaste travail qui s'offre à Nous, et que Nous voulons tout de suite présenter au monde entier.

Les Conciles œcuméniques du passé ont répondu surtout à des préoccupations d'exactitude doctrinale, diverses et importantes, concernant la *lex credendi*, à mesure que des hérésies et des erreurs tentaient de pénétrer dans l'Eglise ancienne en Orient et en Occident.

A Nicée se trouvait mise en discussion la divinité du Verbe divin fait homme pour le salut du genre humain ; c'était l'erreur d'Arius. A Ephèse, on fut gravement préoccupé de l'unité de la personne du Verbe en deux

natures et de la maternité divine de Marie, *Theotokos*. A Chalcedoine, ce furent d'autres querelles et discussions concernant la distinction de ces mêmes deux natures. Au xvi^e siècle la constitution de l'Eglise avait été profondément compromise et, à Trente, on dut et put rétablir tout sur les anciennes bases : le culte, sacrements, discipline ; tout fut remis sur un fondement solide et dans une lumière limpide. Le premier Concile du Vatican enfila dans le peu de temps qui lui fut accordé, redonne au nouveau et avec force la constitution divine à l'Eglise, en se référant particulièrement à l'*infaillibilité, en matière de foi et morale, du Pontife romain*.

L'occasion qui fit réunir les quinze autres Conciles œcuméniques, outre les cinq déjà mentionnés, fut offerte par des circonstances variées et par la préoccupation de sauvegarder, certes, la pureté de l'enseignement de l'Eglise sur divers points de doctrine, mais aussi de raffermir ou de diriger des consciences troublées en présence d'événements à caractère religieux ou politique, en divers pays et diverses circonstances, ayant cependant presque toujours trait aux buts suprêmes du magistère ecclésiastique ou au service de l'ordre, de l'équilibre et de la paix sociale.

AUJOURD'HUI, IL S'AGIT DE REMETTRE EN VALEUR LA SUBSTANCE DE LA PENSÉE ET DE LA VIE HUMAINE ET CHRÉTIENNE

A l'époque moderne, dans un monde à physionomie profondément changée et qui a peine à se maintenir au milieu des séductions et des dangers de la recherche exclusive des biens matériels, dans l'oubli dans l'affaiblissement des principes d'ordre spirituel et surnaturel qui caractérisaient la pénétration et l'extension de la civilisation chrétienne à travers les siècles, à l'époque moderne, donc, plus que de tel ou tel point de doctrine ou de discipline qu'il faudrait ramener aux sources pures de la Révélation et de la Tradition, il s'agit de remettre en valeur et dans toute sa lumière la substance de la pensée et de la vie humaine et chrétienne, dont l'Eglise est dépositaire et maîtresse pour les siècles.

D'autre part, c'est certes un devoir grave que de déplorer les égarements de l'esprit humain tenté et entraîné vers la seule jouissance des biens de la terre, que les recherches scientifiques modernes mettent maintenant avec facilité à la portée des hommes de notre temps. Dieu nous garde cependant d'en exagérer les proportions au point de faire croire que le ciel de Dieu est désormais définitivement fermé au-dessus de nos têtes, et qu'il y a vérité « les ténèbres se sont étendues sur toute la terre », et qu'il ne nous reste rien d'autre à faire que d'arroser de larmes notre pénible chemin.

L'APPARTENANCE A L'EGLISE DE JÉSUS A UN CARACTÈRE SOCIAL QUI VAUT POUR TOUS

Nous devons au contraire reprendre courage. Non, le Christ, le Fils de Dieu et notre Sauveur, n'a pas quitté le monde qu'il a racheté ; et l'Eglise fondée par lui, une, sainte, catholique et apostolique, demeure encore pour toujours son *Corps mystique*. Il en

le chef, auquel chacun de nous qui croyons nous référons, auquel nous appartenons. Voici le point principal auquel doit tenir fermement tout baptisé : l'appartenance à l'Eglise de Jésus n'est pas une simple note de caractère individuel propre à un chacun, mais une note de caractère éminemment social qui vaut pour tous. Voilà le sens des termes d' « homme catholique, monde catholique, Eglise catholique ». C'est dire que chacun de nous, nous sommes dans le Christ Jésus, dans l'Eglise de Jésus, vraiment les fils et les frères d'une même famille divine : « Ceux que d'avance (le Père) a discernés, il les a aussi prédestinés à reproduire l'image de son Fils, afin qu'il soit unain d'une multitude de frères. » (Rom., VIII, 29.)

Tout fidèle appartient donc à la catholicité tout entière, comme tout prêtre, et, en faisant la juste distinction des fonctions, comme tout évêque ; cela, en vertu de l'unité divine que Jésus, le Fils de Dieu, Fondateur de l'Eglise, a donnée à son institution destinée à être universelle et éternelle.

Par cette simple allusion, vous comprenez, vénérables frères et chers fils, à quoi répondent les paroles d'unité, de charité et des plus excellentes vertus, les « dons supérieurs » que saint Paul, dans sa lettre aux Corinthiens, s'empresse d'énumérer pour notre encouragement et notre édification commune (I Cor., XII et XIII).

Oh ! qu'elles sont profondes et émouvantes les pages de l'incomparable Apôtre des nations, qui correspondent au désir exprimé par « *unum sint* », en la tragique veillée de la passion divine. Ces paroles résonnent encore au fond des âges également au-dessus des actions innombrables séparées de l'unité catholique et pourtant désireuses de retourner sur les traces de l'authentique « fondement des apôtres et des prophètes, avec pour pierre d'angle le Christ Jésus lui-même, en qui toute construction s'ajuste et grandit en un temple saint dans le Seigneur ». (Ephés., II, 19.)

L'ENTRÉE DANS LA PHASE PRÉPARATOIRE

Chers fils, tout ce que Nous avons voulu toucher jusqu'ici, dans cette allocution, ne fut-ce que par de brèves allusions, Nous amène à tracer quelques lignes de conduite pratique pour le développement du travail qui s'inaugure aujourd'hui. Elles valent tant pour la Commission centrale, la principale, présidée par le Pape lui-même, que pour la coordination des autres Commissions ou sections de travail, sur lesquelles reposera la part la plus lourde de cette grande entreprise à laquelle chacun de vous fut appelé des horizons les plus lointains dans une intention de concorde pacifique et de joyeuse ferveur.

Chers fils, lorsque, le jour de Pentecôte de cette année, Nous publiâmes le *Motu proprio* « *Superno Dei nutu* », Notre consolation fut grande à entrevoir et à pressentir dans la ferveur religieuse rapidement suscitée un peu partout l'édifiante vitalité des énergies spirituelles qui auraient poussé Notre projet de Concile à sa bienheureuse réalisation. A quelques mois de distance et sur un signe d'invitation de Notre part, vous voici devant Nous, formant un noble corps, sous les voûtes du

plus grand temple de la chrétienté, comme pour Nous dire : nous sommes là, à Votre disposition.

Oh ! soyez les bienvenus et soyez bénis.

Vous aimerez certainement recevoir sans plus tarder quelques informations. Durant la phase anté-préparatoire, on a pu déjà rassembler et apprêter un précieux matériel de recherche et d'étude. Evêques, prélats, congrégations romaines, Universités exprimeront leurs vœux sereins, motivés, suggestifs, concernant divers problèmes qui réclament une solution immédiate. Ces premières réponses sont maintenant à l'impression et formeront une édition exemplaire, qui compte déjà cinq volumes. Nous en attendons cinq autres peu après Noël.

C'est dans cet abondant matériel que furent choisis les sujets jugés plus dignes d'attention pour les discussions, particulières. Ils seront maintenant confiés, chers fils, à votre compétence ; vous pourriez d'ailleurs en toucher ou en approfondir d'autres qu'il vous semblerait nécessaire ou opportun de proposer et de mettre à l'étude.

Sous la conduite sage et éclairée de chaque président, les Commissions et les secrétariats sont également prêts à leur tâche, comme Nous avons pu le constater, et particulièrement attentifs aux désirs et aux propositions des évêques, Pères vénérables de la noble assemblée.

Quel beau travail ce sera, Nos chers frères et fils !

A cette seule pensée, l'âme toute émue exulte et remercie le Seigneur pour tout ce que la sainte Eglise acquerra de splendeur et de beauté spirituelle face au monde pour sa propre édification et son encouragement.

Il est naturel que l'étude préparatoire requière longueur de temps, patience persévérante dans le travail et exercice de cette charité qui tire plus de beauté encore des « dons supérieurs », déjà cités selon le treizième chapitre de la première lettre de saint Paul aux Corinthiens. Une expérience plus proche de nous, celle du Concile de Trente et du premier Concile du Vatican, servira d'indication et d'avertissement pour les propositions, les discussions et les conclusions.

NOS FRÈRES SÉPARÉS

Il est également naturel que l'amour du silence, le sens de la mesure, le respect mutuel distinguent et illustrent les études et les réunions. Tout dans le Concile doit être entouré d'une grande réserve, et chacun de ceux qui y participent doit se tenir à sa place. Les premières informations qui ont circulé dans le monde ont suscité une attention respectueuse, même en dehors de l'Eglise catholique, chez nos frères séparés ; et cela surtout Nous console et Nous fait goûter d'avance la joie de l'unité de tous les croyants dans le Christ selon son ardent désir et la prière qu'il adressa à son Père : « Qu'ils soient un ; afin qu'ils soient consacrés dans la vérité. » (Jean, XVII, 19.)

Le Concile cependant, comme l'on sait déjà et comme il a été annoncé à plusieurs reprises, a sa sphère propre d'action, comme une « cité sur la montagne », s'occupant d'abord exclu-

sivement de ce qui concerne l'Eglise catholique, notre mère, et son organisation interne actuelle.

« L'esprit du Seigneur remplit l'univers, et lui qui tient unies toutes choses sait tout ce qui se dit. » Ces expressions du premier chapitre de la Sagesse sont magnifiques, comme d'ailleurs tout ce livre étonnant et émouvant. Nous voulons espérer toutefois que ceux qui, sans participer à la profession intégrale de la foi catholique, désirent avec loyauté et confiance des informations sur les travaux du Concile, ne trouveront pas inopportune ou peu courtoise Notre invitation à attendre que les Pères et les consultants, qualifiés en raison de leur appartenance aux diverses Commissions, aient accompli leur travail et que tout soit bien prêt et mieux disposé pour des contacts plus élevés de l'intelligence, du cœur et de la vision surnaturelle, auxquels l'Eglise du Seigneur puisse présider pour la gloire et l'amour du Christ Jésus, fondateur de son Eglise, sainte et glorieuse.

On sait du reste que pour compléter le cadre officiel des dix Commissions, qui se partagent le travail du Concile, Nous avons pourvu à l'institution, parmi les autres secrétariats, d'un secrétariat spécial qui puisse répondre aux demandes d'information de nos frères, bien dignes de respect encore que séparés — comme on a coutume de dire, — qui désirent suivre l'œuvre du Concile à la lumière de la vérité, avec sagesse et aimable discrétion.

LA GARANTIE DE VICTOIRE DE L'EGLISE DE JÉSUS

Vénérables frères et chers fils, Nous voulons encore ajouter quelques paroles à ce familier entretien pour inciter nos âmes à une confiance courageuse et à une sainte émulation de vertus chrétiennes et sacerdotales qui doivent faire l'édification salutaire de tout le peuple, pour la joie et la paix du monde entier.

La célébration d'un Concile de l'Eglise catholique implique l'étude de tout un ensemble de relations assurant l'union non seulement des individus et des familles, mais encore de toutes les nations sur lesquelles repose la vie en commun de l'humanité.

En effet, du Décalogue de Moïse aux quatre Evangiles, toute force vient du Christ et de son Eglise, au centre de laquelle Jésus ne cesse de répéter ces paroles solennelles : « Je suis la lumière du monde. Je suis la voie, la vérité et la vie. » (*Jean*, VIII, 12; XIV, 6.) A ces paroles et à leur signification, les derniers mots de l'Evangile de saint Matthieu viennent apposer le sceau divin : « Et moi, je suis avec vous pour toujours, jusqu'à la fin du monde. » (*Matth.*, XXVIII, 20.)

Chers fils ! Pendant ces derniers mois, en relisant plusieurs spécimens de l'abondante littérature consacrée au premier Concile du Vatican, célébré par Notre Prédécesseur de vénérée mémoire, Pie IX, en 1869 et 1870, il Nous arriva de retrouver une adresse publique à la presse, dictée par un des esprits les plus agités et les plus en faveur de cette époque de paroxysme anti-romain. Il était dédié, avec une ironie de mauvais goût, aux évêques du monde entier qui devaient venir au Vatican ; l'auteur, en les saluant, les comparait aux anciens évêques d'Orient rassemblés à Nicée pour le

premier Concile de 325 : « Vous êtes aujourd'hui réunis pour un nouveau et dernier Concile à Rome. Le premier, celui de Nicée fut un solennel et vénérable baptême triomphal célébrant l'unité de la religion que les temps demandaient. Le vôtre, le dernier, atteindra, quoi que vous fassiez, l'évidente agonie d'une religion mourante et, par conséquent, l'aube prochaine d'une autre religion. » (*Scritti editi ed inediti di G. M.*, vol. LXXXV [Politica, vol. XXVIII.] — Imola — Cooperativa Tip., Edit. P. Galeati, 1940, p. 241.)

Telles sont ces paroles authentiques de dépit et de prophétie.

A un siècle de distance, nous pouvons nous rendre compte de leur inanité et de ce qu'ils méritent ces prophètes de Baal — il en existe toujours, — « dont les visions ne sont que mensonges et folies ». (Cf. *Thren.*, II, 14.) Laissons-les dire pour nous exercer à la vigilance et à la patience, « afin de remporter le fruit de la promesse ». Pour nous, nous restons fidèles à la dernière parole du Christ, celle par laquelle Matthieu conclut son Evangile, parole qui est une garantie de victoire de l'Eglise de Jésus, de notre Eglise, jusqu'à la fin des siècles.

NOUS ATTENDONS DE GRANDES CHOSES DE CE CONCILE

Cette réunion, aujourd'hui, de représentants du monde entier n'est pas encore l'inauguration du nouveau Concile, mais le début, comme la consécration des vastes efforts de préparation résolument entrepris pour le bon succès de celui-ci, pour se mettre d'accord, commencer les études et les discussions, ordonner de façon solide la doctrine de vie.

N'avez-vous pas l'impression d'entendre un voix lointaine qui revient à nos oreilles, à nos cœurs ? « Debout ! Rayonne, Jérusalem, car voici ta lumière et sur toi se lève la gloire du Seigneur. » (*Is.*, LX, 1.) Le vieil Isaïe nous offre les notes du premier cantique triomphal, il recueille déjà l'écho de la ferveur mêlée de « de toutes les langues, de toutes les tribus et de tous les peuples ».

Oui, Nous aimons le répéter, Nous attendons de grandes choses de ce Concile, qui veut créer un renouveau de vigueur dans la foi, la doctrine, la discipline ecclésiastique, la vie religieuse et spirituelle et, en outre, apporter une grande contribution à la réaffirmation des principes d'ordre chrétien, dont s'inspirent sur lesquels repose aussi le développement de la vie civique, économique, politique et sociale. La loi de l'Evangile doit arriver jusque-à englober tout et pénétrer tout ce qui vit « de la rosée du ciel et de la fertilité de la terre ». (*Gen.*, XXVII, 28.) Aller jusque-là comporte une participation consciencieuse, élevée, sincère, de tous les éléments de l'ordre social — sacerdoce et laïcat, autorités constituées, activités intellectuelles, travail, — ordre socialement entièrement préoccupé de parfaire les relations entre le ciel et la terre, entre la vie présente, incertaine et dangereuse, et la vie future, éternelle et bienheureuse dans la mesure de notre correspondance d'hommes et de chrétiens aux dons de la grâce et de la miséricorde du Seigneur.

Vénérables frères, chers fils, dans la jo

seraine et tranquille de ce beau début des travaux du Concile, confiés à votre compétence ainsi qu'aux bonnes et sages inspirations de chacun de vous, veuillez agréer le « *sursum corda* » que Nous aimons vous adresser à vous tous ensemble et à chacun de ceux qui sont présents ici en personne et en esprit : à NN. SS. les cardinaux, collaborateurs proches et précieux de l'humble Souverain Pontife, Evêque de l'Eglise romaine et Pasteur de l'Eglise universelle; aux patriarches, aux archevêques, aux évêques de toute la chrétienté répandue selon les rites divers et dans toutes les régions du monde; aux Abbés, aux membres du clergé de tout ordre, séculier et régulier, et à tous ceux qui, dans le monde ecclésiastique, furent appelés à partager Notre sollicitude et qui, appartenant au corps de l'Eglise universelle, furent appelés à offrir leur contribution de prière, de conseil et d'activité pour le grand événement, auquel la Providence du Seigneur nous a invités ou nous a mis en état de collaborer.

L'EGLISE DU SILENCE

A la première nouvelle du deuxième Concile œcuménique du Vatican, le monde chrétien a noté qu'un courant de spiritualité d'un rythme nouveau touchait les âmes.

Chez les âmes sincères, ce mouvement prit les accents d'une prière confiante, douce à l'oreille et au cœur : voix innocentes, voix des âmes consacrées, voix de la souffrance qui s'élève de tous les coins de la terre.

Dans les premières années de l'histoire de l'Eglise, il arriva que Pierre, le premier Pape, devint objet de persécution, fût privé de sa liberté et mis en prison. Le livre des Actes rapporte d'une manière émouvante comment toute l'Eglise se mit à prier pour lui « sans interruption ». Depuis vingt siècles, cette prière pour le Chef de l'Eglise catholique continue. Vous pouvez comprendre quel réconfort et quelle sûreté et tranquillité spirituelle le Pape éprouve à se sentir ainsi soutenu par ses vénérables frères et chers fils, disséminés dans le monde entier. Ce sentiment le maintient en perpétuelle communication avec la sainte Eglise universelle, communication de prière qui répond à la prière, de souffrance qui répond à la souffrance.

La bonne Providence de Notre-Seigneur a disposé que l'Evêque de Rome, appelé son Vicaire sur terre depuis des siècles, jouisse actuellement d'une liberté personnelle qui lui permette l'exercice de son saint ministère spirituel, comme il advint autrefois à Pierre, le premier Pontife, une fois délivré de la prison d'Hérode.

Mais il y a pour le Pape une grande affliction, dont son cœur souffre toujours lorsqu'il évoque ses chers frères dans l'épiscopat, ces excellents prêtres et ces fidèles fervents, nombreux, trop nombreux, qui, çà et là, dans les diverses parties du monde, souffrent parce qu'ils sont privés de leur liberté humaine et religieuse, et parfois même physique et morale, persécutions comparables à celles qu'ont subies les premiers héros et martyrs du christianisme.

Nous savons ce que signifie vivre avec le Christ, avec son Evangile, avec sa croix, et ce que Nous pouvons attendre des ennemis du

Christ et de la civilisation chrétienne. Cela Nous rend d'autant plus sensible à l'affliction de Nos frères, qui continuent à souffrir dans la tribulation, et Nous encourage à hâter pour eux tous et pour le monde entier la victoire de la vérité, de la justice, de la liberté et de la paix.

Que le travail ardent et réfléchi de la préparation plus immédiate du Concile œcuménique, avec la contribution ordonnée et précieuse de ceux qui composent les dix Commissions et les secrétariats désormais prêts à se lancer dans la grande entreprise qui leur a été proposée, comporte toujours le rappel de l'Eglise en butte à la persécution dans une instante communication de prières, de labeurs et de mérites qui assureront le bon succès de la sainte entreprise que la Providence Nous confie et la récompense assurée de la vie présente et de la vie éternelle dans le Christ Jésus, Roi glorieux et immortel des siècles et des peuples.

Ainsi soit-il.

Message du Saint-Père à M. Kennedy (1)

Au président élu, John Kennedy, Hyannisport, Mass.

Nous vous félicitons sincèrement de votre élection comme président des Etats-Unis d'Amérique et, en même temps que Nous vous assurons de Nos prières pour que le Dieu tout-puissant vous assiste dans l'accomplissement des tâches de votre haute charge, Nous vous exprimons Nos souhaits les plus cordiaux pour votre bien-être et celui de votre famille, ainsi que pour le bonheur et la prospérité du cher peuple américain.

JOANNES XXIII, PP.

(1) Traduction de la D. C., d'après le texte anglais publié dans l'*Osservatore Romano* du 11 novembre 1960.

— Teilhard de Chardin ou le philosophe malgré lui, par PAUL-BERNARD GRENET, professeur à l'Institut catholique de Paris. Un vol. in-16 Jésus de 264 pages. Prix : 9,90 NF. Beauchesne, Paris.

L'œuvre du célèbre savant est discutée. D'aucuns se plaindront — et non sans raison, parfois — qu'on ne se place pas pour en juger sur son seul terrain : la science. D'autres ne veulent voir en lui qu'un théoricien qui oublie sa foi et sa théologie. Mais dans une œuvre aussi considérable où la passion de la science brûle les étapes et, pour arriver plus vite au but entrevu, des frontières étrangères, il convient pour être juste, de refaire cette course impatiente d'aboutir, loyalement, comme un ami du coureur obstiné; de tenter de la comprendre et d'examiner avec lui le fruit durable de sa course, qu'il pouvait conserver, et ce n'était qu'une impasse pour le philosophe, le théologien et le chrétien. C'est cet effort de loyauté qu'a tenté l'auteur. On ne saurait le lui reprocher, tant il peut être fécond.

Allocution de S. S. Jean XXIII aux cardinaux réunis dans sa bibliothèque privée après le Consistoire semi-public du 30 mai 1960

MESSIEURS LES CARDINAUX,

L'an passé, dans la paix du monastère bénédictin de Saint-Paul hors les murs, après avoir participé aux cérémonies de la fête liturgique de la Conversion de l'Apôtre des gentils, nous avons senti le besoin de vous ouvrir Notre cœur en vous confiant trois projets qui s'étaient épanouis dans Notre âme comme des fleurs d'un printemps inattendu : la célébration d'un Synode pour Notre diocèse de Rome, la convocation d'un Concile œcuménique pour l'Eglise universelle et la mise à jour du Code de droit canon selon les exigences du temps présent.

Avec la grâce de Dieu et l'auguste protection de la bienheureuse Vierge Marie, *Salus Populi Romani*, le premier Synode du diocèse de Rome est désormais un fait accompli et bientôt en seront promulguées les constitutions qui recevront de Nos fils un aimable accueil pour l'édification de tous et un nouvel éclat de Notre diocèse, illustre par le glorieux martyre des apôtres Pierre et Paul.

Alors que les travaux du Synode se poursuivaient encore activement, Nous Nous préparions à l'œuvre plus grandiose du Concile œcuménique dont Nous précisons le but dans Notre première encyclique (2), et dont Nous fixons le siège dans la grande basilique vaticane qui s'élève majestueusement sur la tombe du Prince des apôtres comme centre de la catholicité.

LES TRAVAUX ANTÉPRÉPARATOIRES

Après longue réflexion, Nous avons jugé opportun, pour l'heureux succès de cet important événement, de le faire précéder d'une première phase de travaux, la plus soignée et diligente possible, qui devait être caractérisée par une large consultation des futurs Père du Concile, des sacrés dicastères de la curie romaine et des Universités catholiques.

Dans ce but, à la Pentecôte de l'année dernière, Nous avons institué une Commission antépréparatoire pour le Concile œcuménique (3). Nous en avons confié la présidence à Notre cher fils, le cardinal Domenico Tardini, Notre secrétaire d'Etat, qui, par sa profonde connaissance des conditions de l'Eglise dans le monde, pouvait donner à ce travail le rythme voulu et une sûre orientation.

De plus, Nous avons appelé à faire partie de cette Commission des prélats très distingués de la curie romaine, à savoir, les assesseurs et secrétaires des sacrés dicastères qui, par leur longue habitude de ces études et leur expérience éprouvée des divers problèmes qui ont trait à la vie de l'Eglise, pouvaient apporter leur concours valable et éclairé.

La Commission a commencé aussitôt ses travaux selon les directives que Nous avons données. Nous-même.

D'opportuns contacts ont été établis avec l'Épiscopat catholique des différentes nations et avec les Facultés de théologie et de droit des Universités catholiques du monde entier.

Pour que vous aussi qui Nous êtes si proches avec votre sagesse éclairée, dans le gouvernement de l'Eglise, vous puissiez avec Nous vous réjouir et rendre grâces au Très-Haut, Nous voulons porter à votre connaissance dans une rapide synthèse les étapes saillantes du travail accompli jusque maintenant.

Par une lettre du 18 juin 1959, l'Em. M. cardinal Tardini, président de la Commission antépréparatoire, a invité, en Notre nom, les évêques résidentiels, les évêques titulaires, les nonces apostoliques, les vicaires apostoliques, les préfets apostoliques, les supérieurs généraux des ordres et des congrégations religieuses exemptes et non exemptes, à exprimer, en pleine liberté, leurs suggestions et avis pour le futur Concile.

Les réponses, après quelque temps, commencent à affluer à un rythme toujours croissant et on est arrivé à des pourcentages très élevés qui, en certains cas, atteignent la presque totalité des interpellés.

Jusqu'à présent on compte plus de 2000 réponses. Elles ont été examinées avec la plus grande diligence, résumées avec soin et classées suivant la matière et le sujet.

Près de 2000 fiches renferment le fruit de ce patient travail dont Nous avons suivi le cours dans toutes ses phases.

Après cette première analyse, on a abordé l'élaboration des rapports de synthèse par nations.

Pour chaque nation ont été indiquées les données statistiques qui la concernent et certaines caractéristiques générales indiquant l'orientation et les sujets de plus grande importance.

On a établi ensuite une synthèse finale mettant en relief les sujets sur lesquels s'est arrêtée particulièrement l'attention de l'Épiscopat.

Toutes les réponses, dûment classées et synthétisées, ont été communiquées aux sacrés dicastères de la curie romaine qui en ont tiré grand profit pour formuler leurs propositions. Celles-ci seront certainement de grande utilité pour les prochains travaux préparatoires.

De plus, les Universités, avec une émulation digne de tout éloge, ont présenté dans le temps fixé le fruit de leurs études qui Nous font espérer une collaboration plus ample et plus profitable pour l'avenir.

On a donc accompli jusqu'à présent un travail vaste et grandiose qui pourra être réuni en plusieurs volumes, lesquels seront les premiers Actes préconclaviaires du II^e Concile du Vatican.

On peut bien dire qu'aucun Concile œcuménique n'a été précédé d'une consultation de l'Épiscopat, de la curie romaine et des Universités catholiques aussi vaste que celle réalisée pour

(1) *Acta et documenta Concilio œcumenico Vaticano II apparando*, série I (antépréparatoire), vol. I, *Acta Summi Pontificis Joannis XXIII*, p. 89-92. Ce discours était jusqu'alors resté inédit. Traduction (d'après le texte italien), sous-titres et notes de la D. C.

(2) Cf. D. C., n° 1308 du 19 juillet 1959, col. 907.

(3) D. C., n° 1306 du 21 juin 1959, col. 782.

rochain Concile, et cela est de bon augure pour le travail auquel, avec l'aide de Dieu, Nous Nous préparons.

Pour tout ceci, Nous voulons exprimer Notre satisfaction à ceux qui ont avec zèle secondé Nos vœux, et surtout Nous devons rendre grâce avec une profonde humilité à l'Auteur de tout bien et de tout mal, l'Esprit divin qui visite et éclaire les esprits et qui remplit de sa grâce céleste les cœurs des hommes.

L'ENTRÉE DANS LA PHASE PRÉPARATOIRE

Nous estimons qu'est arrivé désormais le moment d'entrer dans la phase plus immédiate du travail préparatoire du Concile œcuménique. Nous désirons donc, à cette occasion, Nous ouvrir avant tout à vous, pour vous manifester nos intentions.

Pour que ressorte encore plus l'importance de cet événement, Nous avons l'intention de publier, à la prochaine Pentecôte un *Motu proprio* par lequel Nous établirons les Commissions préparatoires du II^e Concile du Vatican.

Nous inviterons à en faire partie en premier lieu MM. les Cardinaux qui, par leur sagesse et leur prudence, savent Nous donner un précieux secours, sur lequel Nous comptons beaucoup pour ce travail si grave et si plein de responsabilités.

En outre seront invités des évêques et des ecclésiastiques du clergé tant séculier que régulier, remarquables par leur vertu et leur savoir, grâce auxquels pourront être accomplies comme il faut les tâches d'étude qui leurs seront demandées.

C'est pourquoi Nous avons adressé à Nos représentants à l'étranger une invitation spéciale pour qu'ils veuillent Nous signaler les noms de ceux qui, par leurs connaissances et leur expérience, nous pourrions appeler à faire partie des Commissions d'étude. Ainsi la préparation du Concile sera pas l'œuvre de la curie romaine, mais les efforts et les travaux de tous les évêques et de tous les savants du monde entier apporteront leur contribution à la préparation du Concile. Les illustres prélats et consultants de la curie romaine leur appréciable contribution; et cela encore fera resplendir la catholicité de l'Eglise.

Pour le moment, les Commissions seront au nombre de neuf, ce seront les Commissions : 1. de théologie; 2. des évêques et du gouvernement des diocèses; 3. de la discipline du clergé; 4. du peuple chrétien; 5. des religieux; 6. de la discipline des sacrements; 7. de la sainte liturgie; 8. des études et séminaires; 9. des Eglises orientales; 10. des missions (4).

Naturellement, Nous nous réservons d'en établir d'autres à mesure que le développement des travaux Nous paraîtra le demander.

Chaque Commission aura pour président un éminentissime cardinal et comprendra un certain nombre de membres, quelques consultants et un secrétaire.

Nous avons également l'intention d'établir un secrétariat qui pourra permettre à nos frères de suivre les travaux du Concile et rendra ainsi plus facile leur retour à l'unique bercail du Christ.

Les travaux des Commissions d'étude seront suivis et coordonnés par une Commission centrale

composée de cardinaux, d'évêques et d'ecclésiastiques distingués.

Nous serons bien heureux de présider Nous-même cette Commission, et, pour d'éventuelles représentations, Nous aurons volontiers recours à votre précieux travail, en vous manifestant dès maintenant Notre vif désir que les présidents de chaque Commission Nous tiennent au courant du développement de leurs travaux préparatoires.

Enfin, pour la partie administrative et technique, sera établi un secrétariat spécial.

Telles sont les lignes de Notre *Motu proprio*, lignes générales à dessein, et qui permettront d'opportunes intégrations et extensions suivant tout ce qu'exigera ce travail si vaste, complexe et multiforme, auquel, avec la grâce de Dieu, Nous Nous préparons et pour lequel Nous comptons sur votre sage et aimable collaboration.

La participation en espagnol aux messes lues

Concession du Saint-Office à l'épiscopat argentin.

Le 21 mars 1959, l'épiscopat argentin avait demandé à la sacrée congrégation des Rites de permettre que les fidèles puissent réciter à haute voix, au cours des messes lues, la traduction littérale en espagnol du Confiteor, du Kyrie eleison, du Gloria, du Credo, du Sanctus, du Pater, de l'Agnus Dei et du Domine non sum dignus.

Cette demande invoquait en sa faveur : a) la coutume, existant en Argentine depuis déjà plus de trente ans, de réciter ces prières en espagnol; b) l'application sur une large échelle dans ce pays du Directoire liturgique pastoral, promulgué un an avant l'Instruction De musica sacra, et qui autorisait la récitation de ces prières en espagnol (n° 74); c) la grande ignorance religieuse de la majorité de la population, qu'il est impossible de former à la récitation du latin; d) la parfaite possibilité de coordonner la récitation de ces textes en espagnol par les fidèles avec leur récitation par le prêtre en latin; e) la récente approbation du projet du rituel bilingue pour l'Amérique latine dans le but de faciliter la compréhension et la participation des fidèles à la liturgie.

Le Saint-Office a répondu à cette demande par la lettre suivante, datée du 10 août 1960, et adressée à S. Em. le cardinal Caggiano, archevêque de Buenos Aires (1) :

EMINENCE,

Par une lettre du 21 mars 1959, votre Eminence, au nom de tout l'épiscopat argentin, avait demandé à la sacrée congrégation des Rites certaines autorisations concernant l'usage de l'espagnol dans la célébration de la messe lue, par dérogation aux prescriptions de l'article 14 c) de l'« Instruction sur la liturgie et la musique sacrée » de cette même congrégation, publiée le 3 septembre 1958 (2). La question fut renvoyée, en raison de sa compétence, au Saint-Office, lequel, après s'être plus amplement informé et avoir consulté directement votre Eminence, a soumis la demande à un examen attentif et approfondi.

Les éminentissimes et révérendissimes Pères de

(4) Le *Motu proprio* *Superno Del nutu* du 5 juin 1960 (D. C., n° 1330 du 19 juin 1960, col. 708) a annoncé une dixième Commission, celle de l'apostolat des laïcs. Et le 17 novembre dernier, S. S. Jean XXIII a institué une nouvelle Commission préparatoire, celle du cérémonial, dont la présidence a été confiée à S. Em. le cardinal Tisserant.

(1) Traduction de la D. C., d'après le texte espagnol publié par la revue catholique argentine *Criterio*, 22 septembre 1960.

(2) D. C., n° 1290 du 9 novembre 1958, col. 1432. (N. D. L. R.)

cette suprême sacrée congrégation, au cours de la réunion plénière du mercredi 13 juillet 1960, après avoir entendu de nouveau l'avis de la sacrée congrégation des Rites et avoir dûment évalué les circonstances particulières que Votre Eminence a exposées et fait ressortir en présentant la demande en question, ont décrété :

« Il est concédé aux ordinaires de la conférence épiscopale argentine la faculté d'employer la langue espagnole afin de faciliter une participation plus active des fidèles aux messes lues, et ceci dans la récitation du *Confiteor*, du *Kyrie eleison*, du *Gloria*, du *Credo*, du *Sanctus-Benedictus*, du *Pater noster*, de l'*Agnus Dei* et du *Domine, non sum dignus*, comme il est prescrit dans le « Directoire liturgique pastoral » publié par le même épiscopat. Ces textes pourront être récités par les fidèles même dans une traduction littérale. »

Je prie donc Votre Eminence de vouloir bien communiquer la concession de ces facultés à Leurs Excellences les autres membres de cette conférence épiscopale, et de veiller à ce que ne se produisent pas d'abus du fait d'une application imprudente de ces facultés.

Je suis heureux de profiter de cette circonstance pour baiser humblement vos mains, vous renouveler mes sentiments de profonde vénération et me redire, de Votre Eminence, l'humble et dévoué serviteur.

PIETRO PARENTE, assesseur.

des Etats-Unis, comme aussi à d'autres prêtres rite byzantin en Amérique et en Europe, de faire usage de langue vivante moderne dans la célébration de la sainte et divine liturgie.

Vu que cette défense, de portée générale, communiquée, au nom de la sacrée congrégation Saint-Office, par les représentants du Saint-Siège ne pouvait s'appliquer à notre Eglise byzantine qui a toujours reconnu la légitimité de l'usage de toute langue dans la célébration du culte divin.

Vu aussi l'attitude antérieure du Saint-Siège,

Vu enfin le bien de nos fidèles émigrés et exigences de l'apostolat de notre Eglise dans milieux occidentaux,

Nous avons cru nécessaire d'en référer avec confiance à notre Très Saint-Père le Pape.

Aujourd'hui, nous avons le plaisir de vous communiquer la lettre suivante par laquelle la sacrée congrégation pour l'Eglise orientale nous fait part de la décision prise par le Saint-Office de reconnaître la légitimité de l'usage de la langue courante dans la célébration de la sainte et divine liturgie selon le rite byzantin.

La décision dont il s'agit fait cependant une petite réserve à laquelle, en attendant un amendement, il faut se tenir respectueusement.

† MAXIMOS IV,

patriarche d'Antioche et de tout l'Orient d'Alexandrie et de Jérusalem.



Sacrée congrégation
pour l'Eglise orientale.
Prot. n. 134/53.

Rome, le 8 avril 1960.

BÉATITUDE,

Dans mes précédentes lettres du 5 et du 28 mars dernier, j'ai eu l'occasion de dire à Votre Béatitude que je Lui communiquerais aussitôt les décisions qui seraient prises par la suprême sacrée congrégation du Saint-Office concernant l'usage de la langue vulgaire dans la liturgie, et cela à la suite de l'intervention de ce sacré dicastère.

Je suis maintenant en mesure de vous communiquer que le Saint-Office, par note n. 146/51, datée du 5 avril courant, m'a chargé de porter à la connaissance de Votre Béatitude la décision suivante prise par les Eminentissimes Cardinaux dans la session plénière du 31 mars, et approuvée par le Saint-Père le 1^{er} avril courant.

« On concède (2) l'usage de la langue vulgaire dans la célébration de la sainte messe du rite byzantin, à l'exception de l'« anaphore » (3) proprement dite qui commence par les mots « Teno

(2) Dans un long commentaire qu'il consacre à cette décision dans le numéro de juillet-septembre 1960 *Proche-Orient Chrétien*, le P. Néophyte Edelby, secrétaire de S. B. le patriarche grec catholique, fait remarquer (p. 239) : « Au lieu de la formule « concède l'uso della lingua volgare... », on aurait dû employer une formule scientifiquement plus exacte : « Si rite nosce l'uso... », ou « Si approva l'uso... ». Car... il s'agit pas d'une « concession » de privilège, plus ou moins tolérée, mais de la reconnaissance d'une discipline parfaitement légitime et en vigueur depuis des siècles. »

(3) L'anaphore est l'équivalent du canon dans la messe romaine. Le même P. Edelby écrit à ce propos dans le même article (p. 240) : « ... La décision du Saint-Office a introduit dans le rite byzantin un hybridisme liturgique vraiment regrettable. L'hybridisme consiste dans la réserve faite pour l'anaphore, dont interdit la célébration en langue vulgaire. Car si la discipline byzantine admet la célébration en toutes langues, nous ne voyons pas pourquoi cette partie de la sainte liturgie doit y faire exception... Cette réserve suppose à la base du rite byzantin une anaphore d'un grec intangible, comme le latin du canon romain. Or, il n'en est rien. Nous utilisons bien l'arabe dans l'anaphore, comme dans le reste de la liturgie... »

L'usage de la langue vulgaire dans la liturgie byzantine

Décision du Saint-Office

Au mois de décembre 1959, le délégué apostolique aux Etats-Unis, faisant état d'instructions reçues du Saint-Siège, avait demandé aux évêques de ce pays d'interdire aux prêtres orientaux catholiques de leurs diocèses de faire usage de l'anglais dans leurs célébrations liturgiques. Cette mesure touchait particulièrement le P. Joseph Raya, grec catholique, curé de Saint-Georges de Birmingham (Alabama), qui reçut de son évêque l'ordre d'avoir à cesser le jour même tout usage de l'anglais dans sa messe. Le P. Raya, connu comme un ardent promoteur de l'usage de l'anglais dans la liturgie byzantine aux Etats-Unis, après avoir obtenu du délégué apostolique un délai de trois mois, soumit la question au patriarche grec catholique. Celui-ci s'adressa directement au Saint-Père lui-même, en lui exposant le principe de la discipline byzantine qui ne restreint aucunement l'usage des langues vivantes en liturgie, et en lui rappelant l'attitude antérieure du Saint-Siège qui, jusqu'à la fin du XIX^e siècle, a laissé faire chaque Eglise orientale selon sa discipline propre. Le 2 mai dernier, le patriarche grec-melchite publiait le communiqué suivant, faisant connaître la décision du Saint-Office lui donnant satisfaction (1) :

Patriarchat
grec-melkite catholique
d'Antioche et de tout l'Orient,
d'Alexandrie et de Jérusalem.

Registre 13, n° 461
Le Caire, le 2 mai 1960.

COMMUNIQUÉ

Au cours des mois de novembre et de décembre derniers, défense fut faite à certains de nos prêtres

(1) *Proche-Orient Chrétien*, avril-juin 1960, p. 184-185. Les notes sont de notre rédaction.

haut les cœurs » avant la consécration et se termine par les mots « dans les siècles des siècles » après la consécration. En outre, compte tenu de la coutume très ancienne, les deux commémorations de la Bienheureuse Vierge et du Souverain Pontife qui sont insérées, comme des « emboîtements », dans la grande prière eucharistique, pourront également être récitées en langue vulgaire. »

En vous renouvelant les sentiments de mon profond respect, je profite de cette occasion pour me dire

de Votre Béatitude
le frère très dévoué,
(Signé) A. G. card. CICOGNANI.
A. COUSSA,
assesseur.

A Sa Béatitude

Monseigneur MAXIMOS IV SAIGH,
patriarche d'Antioche et de tout l'Orient,
d'Alexandrie et de Jérusalem.

Commentaire

du R. P. Grumel, A. A.

L'Eglise reconnaît fondamentalement dans les rites orientaux l'usage des langues modernes. C'est ainsi que S. Exc. Mgr Fulton Sheen, évêque auxiliaire de New York, fut autorisé par le Saint-Siège, en septembre 1955, à chanter en anglais une messe du rite byzantin à Notre-Dame du Perpétuel Secours d'Uniontown (U. S. A.) (1). Sur ce sujet, le R. P. Grumel, A. A., nous écrit :

L'Eglise reconnaît la légitimité fondamentale de la célébration en langue vulgaire des anciennes liturgies, mais, en fait, pour des raisons de prudence concernant soit l'orthodoxie des formules, soit la dignité du culte, etc., l'application de ce principe ne peut être laissée à l'initiative des Eglises particulières : c'est l'autorité suprême qui doit en décider. La papauté l'a fait autrefois pour la langue slave, même en liturgie romaine (gaglo-litique) ; elle l'a fait récemment dans cette même liturgie pour les Japonais ; elle l'a fait précédemment, elle la première, pour la langue roumaine en rite byzantin en faveur des Roumains-unis, alors que les non-unis continuaient à employer la langue slave. Si nous cherchons un exemple dans la tradition byzantine, nous avons celui de Marc, patriarche melchite d'Alexandrie (fin du x^e siècle). Malgré son haut rang, il a tenu à consulter le patriarche de Constantinople, qu'il considérait comme le chef de l'Eglise orthodoxe, pour l'emploi de la langue du peuple (l'arabe) dans la liturgie : « Est-ce bien de célébrer la liturgie dans notre dialecte, ou non ? » La réponse fut favorable, pourvu que tout fût conforme à la liturgie de Constantinople et quant au sens et quant au texte qu'on devra traduire d'après des livres bien calligraphiés (pour éviter les fautes).

(Cf. Νέα Βιβλικά, édité par Gédéon, Constantinople, 1903, p. 141-142, et aussi Εγκύκλιος ἀποστολική Ἀρχιεπισκοπῆς t. XXXV, 1915, p. 178. Comparez avec Rhalli-Potli, Συμπλασμα, t. IV, p. 452.)

Il est possible que dans les privilèges qui seront reconnus plus tard, l'union étant faite, au patriarche de Constantinople, soit inclus celui de déterminer l'application du principe en question pour la liturgie byzantine, mais en attendant, c'est au Pape, en tant que chef de l'Eglise universelle, qu'appartient cette dispensation.

La place des patriarchats orientaux dans l'Eglise catholique

Allocution de S. B. le patriarche Maximos IV.

S. B. Maximos IV, patriarche grec catholique, a clôturé le synode de l'Eglise grecque melchite catholique qui s'est tenu à Jérusalem du 10 au 17 juillet 1960 par un important discours dont nous donnons ci-après la partie essentielle (1) :

[...] L'Eglise du Christ est donc l'Eglise universelle qui embrasse d'un même amour tous ses fils, quelle que soit leur origine, et les étroitement avec la même tendresse quelles que soient la couleur de leur peau, leur culture ou leurs coutumes. Elle les appuie sur son cœur pour les fondre tous au feu de l'amour dans la plénitude de l'unité. Si le patriarchat d'Occident, qui a pour chef Sa Sainteté le Pape, lequel est en même temps le chef de l'Eglise universelle, possède des rites, une discipline et des usages qui se sont formés au cours des siècles, et s'il a atteint dans ses institutions canoniques une perfection admirable, l'Eglise orientale a aussi ses patriarches apostoliques qui l'ont enrichie de leurs divins enseignements. Puisant à leur source limpide, elle s'est abreuvée de l'esprit de piété qui pénètre jusqu'aux profondeurs de l'âme. Si, au cours des siècles, l'Eglise d'Occident, pour des raisons multiples, s'est développée, devenant plus forte, plus stable, plus influente et plus riche, de sorte qu'elle apparaît comme un phare qui lance ses rayons jusqu'aux confins du monde et que l'on voit des représentants de tout l'univers accourir vers elle pour gagner sa faveur et s'éclairer à sa lumière, les patriarchats orientaux, dont l'éclat a pâli en raison des multiples catastrophes qui les ont éprouvés au cours des âges, n'en demeurent pas moins la terre d'origine du christianisme. De cette terre s'est levée la lumière de l'Evangile. Ici sont nés le divin Sauveur, sa Mère immaculée, les saints apôtres, et sont sortis de nos peuples les Pères et les premiers Docteurs de l'Eglise. Les patriarchats orientaux ont toujours une telle richesse spirituelle et des traditions si apostoliques dans leurs rites et l'enseignement de leurs pères, qu'on sera toujours obligé d'y recourir si l'on veut connaître la première pensée chrétienne authentique. Ces Eglises d'Orient sont une mine précieuse d'où sortent sans cesse des trésors neufs et vieux ; elles sont une source de lumière qui revivifie et soutient la piété. Quiconque par suite, de quelque manière que ce soit, cherche à affaiblir ou à diminuer le prestige de ces patriarchats qui continuent et représentent si vraiment l'Eglise ancienne, celui-là, qu'il soit du pays ou qu'il soit étranger, doit être considéré unanimement comme coupable envers l'Eglise tout entière.

A cette occasion, il nous plaît de reconnaître, avec gratitude, les efforts déployés par le patriarchat d'Occident, représenté par son chef, qui est

(1) Proche-Orient Chrétien, juillet-septembre 1960, p. 254. Le texte intégral de ce discours, traduit de l'arabe, a paru dans cette revue publiée à Jérusalem sous la direction des professeurs du séminaire Sainte-Anne.

On lira aussi avec intérêt dans Vers l'unité chrétienne (septembre-octobre 1960) la conférence prononcée par S. B. Maximos IV, à Dusseldorf, le 9 août dernier, sur la vocation d'unisisme de l'Orient catholique et sur l'incompréhension que rencontrent souvent les Orientaux catholiques de la part tant de catholiques d'Occident que des orthodoxes d'Orient.

S. B. Maximos IV, nous le rappelons, est membre de la Commission centrale préparatoire du Concile.

(1) Voir la Croix, 24 septembre 1955.

en même temps le chef de l'Eglise catholique, Sa Sainteté le Pontife romain, pour venir au secours de notre patriarcat dans toutes les circonstances difficiles par lesquelles il a passé et passe encore. Aux origines de l'Eglise, à Jérusalem, certains ont prétendu limiter la religion chrétienne pratiquement à un groupe déterminé de Juifs convertis, à l'esprit étroit, et qui ne voyaient les choses que sous un seul angle assez restreint, par fidélité à des observances légales périmées. Aujourd'hui encore, on trouve également des gens dans l'Eglise qui voudraient la limiter à un seul groupe, le leur, qu'ils présentent comme étant l'origine et la base de tout. Quant à tout le reste, il ne fait pas partie, à leurs yeux, du cœur de l'Eglise universelle, de son essence, mais il lui serait pour ainsi dire adventice, un quelque chose à tolérer pour éviter un plus grand mal.

Ces prétentions mensongères ne sont généralement pas publiées ouvertement, mais comme insinuations de bouche à oreille. Parfois cependant, elles s'échappent en termes clairs. Réclamations dont le moins que l'on puisse dire est qu'elles dénotent l'ignorance et l'étroitesse d'esprit. Prétentions misérables, bien qu'aux visées sans bornes, qui ôtent à l'Eglise du Christ son aspect catholique, universel, œcuménique, pour la réduire aux limites d'un groupe, d'une faction à courte vue, quel que soit par ailleurs le nombre de ses membres et aussi grande que soit sa force.

Ce sont précisément ces prétentions fausses que nous, fils de l'Eglise grecque melkite catholique, nous essayons pour notre part de combattre de toutes nos forces, afin de sauvegarder à l'Eglise son aspect catholique, universel. Et de même que, au premier Concile de Jérusalem, Pierre s'est levé pour parler — comme nous l'avons dit plus haut, — ainsi de nos jours, son Successeur dans sa primauté s'est levé pour déclarer devant le monde entier, en toute autorité, dans une charité, une foi et une humilité qui lui ont conquis tous les cœurs, que l'Eglise du Christ n'est ni orientale ni occidentale, ni européenne, ni américaine, ni africaine, ni asiatique, ni australe, mais qu'elle est simplement l'Eglise du Christ : Eglise une, catholique, universelle, qui embrasse tous les hommes sans distinction ni discrimina-

tion. Elle les groupe tous dans une unité par faite en tout ce qui se rapporte à la foi et à ce qui, dans les mœurs, n'est pas sujet aux variations des temps, toutes choses fondées sur une vérité éternelle dont Dieu est la source. Mais dans cette unité authentique de foi qui compose sa personnalité, constitue son essence et lui confère ce rayonnement qui s'étend à toutes les extrémités de la terre, il y a place pour des rites, pour des disciplines, pour des usages différents et variés ; liberté qu'il faut sauvegarder. Nos rites, notre discipline, nos usages orientaux, héritage de la plus haute antiquité et répondant spontanément aux besoins des âmes parmi nous, tirent leur spiritualité des régions mêmes et des foules chrétiennes qui sont la source et le berceau historiques de la foi mondiale. Voilà le cachet propre de la véritable Eglise du Christ. Tout ce qu'on dit de contraire n'est que l'expression d'opinions privées qui défigurent l'image du Christ et de l'Eglise, et sont le fruit de l'ignorance, de la passion et des ambitions humaines. Puissent les saints Pères des premiers conciles œcuméniques dont notre Eglise célèbre en ce jour la mémoire intercéder pour nous auprès de Dieu afin que nous marchions sur leurs traces, avec des cœurs débordant de foi, ouverts à la lumière et rayonnant la vérité jusqu'aux extrémités de la terre.

Nous ne saurions omettre de rappeler, par la même occasion, le devoir qui s'impose non seulement aux dirigeants de l'Eglise, mais aussi à tous les chrétiens, de travailler de toutes leurs forces chacun dans sa sphère d'action, afin d'écarter les obstacles qui empêchent la réalisation du vœu du Sauveur : « Qu'ils soient un. » Grâce à obtenir de l'Esprit-Saint par la prière, la charité, l'humilité, le sacrifice, le bon exemple. Car l'esprit de querelles, de mépris, d'orgueil envenime les cœurs et empêche les bénédictions de Dieu de descendre sur nous. C'est cet esprit mauvais qui a été autrefois le premier facteur du schisme, des rancunes, des luttes. Mais, Dieu en soit loué, cela est du passé. Nous sommes entrés et nous devons de plus en plus pénétrer dans une ère nouvelle, celle de la charité et de la paix. Ce sont là les souhaits les plus chers à notre cœur, et nous sommes convaincus qu'ils sont aussi les vôtres [...].

Les vertus théologiques dans la vie publique

Allocution de S. Em. le cardinal Feltin aux membres des Assemblées

Le 9 novembre dernier, au cours de la messe de rentrée des Assemblées qui réunit chaque année en la basilique Sainte-Clotilde les députés, sénateurs, membres du Conseil économique et social, conseillers municipaux de Paris et conseillers généraux de la Seine, S. Em. le cardinal Feltin, archevêque de Paris, a prononcé l'allocution suivante devant trois cents parlementaires (1) :

Vous avez tenu à reprendre, après une courte interruption, cette messe annuelle de novembre qui vous permet de vous retrouver ensemble devant Dieu, pour le prier à l'intention de vos amis décédés dans l'année, pour lui demander la lumière et la grâce dont vous avez besoin dans l'accomplissement de votre lourde tâche,

et implorer de lui, la prospérité et la paix pour notre patrie et pour le monde.

J'ai joie à m'unir à votre prière. Les organisateurs ont voulu que cette cérémonie mette, plus qu'autrefois, en relief la richesse de la célébration eucharistique et des textes qui l'accompagnent. Je les en remercie.

Je sais, d'ailleurs, que cette messe annuelle a, depuis quelque temps déjà, cessé d'être la seule activité religieuse qui vous soit collectivement proposée : un certain nombre d'entre vous participent à des messes mensuelles, à des rencontres de spiritualité, voire à des retraites fermées. Et je me plais à les encourager dans cette voie : ces temps de prière, de réflexion, d'échanges sont en effet l'occasion d'un réel enrichissement personnel et un moyen d'assumer plus profondément en chrétiens vos responsabilités d'hommes politiques, car il y a, dans le christianisme, une grande richesse dont la profondeur et l'actualité

(1) Texte original. Les sous-titres sont de notre rédaction.

pour votre vie risquent de vous échapper sans un effort personnel d'étude et de recueillement.

Puisqu'au cœur de cette messe quelques minutes de méditation vous seront proposées — et que j'ai la charge de vous y guider, — j'aimerais examiner brièvement ce que comporte, pour la réalisation de votre mission, la pratique des trois grandes vertus théologiques de foi, d'espérance et de charité.

LA FOI, SOURCE DE LUMIÈRE

Oui, messieurs, quelles que soient les raisons diverses qui vous ont amenés à vous engager dans la vie politique de la nation, quelles que soient les responsabilités que vous y exercez, suivant les organismes auxquels vous appartenez, vous devez trouver dans votre foi une lumière qui donne tout son sens à votre engagement.

Vous croyez en Dieu Créateur et Providence. Vous croyez à son amour infini pour l'homme, même pécheur. Or cet infatigable amour donne une valeur à la vie humaine, un sens à l'existence du monde, une destinée aux patries terrestres. L'amour divin se traduit d'ailleurs en termes « d'alliance », c'est-à-dire à la fois de don et d'appel. Tout ce qu'a l'homme vient de Dieu, mais rien ne fructifie sans la collaboration de l'homme. En vous adonnant à la politique vous ne vous trouvez ni devant une construction purement humaine à bâtir de vos propres mains ni devant un *fatum* aveugle, un mouvement irrationnel et irrésistible, qu'il serait vain de chercher à infléchir. Vous devez tout à la fois acquiescer à un destin qui vous dépasse et assumer des responsabilités qui vous incombent. Ce n'est pas vous qui faites l'histoire, c'est le Seigneur, mais il ne la fait pas sans vous.

L'éminente dignité de l'homme.

Vous croyez au Christ, Fils de Dieu, venu vivre notre vie d'homme et appeler tous les hommes à vivre de la vie de Dieu. Cette foi vous communique un sens aigu de l'éminente dignité de l'homme. En tout être humain vous reconnaissez un frère aimé par le Christ jusqu'à la mort de la croix.

A cause de cela vous vous interdisez tout ce qui peut faire injure, en ce frère du Christ, à ce qu'il porte en lui de divin. Fût-il un étranger, fût-il votre adversaire, fût-il même votre ennemi, quand même aurait-il vis-à-vis de vous de grands torts, vous savez qu'il garde un droit imprescriptible à votre respect et que le Seigneur vous demande de l'aimer.

Bien plus, le fond même de votre action politique ne consiste-t-il pas en un constant effort de promotion de l'homme ? Ne cherchez-vous pas à faire servir au profit de l'homme et de ses valeurs essentielles l'apport des progrès techniques et le développement des sciences économiques et sociales ? Il faut avoir, a-t-on dit, la politique de nos techniques, c'est-à-dire utiliser l'homme et pour l'homme ce mouvement d'expansion dans lequel nous sommes entraînés. Cela est d'autant plus nécessaire que l'homme est pécheur. Vous n'avez garde d'oublier cet autre aspect de votre foi au Christ, qui rejoint si manifestement la plus constante et la plus douloureuse expérience humaine.

Le Christ auquel vous croyez est le Rédempteur. Si tout homme a droit au respect, tout homme est un racheté du péché, toute l'activité

humaine a besoin d'être baptisée. Elle n'est pas naturellement bonne. Elle ne se tourne pas d'elle-même vers le bien. Les richesses, les acquisitions, les découvertes auront toujours tendance à être utilisées dans le sens de la facilité, de l'égoïsme et donc finalement au détriment de l'homme. Les plus belles conquêtes sociales peuvent vite devenir le plus odieux moyen d'asservissement, les plus enthousiasmantes découvertes scientifiques peuvent tourner à la destruction de l'humanité. Patiemment, lucidement, vous avez à lutter pour que les valeurs morales et spirituelles soient prises en considération et sauvent l'homme des dangers que lui font courir les succès de ces techniques.

Il n'y a qu'une famille humaine.

Vous croyez à l'Eglise, corps mystique du Christ, répandu dans tout l'univers, et regroupant en une communauté de foi, de discipline et de vie sacramentelle, des hommes de toutes races, de toutes nationalités, de toutes mentalités. Ainsi votre foi vous amène-t-elle à cette intime conviction : il n'y a qu'une famille humaine.

Répondant récemment à l'invitation que je lui avais adressée de célébrer la messe pontificale, dans la cathédrale Notre-Dame, le jour de la Toussaint, le cardinal Döpfner, évêque de Berlin, m'écrivait : « Puisse-t-il devenir visible que Notre Sainte Mère l'Eglise embrasse nos peuples dans la paix du Christ et dans la communauté des saints ! »

Vous vous savez membres de cette Eglise ; cela vous met en garde contre la tentation, sans cesse renaissante, du racisme et du nationalisme.

Vous êtes engagés dans la grande œuvre de l'organisation du monde : pour vous, ce qui fait la grandeur d'un peuple ce n'est pas l'étendue des territoires qu'il contrôle, le nombre de ses ressortissants, ni la puissance de ses armements, c'est la part qu'il prend et le rôle qu'il accepte de jouer dans cette gigantesque mise en place d'un monde plus fraternel.

L'ESPÉRANCE QUI REND LIBRE

Que de richesses, messieurs, contenues dans notre foi, et qui éclairent profondément le sens de votre engagement politique ! Que vous apporte l'espérance ?

Par espérance j'entends ici la vertu qui est tout à la fois le désir et la confiante certitude d'atteindre le royaume promis par le Seigneur, et non pas seulement l'optimisme serein basé sur la foi en la Providence divine, l'espoir en l'avenir fondé sur la confiance en l'aide de Dieu pour l'accomplissement de votre tâche. Vous priez le Seigneur de vous éclairer et de vous guider dans l'œuvre difficile dont vous avez la charge : c'est l'une des principales intentions de votre messe ce matin. Et vous pouvez avoir confiance en son secours.

Construction de la cité terrestre et espérance surnaturelle.

Mais ce n'est pas sur la construction de la cité terrestre que porte la promesse divine apportée par Jésus-Christ : c'est sur la réalisation du royaume des cieux, sa lente éclosion dans les cœurs, son triomphe définitif à la fin des temps.

Sans renier cette espérance, vous pouvez être tentés de ne pas lui donner toute sa place dans

la vie : l'objection des incroyants qui voient dans l'espérance du ciel une façon d'étouffer les aspirations terrestres risque toujours, inconsciemment, d'impressionner. Et pourtant cette espérance est une richesse et une valeur de liberté.

Elle vous empêche, en effet, de faire de votre tâche, de votre rôle, un absolu. Vous êtes de la cité d'ici-bas et vous cherchez avec ardeur à promouvoir son progrès. Mais vous en attendez une autre ! Ces hommes, pour le bien desquels vous travaillez, sont aussi appelés à une autre destinée que le destin temporel de la société où ils vivent sous votre conduite ! Vous ne pouvez tout subordonner à la cité que vous construisez. Il y a une liberté profonde qu'il faut sauvegarder en vous et respecter en eux. Ce n'est pas nuire à la sincérité de votre engagement ni à l'efficacité de votre action, c'est en reconnaître les limites et savoir que vous ne devez pas être asservis à une politique, pas même à la politique.

L'espérance vous rend libres aussi vis-à-vis de liens qui risquent si facilement de vous embarrasser et de vous entraver : la réussite et la popularité. Vous êtes d'un autre royaume et c'est à la lumière de ses valeurs, de sa charte, que vous serez jugés. Vous pouvez reprendre la parole de saint Paul : « Celui qui me juge, c'est le Seigneur. » Dans cette perspective, ni ce qui rend ni ce qui plaît ne saurait être considéré comme le meilleur. L'efficacité d'une méthode, le crédit d'une mesure ont certes leur importance, mais l'homme politique qui se laisse entraîner à ne juger que par elles faillit à son devoir. En vous libérant de ces servitudes, l'espérance vous permet de mieux réaliser le vôtre.

LA CHARITÉ EN LAQUELLE LA VIE SE RÉALISE EN PLÉNITUDE

Le vrai critère sur lequel sera jugée votre action, c'est la part de charité que vous y aurez mise.

Cette vertu doit animer profondément votre engagement. Eclairée par votre foi, libérée par votre espérance, c'est dans la charité que votre vie se réalise en plénitude.

La charité fournit le mobile de votre engagement, elle en détermine le climat, elle en précise l'objectif.

Esprit de service.

Le mobile : il ne s'agit pas pour vous d'utiliser à votre profit la confiance que vous ont témoignée vos concitoyens ; il ne s'agit pas même de chercher à assurer la victoire d'un parti, ou à faire triompher une idéologie ; il s'agit essentiellement de servir, de servir des hommes, des frères, liés à vous par une étroite communauté de destin historique, et qui comptent sur vous pour orienter sagement la gestion des affaires publiques.

Il est une phrase de l'Évangile, une parole du Christ qui s'adresse par excellence et directement aux chrétiens qui ont une part de responsabilité dans la direction de la cité : « Les rois des païens leur commandent, et ceux qui exercent l'autorité sur eux se feront appeler bienfaiteurs. Pour vous, il n'en va pas ainsi : au contraire..., que celui qui commande se comporte comme celui qui sert... Moi-même ne suis-je pas au milieu de vous comme celui qui sert ? »

C'est à la veille de sa passion, au dernier repas, au moment des grandes confidences et des ultimes volontés, au moment aussi des gestes suprêmes et

des preuves décisives de sa charité que le Christ prononçait de telles paroles. Cela vous invite à en méditer la profondeur et à envisager votre activité comme un service.

Collaboration harmonieuse.

Un service à accomplir ensemble ! Ici aussi la charité a son rôle à jouer pour vous faire accepter les exigences et découvrir les richesses de la collaboration avec d'autres. Chacun de vous, chacune des assemblées ou des organismes dont vous êtes membres, chacun des partis au sein desquels vous militez, sont des éléments divers dont la collaboration harmonieuse doit réaliser l'œuvre totale. Ni les uns ni les autres ne se suffisent à eux-mêmes. S'ils se combattent, se jalourent, les uns les autres, ou même simplement s'ils s'ignorent, leur action manquera de cohésion et d'efficacité. Si, abandonnant toute rancune, étroitesse de susceptibilité, ils s'attachent à l'œuvre commune dans un esprit de fraternelle collaboration, leurs possibilités seront décuplées. Une telle orientation est plus que jamais nécessaire à la santé et à l'équilibre de notre pays. Et elle est une affaire de charité.

Elle suppose que chacun, sachant accepter l'autre, cherche à comprendre les raisons de sa position, à accueillir ce qu'elle peut avoir d'acceptable et de complémentaire. Même dans ces différentes positions, il arrivera que les points de vue s'avèreront irréductibles. Des oppositions surviendront, des luttes s'engageront, mais les armes seront celles de la vérité, le climat sera celui de la recherche loyale et exigeante, mais fraternelle, non celui du combat âpre, égoïste et orgueilleux.

Le bien commun.

Ce climat favorable pourra être assuré surtout si votre service est tourné vers le désir du bien commun du pays. Vous êtes souvent sollicités à rendre service à des personnes qui se recommandent à vous. Vous êtes, par ailleurs, spécialement mandatés par une fraction restreinte du corps électoral. L'attention toute particulière que vous leur portez est bien légitime. Il importe cependant de garder perpétuellement en vue l'intérêt général, le bien de la communauté totale dont vous avez ensemble la charge.

Or, cela aussi suppose la charité : nous avons toujours peine à ouvrir nos horizons. D'autant plus que souvent le bien commun tourne au dépend de ceux dont vous avez à défendre les intérêts. Mais soyez bien persuadés qu'en acceptant ou en faisant accepter ce sacrifice, vous travaillez finalement pour le bien même des particuliers à qui vous l'imposez : car le bien de tout le corps est pour chaque membre d'une plus grande utilité que son bien particulier. Ceci est vrai pour les rapports des collectivités particulières avec la nation, vrai aussi pour les rapports des États avec l'ensemble de la communauté humaine.

La charité, nerf de la paix.

Tel est bien l'objectif définitif de votre engagement, qui s'harmonise à merveille avec la perspective de foi que j'esquissais tout à l'heure : un service fraternel, ordonné au bien commun. En le poursuivant, vous travaillerez efficacement à l'établissement de la paix dans notre pays et dans le monde. Car la charité est le nerf de la paix. Je ne veux pas dire qu'il suffise de développer la charité en vous et autour de vous pour que la paix

soit assurée. Mais il n'y a de vraie paix que celle établie sur une recherche authentique de la justice et un effort loyal de charité : la paix du plus fort n'est pas une vraie paix. Elle porte en elle le ver qui la ronge et elle s'effondrera dès que le rapport des forces se modifiera. La paix de la crainte réciproque, avec sa vertigineuse course aux armements, n'est, aussi, qu'une caricature de la véritable paix.

La belle définition de saint Augustin vaut toujours : *tranquillitas ordinis*, la tranquillité dans l'ordre. Et il n'y a qu'un ordre qui puisse fonder le bonheur humain, c'est l'ordre de l'amour.

C'est pourquoi, messieurs, engagés dans la vie politique, vous avez une telle place à tenir dans la construction de la paix. Vous êtes les disciples de Celui qui a dit : « Aimez-vous les uns les autres » et qui a versé son sang pour réconcilier les hommes. Vous pouvez apporter en propre à l'œuvre commune un appoint inestimable : la

charité, vécue dans tous les domaines et à tous les plans de votre engagement politique.

Telle est, d'ailleurs, la responsabilité majeure que vous porterez devant le pays, devant l'Eglise et devant Dieu. Avez-vous été de ceux qui ont cru à la charité ? Avez-vous su être les témoins de l'amour du Christ, seule source de l'unité et de la paix ?

Puisse vous y aider la grâce abondante qui découle du Sacrifice du Christ auquel nous participons ce matin.

En intensifiant votre foi, que cette grâce éclaire d'une lumière plus vive le sens de votre engagement !

En affermissant votre espérance, qu'elle vous libère de toutes entraves !

En nourrissant votre charité, qu'elle assure à votre action toute son efficacité pour le bien de notre patrie et pour la paix du monde !

Amen.

« Pax Christi » et le développement des peuples

Conférence de S. Em. le cardinal Feltin

Au cours du Congrès international de Pax Christi qui s'est tenu à Genève du 28 au 30 octobre, S. Em. le cardinal Feltin, président international du Mouvement, a prononcé au Victoria-Hall, le 28 octobre, la conférence ci-après (*) :

Pourquoi ce titre, pourquoi ce thème ? Pour trois motifs tirés de la triple fonction que l'Eglise m'a confiée.

UN TRIPLE DEVOIR DE PARLER

Comme évêque, d'abord. En effet, écoutons l'encyclique *Fidei Donum* : « Si chaque évêque n'est pasteur propre que de la portion du troupeau confié à ses soins — pour moi, le diocèse de Paris, — sa qualité de légitime successeur des apôtres le rend *solidairement responsable de la mission apostolique de l'Eglise*... Cette mission, qui doit embrasser toutes les nations et tous les temps, n'a pas cessé à la mort des apôtres, elle dure en la personne de tous les évêques en communion avec le Vicaire de Jésus-Christ. »

Le Pape avait déjà précisé : « Le travail d'évangélisation trahirait l'Evangile s'il s'arrêtait à la simple proclamation du message chrétien et négligeait ses applications pratiques... la charité véritable... nous demande d'aimer les hommes comme le Christ les a aimés, lui qui ne pouvait renvoyer ses auditeurs avant de les avoir fait manger pour qu'ils ne défaillent pas en chemin (1). » (Marc, VIII, 3.)

En citant ainsi Pie XII — et en le citant à nouveau tout à l'heure, ainsi que S. S. Jean XXIII et les Papes qui les ont précédés — je m'acquiesce d'un deuxième devoir né d'une deuxième fonction. *Cardinal, membre du Sénat de l'Eglise*, je me dois de communiquer au loin les grandes préoccupations et les directives majeures du Siège apostolique. Or, le thème du développement vient

au tout premier plan de cette « pastorale d'ensemble » : « Nul ne peut aujourd'hui, dans un monde où les distances ne comptent plus, alléguer l'excuse que les besoins de son frère lointain ne lui sont pas connus ou que l'aide à y apporter ne le concerne pas... Nous sommes tous solidairement responsables des populations sous-alimentées (2). »

A quel titre s'exerce cette sollicitude de l'Eglise ? Comme une suppléance aux lacunes de l'heure, l'épiscopat et le laïc étroitement unis, jouant à l'égard des pays démunis le rôle antique de *defensor civitatis* ? Peut-être. Mais, sûrement, pour une raison plus essentielle : la responsabilité morale, permanente de l'Eglise à l'égard des réalités temporelles.

En tant qu'elle est une société spirituelle, d'abord ; l'Eglise qui incarne et continue le Christ sur la terre jouit de toutes ses prérogatives : le Christ Roi ? Sa royauté ne se limite pas au spirituel, mais s'étend à toutes les valeurs créées. Le Christ Juge ? Seule l'Eglise parlant au nom du Seigneur est habilitée à juger la valeur humaine des institutions et des actions menées par la société ou par les individus.

L'Eglise est mère de tous les hommes, baptisés ou non. Sa sollicitude s'exerce sur tous et sur tout ce qui les préoccupe et les atteint.

En tant qu'elle est une société humaine, l'Eglise rencontre, et rencontrera désormais sur sa route le grand fait du développement. Ses structures sociales, ses méthodes d'évangélisation devront compter avec lui et s'adapter aux solutions nouvelles qu'il entraîne déjà.

De par sa mission — sauver l'homme tout entier et sauver tous les hommes en sauvant la communauté humaine, — l'Eglise ne peut ni ne doit s'évader de ce monde en fermentation ; elle doit veiller de près aux conditions économiques,

(*) Texte original. Les références à la D. C. sont de notre rédaction.

(1) Pie XII, allocution à l'U. M. O. F. C., 29 septembre 1957. D. C., n° 1263, 27 octobre 1957, col. 1357.

(2) Allocution à la F. A. O., 3 mai 1960. D. C., n° 1330, 9 juin 1960, col. 736.

culturelles, sociales qui conditionnent pour une large part ses possibilités d'accueil à la grâce d'en haut.

Mais il est une troisième raison qui me fait un devoir de traiter devant vous le problème du développement ; à savoir, ma responsabilité de *président international du Mouvement Pax Christi*. En voici deux aspects :

L'un relève de la *fidélité du légataire à l'égard du testateur*. Le 13 septembre 1952, recevant pour la première fois les pèlerins de *Pax Christi* en audience, Pie XII nous laissait, en effet, cette consigne — dont huit années nous ont confirmé le poids et la grandeur : — réaliser « l'union des catholiques, d'Europe d'abord, et ensuite des autres continents pour travailler ensemble aux tâches de la vie publique (3) ». Or, est-il tâche de la vie publique internationale plus actuelle et plus déterminante que celle du développement ?

La seconde obligation est corrélatrice : *Pax Christi* est un *mouvement catholique pour la paix*. Or la paix, aujourd'hui, dépend du sous-développement qui est une menace de guerre et du développement qui, pris dans sa dimension véritable, est le nouveau nom de la paix.

Ces deux aspects, complémentaires, feront l'objet principal de mon exposé. Ils constitueront enfin, par le simple énoncé des faits et des conséquences, le meilleur plaidoyer pour une mobilisation générale des consciences en faveur du « drame du siècle ».

I. — LE SOUS-DEVELOPPEMENT SOURCE DE GUERRE

Le Drame du siècle. Il faudrait toute la science et toute l'expérience du P. Lebrez, à qui j'emprunte cette expression, titre de l'un de ses ouvrages, pour décrire comme il convient ce fait tragique et surtout pour montrer, en suivant l'histoire, la corrélation constante entre ces deux séries de faits : la famine et la misère des peuples, d'une part ; les guerres, civiles ou internationales, d'autre part. Ce n'est pas mon objet ce soir. Je ne m'aventurerai pas davantage à tenter la synthèse du présent. Je me contenterai de glaner ici ou là, pour vous et avec vous — car, à Genève, ce problème vous est certainement déjà familier, — quelques faits et quelques chiffres dans l'abondante littérature qui commence, depuis dix ans, à éveiller les consciences à cette situation d'inégalité qu'on a appelée la forme contemporaine de la question sociale.

LE DRAME DES PEUPLES PROLÉTAIRES

Des continents entiers, en effet, se trouvent, par rapport aux nations favorisées, dans la condition prolétarienne, née au XIX^e siècle, de l'apparition du machinisme.

Les statistiques auxquelles je vais me référer sont admises en général, mais, comme toutes statistiques, elles ne prétendent pas être infaillibles.

La faim.

L'aspect sans doute le plus voyant est celui de la *faim*. Deux hommes sur trois ont faim, c'est-à-dire près de 2 milliards sur les 2 800 millions que compte aujourd'hui notre planète. Qu'il s'agisse du nombre de calories ou qu'il s'agisse de la faim

qualitative ou occulte, c'est-à-dire de l'insuffisance dans l'organisme de certains éléments indispensables, les statistiques font toutes apparaître une immense détresse. Dans l'ensemble, les peuples, ainsi affamés appartiennent surtout à la race noire et à la race jaune. Elle affecte pourtant l'Inde, l'Amérique du Sud et l'Océanie. Elle atteint aussi en certaines régions de l'Occident — Europe ou Amérique du Nord — une proportion notable d'habitants.

La maladie et la mort.

Cette faim endémique entraîne à sa suite tous les drames de la maladie ou de la mort. « Les paysans, affirmait un rapport officiel à propos du Bengale, sont soumis à un régime qui ne permettrait pas à un rat de vivre plus de cinq semaines ! » Comment voudrait-on, dès lors, que les épidémies n'aient pas prise sur des organismes débilisés. De fait, la tuberculose, le paludisme et toutes les maladies tropicales, s'ajoutant aux maladies de carence et aux épidémies, provoquent une mortalité terrible, tant chez les enfants en bas âge — 150 à 200 pour 1 000 en Afrique du Nord et du Sud, 200 en Asie du Sud-Est, contre 35 en France et 19 en Suède — que chez les adultes. Globalement, les statistiques avouent ce chiffre incroyable : *sur 60 millions de morts dans le monde chaque année*, la faim et ses conséquences en provoquent de 30 à 40 millions, c'est-à-dire *plus que la dernière guerre* ne fit de victimes en *cinq ans* avec son arsenal de destruction massive. L'âge moyen de la mortalité, qui se situe autour de soixant-dix ans en Suède et de soixante-six ans en France, n'est que de trente à trente-deux ans en Inde.

Les taudis, les « bidon-villes » — quand ce n'est pas la rue — achèvent ce que la famine a préparé : des milliers de sans-abri squelettiques y agonisent, sans espoir de secours médicaux — 1 médecin pour 5 000 habitants en Inde, pour 35 000 à la Nigeria, pour 60 000 en Indonésie, pour 120 000 en Ethiopie ; alors qu'on en compte 1 pour 600 en Allemagne et en Russie et 1 pour 1 000 en France.

Anarchie sociale, carence économique.

Je n'entre pas dans les causes de ce tableau sinistre : déficits de l'agriculture, manque d'industrialisation, absence d'infrastructure : voies de communication, transports, centrales électriques, barrages, etc., ni sur les exploitations de l'homme par l'homme au sein même de ces pays de la misère et de la mort ; un seul exemple : *l'usure* — on compte un taux d'intérêt fabuleux allant de 25 à 250 % — quelques richissimes exploitants vivant somptueusement du labeur de milliers de travailleurs. Il faudrait citer aussi l'anarchie des marchés, la fluctuation des prix internationaux, le manque de capitaux empêchant des investissements indispensables, etc.

Retard culturel, anémie spirituelle.

A ce sous-développement alimentaire et économique vient s'ajouter un retard culturel dont les statistiques de l'U. N. E. S. C. O. nous ont révélé l'ampleur : un milliard d'êtres humains âgés de plus de dix ans ne savent ni lire ni écrire, et, par là même, se voient privés de presque toutes possibilités de se défendre et d'entreprendre. Cette ignorance aboutit, enfin, à une conséquence qui devient en même temps une cause, dans ce cercle

(3) D. C., n° 1134 du 16 novembre 1952, col. 1414-1415.

jeux de la misère : « Les vraies causes de la situation d'inégalité actuelle, affirme Pie XII, sont l'étendue d'incontestables difficultés politiques, économiques, une misère spirituelle et morale très grave encore..., la vraie, l'intime misère des peuples (4). »

LE SPECTRE DE LA SURPOPULATION

Mais ce n'est pas tout, et même le principal n'est pas dit. Tous ces faits et tous ces chiffres concernent le présent, c'est-à-dire la population actuelle de 2 800 millions d'hommes. *Mais demain, en sera-t-il ?* Si la courbe actuelle de la démographie se maintient, il y aura en l'an 2000 au moins 5 milliards d'hommes à nourrir. Cette *démographie galopante* n'est pas simplement une aggravation du sous-développement : elle en est la réalité même. Le sous-développement est, en effet, avant tout, la rencontre dans le temps d'un retard économique, social, culturel d'un ou plusieurs siècles, avec une explosion démographique soudainement apparue et perçue à la fin de la dernière guerre. *Considéré dans son mouvement* non plus dans son étendue, le sous-développement prend des proportions terrifiantes. L'écart des niveaux de vie qui était en 1939 de 1 à 9 est aujourd'hui de 1 à 40, et le fossé ne fera que s'élargir encore, en vertu de mécanismes, dont je n'ai pas ici à analyser les principes, mais dont le résultat est clair : à un *cercle vicieux de la misère* qui correspond, chez les pays privilégiés, le *cercle vicieux de la richesse*.

Comment voudrait-on que cette situation se prolonge sans éclater ? Comment vivre en paix alors que nos frères vivent plus mal que les animaux et sont souvent plus méprisés ? Comment peut-on appeler « ordre » cette injustice et ce chaos ? Le mot n'est pas trop fort, si l'on songe à des millions de victimes innocentes que le compte des naissances ajoute aux foules en haillons.

GERME DE GUERRE

Le sous-développement conduit fatalement à la guerre. A la guerre chaude, le moins souvent, sans doute, mais le plus visiblement : « Peuple affamé n'a pas d'oreilles. » La recherche du blé, le riz transforme en conquérants ou en agresseurs des peuples tranquilles en quête d'espace vital. Quand cette lutte pour la vie se poursuit à l'intérieur des frontières, c'est la *guerre civile* avec tout son cortège d'horreurs. Mais, le plus souvent, c'est la *guerre froide* : tensions et affrontements, soit entre les pays ou les grands empires, soit les peuples dépourvus deviennent l'enjeu, et le risque, à l'horizon, de la conflagration générale ; soit entre les pays brusquement « découverts » que l'urgence d'un équipement économique entraîne soudain dans des affrontements et des concurrences sans rémission, en vue de contribuer un barrage, une installation portuaire, un débouché commercial.

Comment en serait-il autrement, alors que de jeunes Etats, parvenus en quelques années, quelques mois, à l'indépendance politique, se sont affrontés sans délai et sans cadres à des problèmes que l'Occident a mis des siècles à résoudre, sans toujours, du reste, y parvenir ? La tentation est grande pour ces jeunes nations, si vivement désireuses d'accomplir elles-mêmes

leur destin, de se laisser capter par la surenchère des plus offrants, aliéner par leur argent ou leurs idéologies, entraîner dans leur course aux armements — à moins qu'elles n'en viennent à sombrer dans l'anarchie intestinale ou dans l'isolement mortel d'un nationalisme clos.

Tels sont les faits, tel est l'enjeu. Il y va du sort du monde. Son salut temporel exige le développement de tous les peuples.

II. — LE DEVELOPPEMENT ET LA PAIX

A) PAS DE PAIX SANS DEVELOPPEMENT

Première affirmation : pas de paix sans développement. Le sous-développement est synonyme et annonciateur de guerre. Y a-t-il équation entre le développement et la paix ? Résolument, il faut répondre oui, mais non sans bien préciser, au préalable, la nature et les conditions du développement.

Car le mot « développement » recouvre deux significations très différentes. Le R. P. Lebrat, au terme d'une réflexion théologique et d'une expérience scientifique approfondies auxquelles je tiens à rendre hommage, distingue formellement le « plus-avoir » et le « plus-être ». Si l'on ramène le développement à un effort pour avoir toujours plus, c'est-à-dire au désir insatiable ressenti par les peuples ou par les individus de s'enrichir, de posséder toujours plus d'objets et de confort, alors, non, cette course aux trésors n'amène pas la paix : elle la ruine, ainsi que le bonheur. Distinguons tout de suite, évidemment, le cas des pays riches et le cas des pays sous-alimentés et sous-équipés. Ces derniers ont raison de chercher à avoir plus — c'est leur devoir strict. Mais à condition que ni eux-mêmes ni surtout les pays nantis ne s'en tiennent à ce seul concept d'expansion économique, car on aboutirait, par un processus déjà signalé, à *augmenter encore l'écart des niveaux de vie, au lieu de le réduire*. Le rapport ne serait plus de 1 à 40, comme aujourd'hui, mais de 1 à 200, ce qui est imposable.

Or, c'est pourtant ce qui est en train de se réaliser malgré les apparences.

Pour une morale du développement.

Ceci est tellement vrai que chez la plupart des peuples jusqu'alors sous-développés une aspiration irréversible se fait jour vers le « plus-être » et le « plus-avoir ». Mais cette aspiration elle-même est vouée à l'échec si elle ne repose pas sur une base commune et valable. *Le développement suppose une morale*. Il exige un accord au moins minimum, mais universel, auquel puissent se rallier tant les peuples actuellement assistés que les autres. Il ne peut pas se contenter de l'empirisme guidé par l'intérêt, ni de machiavélisme guidé par un impérialisme conscient ou non, ni par une « morale de situation », incapable de passer de la description des faits à l'impératif du droit et de la conscience.

Fondée sur l'homme.

Cette morale du développement devra être fondée sur l'homme. Il ne s'agit pas, en effet, on l'a fait remarquer, de développer des territoires ou des économies, des productions ou des expansions. Parce que, d'abord, l'abondance n'entraîne pas nécessairement le bonheur ni la vertu, mais on a très souvent fait valoir que c'est dans les

(4) PIE XII, Noël 1950. D. C., n° 1086 du 14 janvier, col. 7.

pays les plus riches que la courbe des suicides, des psychoses, de la criminalité est la plus haute. Une vieille sagesse nous enseigne que souvent le plaisir tue la joie. On a dit aussi que le mythe de l'abondance était l'opium du peuple au XX^e siècle et qu'« un développement fondé sur le primat du bien matériel par rapport à l'homme aboutirait à matérialiser l'homme, c'est-à-dire à le traiter en simple outil de production, en unité de consommation, en organe de vote ou en porteur d'armes ».

Cette crainte n'est pas vaine. Les motifs invoqués, même dans les plus hautes instances nationales, pour limiter par des moyens antinaturels le nombre des naissances, s'inspirent de visées quasi zoologiques qui aboutissent à traiter l'humanité comme un cheptel animal. Pour lutter contre cette « nouvelle barbarie déguisée en civilisation », il faut prendre l'homme pour fin et pour artisan de son développement. Celui-ci doit être intégral ou il n'est pas. Autrement dit, le développement doit, pour reprendre une expression qui a fait justement fortune, être voulu « pour l'homme, pour tout l'homme et pour tous les hommes ». Tout plan ou tout programme doit s'inspirer des principes que l'homme, comme sujet, gardien et promoteur des valeurs humaines, est au-dessus des choses et au-dessus du progrès des applications techniques.

On en arrive alors à la véritable définition et dimension du développement. Il consiste, précise le P. de Soras, à « mettre sous toutes les latitudes les hommes en mesure de pouvoir devenir librement tout ce qu'ils doivent être, compte tenu de tout ce qu'ils sont (5) ». Une heureuse comparaison suit cette définition : le développement ne consiste pas à construire d'une manière mécanique et du dehors, avec des matériaux passifs, une maison comme le fait le maçon ; il faut le comparer plutôt au travail du jardinier qui aide simplement la graine à devenir fleur ou fruit, en développant ses virtualités propres ou à l'action de l'éducateur qui aide un enfant à devenir adolescent, puis adulte.

Cette comparaison avec la vie végétale ou humaine est éclairante. Le vivant est celui précisément en qui s'est réalisée une croissance simultanée et totale ; lorsqu'il n'en est pas ainsi, lorsque tel membre ou tel organe n'a pas suivi l'évolution du reste de l'organisme, il y a un malade, un infirme ou un monstre. Ainsi en va-t-il du corps total de l'humanité.

Tout ce qui est humain dans l'homme doit tendre harmonieusement à l'accomplissement de la personne, et tous les hommes dans l'espèce humaine doivent être les propres artisans de ce devenir sauveur.

Le développement et la condition humaine.

En même temps, parce que cette montée est humaine, on sait qu'elle sera incomplète, lente, soumise aux régressions parce que l'homme est pécheur et faillible. Cette prédiction, fondée sur une expérience historique et métaphysique irrécusable, n'est pas un frein, mais un moteur. Pour développer l'homme, il faut savoir ce qu'il y a dans l'homme et en tenir compte à tous les plans.

Je ne développerai pas ici les droits personnels et collectifs que cette morale respectueuse de

l'homme doit assurer et défendre. La justice est que les biens de la terre soient destinés et accessibles à tous, car, rappelle la lettre collective évêques de Haute-Volta, « les richesses du monde n'ont pas été créées par Dieu pour l'union bonheur de personnes, de races ou de nationalités privilégiées (6) ».

Mais cette justice internationale doit s'enraciner et se féconder dans un amour sans faille : « les nations n'arrivent pas à cette union fraternelle... », prédit S. S. Jean XXIII, la situation mondiale restera très grave. Les hommes de bon sens se demandent si l'on ne court pas avec le nier aveuglement vers une nouvelle et épouvantable conflagration... telle qu'il ne resterait pour tous les peuples vainqueurs aussi bien que vaincus qu'un immense désastre et une ruine universelle (7). »

B) PAS DE DÉVELOPPEMENT SANS PAIX

Cette perspective d'apocalypse nous montre à l'évidence que, s'il n'y a pas de paix sans développement, il n'y a pas davantage de développement sans paix.

La guerre, en effet, qu'elle soit chaude ou froide, tue ou augmente en tout cas tous les maux que révèle depuis quelques années à notre conscience atterrée de peuples privilégiés le tragique du sous-développement. La guerre suscite la haine pour une autre guerre. Mais il y a plus : elle fige, dans des cadres anciens et périmés, les relations économiques, sociales, culturelles, techniques des nations. L'égoïsme érigé en théorie mobilise toutes les énergies des nations opulentes vers l'accroissement de leur superflu et vers la ruineuse course aux armements, afin de défendre cet or ou cette hystérie collective du plaisir.

Si ces rapprochements entre le sous-développement et la guerre d'une part ; entre un développement authentique et la paix, d'autre part, sont injustes — et la raison, l'expérience semblent déjà tellement s'accorder avec les premiers engagements de la Papauté sur ce sujet encore nouveau, — il faut en tirer les conséquences.

Or, précisément, cette action est commencent. Elle est entreprise sans nous, chrétiens, et, parfois, sinon souvent, contre nous. Contre nous, avons trop souvent trahi l'Évangile par nos entreprises stupides ou dominatrices ? Ou contre Christ que nous trahissons ? Dieu seul est des intentions dans les consciences. Mais le résultat est là et il est net : nous risquons, fois encore, de manquer cette « question sociale du XX^e siècle », si nous ne prenons pas tout de suite le problème dans son enjeu total et si nous n'en n'acceptons pas les exigences, non absolues.

Tous les chrétiens, tous les hommes droits appelés et requis. Je voudrais dire seulement ce soir, la part toute spéciale qui revient à Christi dans cet immense labeur.

UNE CONCEPTION NOUVELLE DE LA PAIX

Mouvement pour la paix, Pax Christi se doit de devenir un mouvement au service du développement. Que ce problème majeur soit resté toujours voilé jusqu'à présent, qu'il soit apaisé dans notre histoire contemporaine comme

(5) R. P. DE SORAS, *Semaine sociale d'Angers*, juillet 1959.

(6) D. C., n° 1304 du 24 mai 1959, col. 694.

(7) Encyclique *Ad Petri Cathedram*, 29 juin 1963, D. C., n° 1308 du 19 juillet 1959, col. 903.

ombe, c'est une énigme qu'il appartient aux historiens de déchiffrer. Et il me semble très opportun qu'ils le fassent, car l'histoire travaille pour l'avenir.

Mais, sans attendre le résultat de cette enquête, notre première mission est de « réaliser », de faire comprendre que notre notion de paix s'enroule elle-même transformée. Nous avons toujours tendance à la considérer comme un ordre immobile auquel il faut revenir dès qu'il est ébranlé quelque part sur la terre. Le fait du développement nous oblige à penser dans le temps, à quitter le domaine des « essences » ; des définitions statiques — sans les renier cependant, — pour envisager ce qu'on appelle la concorde dans son déroulement vivant et progressif. Bref, la paix n'a pas seulement un rapport avec le développement : elle s'identifie avec lui. Réussir l'un, c'est obtenir l'autre.

Conçue comme le développement de l'histoire

Ce n'est pas la première fois que j'insiste, dans le cadre de *Pax Christi* ou au-dehors, sur cette notion que je considère comme primordiale. Appelée à donner une conclusion synthétique à la semaine sociale de Pau, en juillet 1953, je trouvais dans l'Écriture et la Tradition, comme dans la théologie, un double et inséparable élément. D'une part, la notion de durée : la paix n'est pas seulement un équilibre statique de facteurs de tous genres aboutissant à un ordre également statique. Elle est une histoire, c'est-à-dire un enchaînement vivant de causes et d'effets, de préparations et d'achèvement. Mais elle est aussi histoire divine, c'est-à-dire, tout ensemble, œuvres des hommes et conduite de Dieu. Il n'y a pas plus de paix séparée dans le temps qu'il n'y a de paix séparée dans l'espace, parce que tout se tient et que, dans un monde en voie d'unité, la paix sera universelle ou ne sera pas. Et, par ailleurs, le déroulement historique toujours imparfait et cependant progressif ne tient pas seulement à la « dialectique du plan », c'est-à-dire à la perfection ordonnée des programmes à longs termes : il est aussi liberté pure, spontanéité imprévisible, mais toujours bénéfique et miséricordieuse de Dieu, agissant par une mystérieuse « dialectique de l'événement ».

C'est cette conjonction même de l'événement et du don gratuit de la Providence d'une part, et des prévisions ou aménagements humains d'autre part, qui définit la paix d'aujourd'hui et surtout le demain.

La marche des peuples vers leur développement vient donner à cette thèse une confirmation éclatante et impérieuse.

On le dit sans cesse — mais cela n'enlève rien à la vérité du propos, — l'humanité est actuellement à un stade de son devenir absolument nouveau et absolument décisif. Le rôle de *Pax Christi* à ce premier point de vue sera consistamment d'expurger de la conscience publique ou les intentions des responsables et des experts, le rêve et, en même temps, le rétrécissement d'un développement conçu seulement comme un essor agricole, industriel, social. Il y a plus. Mouvement d'Eglise, lié intimement à l'Eglise, à son esprit, à son enseignement, à ses directives, *Pax Christi* devra être son témoin en approfondissant et en répandant partout la doctrine internationale du développement et de la paix.

A base de sécurité internationale

En même temps, il faudra tenir les deux bouts de la chaîne, c'est-à-dire ne pas oublier que si la paix à laquelle nous aspirons est essentiellement liée à la réussite de cette promotion humaine intégrale et universelle, celle-ci ne peut s'accomplir que dans un climat de tranquillité et de sécurité relative.

L'apprenti sorcier.

Or ce n'est pas ce qui se passe. On prend souvent une comparaison pour montrer aujourd'hui les possibilités de désastres en chaîne d'une technique laissée à une humanité sans conscience : celle de l'apprenti sorcier. Le développement en inspire une autre, toute voisine. Les développeurs — pour adopter une terminologie plus commode — se trouvent actuellement dans la condition d'un alchimiste ou plutôt d'un chimiste poursuivant dans son laboratoire de savantes découvertes et que des trouble-fête, déments ou criminels, viendraient interrompre dans son effort libérateur en effaçant les formules dont il vient de tracer enfin au tableau les subtiles équations, ou en saccageant ses bocaux et ses éprouvettes.

Ce qu'il y a de tragique, c'est que cette comparaison est timide au regard des démenches d'aujourd'hui. La mise en valeur des nations ou des zones déshéritées, qui pose déjà un effort inimaginable dans l'ordre financier, scientifique, commercial, exige un véritable renversement des valeurs naguère consacrées. Et, comme si ce problème du siècle ne suffisait pas, voici que ceux qui ont à le résoudre, pour eux-mêmes ou pour les autres, que ce soient ou non d'une manière désintéressée, voient tous leurs efforts mis en cause ou anéantis par l'aggravation de la guerre froide, ou par une course aux armements comme l'histoire n'en a jamais connu.

A base de confiance réaliste.

Voilà pourquoi *Pax Christi* ne doit pas, dans le souci louable d'aider pour sa part au développement, abandonner sa mission plénière à l'égard de la paix. Inlassablement, il faudra remettre sur le métier le travail déchiré par les perturbateurs d'où qu'ils viennent ; croire à la possibilité d'aider les peuples, en les respectant, et quels que soient les enjeux qui puissent séparer leur destin du nôtre. Il faudra aller à l'encontre de doctrines qui ont pour elles toute l'apparence de la rigueur scientifique ou de la philanthropie ; convertir les chrétiens ou les tièdes à cette politique du courage doctrinal et à son efficacité quand elle se double d'inventions positives et respectueuses de l'homme. Le problème du contrôle des naissances en fournit le meilleur exemple. C'est bien ainsi, en tout cas, que Pie XII oriente notre attitude : « Quelle erreur, affirmait-il dans son message de Noël 1952, que de rejeter sur les lois naturelles la faute des difficultés présentes, tandis que celles-ci viennent manifestement du manque de solidarité entre les hommes et les peuples (8). »

UN PROGRAMME D'ENSEMBLE

Et, pour bien montrer que cet optimisme face à un avenir démographique, *a priori* redoutable, n'était pas sentimental, mais fondé, le Pape en

(8) D. C., n° 1138 du 11 janvier 1953, col. 10.

vient à un programme d'ensemble qui montre bien, à nouveau, combien le problème du développement et celui de la paix se recouvrent. « Que la société moderne s'applique plus résolument et universellement à réformer sa propre conduite en écartant les causes de la famine dans les zones « déprimées » ou surpeuplées ; en employant plus activement à des buts pacifiques les découvertes modernes ; en adoptant une politique plus ouverte de collaboration et d'échanges, une économie à vues plus étendues, moins nationalistes ; surtout, en réagissant aux suggestions de l'égoïsme par la charité, de l'avarice par une application plus concrète de la justice. » Et, cet énoncé de l'œuvre à entreprendre s'achève par une claire référence à cette « histoire divine » dont nous parlions à l'instant : « Dieu ne demandera pas compte aux hommes, continue Pie XII, de la destinée générale de l'humanité, qui est son affaire, mais de chacune de leurs actions qu'ils auront voulues en conformité ou en opposition aux ordres de leur conscience (9). » (20 janvier 1958.)

UN NOUVEAU « GRAND DESSEIN »

C'est bien de tout cela qu'il s'agit, en effet. On ne résoudra pas le problème du développement par des recettes ni même par des techniques harmonieusement ajustées. Il constitue « une grandiose entreprise », pour reprendre les termes du Pape Jean XXIII, d'un nouveau « grand dessein », non plus limité dans sa nouveauté, courageuse pourtant, aux limites de l'Europe, comme dans le projet de Sully, mais coextensif à toute notre planète. On ne le dira jamais assez : c'est un changement radical de comportement dans la vie des peuples, une *nouvelle vision de l'histoire* et de la communauté humaine, une *nouvelle civilisation* qui est en cause et qui est exigée.

Tout y ramène et tout en dépend. Le désarmement : qui n'est plus seulement désormais une question de peur, mais une condition de vie économique, sociale, etc. « Que les peuples riches consacrent annuellement 100 milliards de dollars à préparer la destruction est sans doute la folie la plus colossale que l'histoire ait jamais enregistrée... Nous ne sommes plus en civilisation (10). » Il en est de même du problème de la souveraineté nationale, de celui des migrations, des arbitrages, des objectifs donnés à la recherche scientifique, etc. Il faudrait tout citer. Mais mieux vaut conclure sur ce diagnostic : « L'Occident se suicide à force d'être court. Il ne comprend pas qu'il ne peut subsister qu'en se faisant l'Occident sans rivages (11)... »

« Le problème en son fond est un problème de renversement des valeurs conduisant à de nouveaux modes de relations entre les peuples... L'humanité ne sortira de cette impasse qu'en se reconvertissant à l'humain (12). »

Qui ne peut se passer de Dieu.

Mais l'humain est plus que l'homme, car l'homme est Fils de Dieu. Pas seulement l'homme chrétien, mais tout homme. L'adoption divine se refuse aux ségrégations. Tous les hommes sont appelés au salut, dans et par le Corps mystique du Christ, qui est l'Eglise. Dans la mesure où l'homme développe seulement ses virtualités tem-

porelles et toutes les énergies qui lui font bâtir la cité d'ici-bas, ce dernier est vicié à la racine. Il contredit son mouvement le plus intérieur, le plus essentiel. Il prive l'histoire de son principe moteur. Le développement, dans son fond, c'est-à-dire lorsqu'il est une poursuite des valeurs les plus hautes, est une quête obscure de Dieu. L'Eglise rappelle sans cesse toute l'ambiguïté, l'ambivalence de cet essor aussi bien « sésamisable » que « christianisable » (13). L'effort des chrétiens est précisément de « baptiser », sans cesse, cette aspiration humaine au « plus être » pour en éliminer le péché et pour l'ouvrir au divin, gratuitement et sans mesure de la destinée surnaturelle.

A l'exclusion de tout cléricisme.

Ai-je besoin d'ajouter que cela ne signifie absolument pas une confiscation par le christianisme ou par l'Eglise catholique de cet immense chantier ? Rendons à César ce qui lui appartient. « Le rêve d'un développement catholique est aussi inconscient que le rêve d'une cité catholique selon quoi un esprit chrétien n'animerait la vie temporelle d'une cité qu'à condition que toute la profane y sera cléricisée et sous réserve que les institutions profanes y soient directement, indirectement, prises en charge par les clercs, évêques et les Papes. Dans l'encyclique *Immortale Dei*, Léon XIII a désavoué d'avance ce rêve théocratique (14). »

Mais, inversement, après avoir bien distingué les domaines et les compétences, ne séparons pas ce que Dieu a uni. Ne divisons pas l'homme en coupes meurtrières. L'homme « mis en mesure en devoir de devenir Dieu, en Dieu et par Dieu (15) », ne peut, moralement parlant, connaître cette vocation et y répondre dignement « s'il est évangélisé. Or, s'ils sont sous-équipés, sous-alimentés, les pays en voie de développement sont surtout, comme le remarquait Mgr Veillon, sous-évangélisés (16). Le devoir s'impose donc à la conscience de tous de promouvoir, d'aider d'appuyer, d'intensifier l'action missionnaire de l'Eglise.

Il n'entre pas dans le cadre de cet exposé limité dans ses intentions et dans le temps, tracer publiquement au Mouvement *Pax Christiana* les lignes maîtresses, et encore moins les modalités concrètes de sa campagne d'année et de son programme d'action ultérieure en faveur du développement. Il y aura lieu d'y revenir à nouve-

**

Mais je ne voudrais pas conclure et quitter cette salle où sont venus nous rencontrer de nombreux frères protestants, ni cette ville de Gennevilliers qui nous a réservé un si noble et si fraternel accueil, sans exprimer à tous notre vive gratitude.

Je vois, dans cette présence et dans cette attitude, un signe de cette coopération à une œuvre commune à laquelle nous invite une juste moralité des peuples dans la communauté humaine. Et je vois enfin, dans cette fraternelle collaboration avec nos frères séparés, l'approche, dans la ligne du prochain Concile, d'une unité plus haute, gage ferme de l'unité finale du genre humain et de la forme au Testament du Christ : « Qu'ils soient un ! »

(9) D. C., n° 1271 du 16 février 1958, col. 203.

(10) R. P. LEBRET.

(11) R. P. LEBRET.

(12) R. P. LEBRET.

(13) R. P. DE SORAS.

(14) R. P. DE SORAS, Semaine sociale d'Angers, juil. 1959.

(15) R. P. DE SORAS.

(16) D. C., n° 1309 du 2 août 1959, col. 968.

Plus loin ou plus près de la paix ?

BILAN D'UN EFFORT INTERNATIONAL

Conférence du R. P. Henri de Riedmatten, O. P.

La conférence d'ouverture de ce même Congrès Pax Christi a été prononcée par le R. P. de Riedmatten, O. P., conseiller ecclésiastique du Centre d'information des Organisations internationales catholiques. En voici le texte intégral (1) :

EMINENCES,
EXCELLENCE,
MESSEIGNEURS,
MESDAMES et MESSIEURS,

Mon sujet comporte de nombreux risques, j'en suis conscient : me faire passer pour exagérément optimiste, ne pas répondre tout à fait à ce que vous attendez de moi (votre secrétaire administratif s'en est fraternellement expliqué dans une lettre), surtout être constamment dépassé par l'événement.

Depuis la fin de la seconde guerre mondiale, mais, peut-être, nos incertitudes n'ont été si nombreuses. Il y a eu des crises plus dangereuses : Suez, Hongrie ; il n'y a guère eu de périodes de permanentes inquiétudes n'aient été engendrées pour le monde par les douches écossaises de l'administration desquelles M. Khrouchchev est passé maître. Le 28 septembre dernier, demandant au cardinal vicaire de Rome des prières pendant le mois du Rosaire, le Saint-Père s'est exprimé sans équivoque sur le caractère des dangers que nous traversons :

L'heure que traverse le monde est très grave, très vive et dangereuse. La vocation historique des peuples, la destinée éternelle de chaque homme et de l'humanité, l'image de Dieu sont en jeu. Nous n'avons pas l'habitude de soulever le voile des misères et des menaces de ruine qui étreignent le cœur de l'homme, de lui qui a le devoir sacré de garder et de défendre l'ordre familial, social et religieux. Mais les statistiques sont là, inquiétantes, qui montrent le prix de la vie généralisé, la soif de pouvoir, l'incitation à l'erreur qui, au travers de théories idéologiques, influe sur les systèmes sociaux. » (2)

Dire, dans ces conditions, si nous sommes plus loin ou plus près de la paix, n'est-ce pas une intolérable prétention ? Mon propos n'est pas, vous imaginez bien, de jouer au prophète ; je m'efforcerai de poser un modeste diagnostic dans les perspectives qui vous amèneront à choisir Genève comme siège de votre rencontre et de vos échanges. Je suis convaincu que pour dégager les lignes de force de ce qui sous-tend la vie internationale depuis la guerre mondiale, les Nations Unies et leur complexe d'institutions spécialisées constituent un champ d'observation unique. Plus encore : les événements les plus récents ont prouvé à satiété que le sort de la paix était lié à celui des Nations Unies. L'*Osservatore Romano*, dans un important éditorial consacré à la lettre du Saint-Père dont je viens de parler, le dit excellemment :

« Les institutions internationales représentent encore la plus grande espérance qui subsiste d'entente et de compréhension entre les peuples... Elles représentent, pour toutes que soit cette espérance, l'espérance que, dans les conflits et les ressentiments idéologiques et politiques, modération et retour sur l'excès puissent passer dans les faits. » (« *Per la Pace* », *Osservatore Romano*, 10 octobre 1960.)

Ces dernières incartades du Premier soviétique,

la plus menaçante n'a-t-elle pas été sa boutade à propos du marteau de président brisé par M. Boklanov : « C'est le commencement de la désintégration des Nations Unies ? » Remarque d'autant plus redoutable qu'elle est prononcée au moment où un journaliste chinois cite ces paroles du maréchal Mao Tsé-toung : « Nous ne voulons pas la guerre, mais ce n'est que par la guerre que nous pourrions empêcher les guerres. » (*Figaro* du 14 octobre 1960.) Moments lourds pour l'avenir de la paix ; ceux, parmi nous, qui se souviennent de la détérioration de la situation internationale dans les années qui précéderont immédiatement la guerre mondiale, évoquent les coups portés à l'universalité de la Société des Nations, coups qui, en les annonçant, préparaient les grandes ruptures à venir.

I. — LES NATIONS UNIES FORTES DE LEUR UNIVERSALITÉ

A la différence de ce qui se passa pour la Société des Nations, un courant puissant s'est levé pour la défense des Nations Unies. A la différence encore de ce qui se passa il y a vingt-cinq ans, les plus chauds partisans de l'institution internationale ne s'identifient pas aux puissances les plus intéressées à la conservation de l'ordre établi. Le bloc communiste menace bruyamment les Nations Unies ; mais le bloc occidental, dans les actes sinon dans les paroles, marque une préférence non dissimulée pour des formules de collaboration plus restreintes dont on garde aisément le contrôle exclusif. L'attitude de l'Occident donne à penser que, tout en appelant la détente de ses vœux, il ne désire pas qu'elle s'opère de façon trop marquée dans le cadre des Nations Unies. Sa prise de position négative à l'endroit de la proposition des Cinq neutres de forcer, au travers d'une proposition commune, les Deux tout Grands à reprendre le dialogue, vient de l'illustrer dans l'ordre politique. Dans l'ordre économique, les diverses formes d'intégration européenne ou la formule proposée pour remplacer l'O. E. C. E. indiquent que les puissances occidentales ne sympathisent que modérément avec le système universaliste qui forme le génie même des Nations Unies.

A. L'option des puissances petites et moyennes.

Qui soutient l'O. N. U. aujourd'hui ? Dans sa réplique à M. « K », qui l'invitait à quitter son poste, M. Hammarskjöld l'a dit :

« Ce n'est pas l'Union soviétique, non plus que toute autre grande puissance, qui a besoin de la protection des Nations Unies. Ce sont toutes les autres puissances. C'est en ce sens qu'on peut dire que l'Organisation est au premier chef leur organisation, et je suis profondément convaincu qu'elles sauront l'employer et la guider avec sagesse. »

L'immense ovation qui suivit ces paroles confirmait ce que les séances des dernières semaines, et surtout les décisions qui y avaient été prises, avaient déjà manifesté. Les péripéties de l'affaire congolaise auront eu la vertu d'amener l'immense bloc afro-asiatique, qui constitue l'enjeu de la bataille d'influences entre les grandes puissances, à préciser, à lui-même et aux autres, sa pensée profonde. Ce bloc évoluait progressivement vers un neutralisme qui signifiait désaffection à l'égard de l'hégémonie américaine et recherche complaisante des avantages de l'amitié russe. Aujourd'hui, à l'exception des quelques-uns gagnés irrémédiablement non à une alliance, mais déjà à un système, les pays afro-asiatiques ont affirmé sans équivoque que leur option allait à la formule des

(1) Texte original français. Les notes sont de notre rédaction.

(2) Cf. D. C., n° 1338 du 16 octobre 1960, col. 1250.

Nations Unies, dussent-ils pour cela infliger même aux dirigeants soviétiques une cuisante humiliation. C'est la signification historique du vote du 19 septembre, sur le projet de résolution signé par toutes les puissances africaines pour terminer le débat sur le Congo.

Il n'est pas sûr que les résultats de la coopération internationale dans le cadre des Nations Unies atteignent jamais à la priorité absolue en Asie ou en Amérique latine, tant les intérêts qui se sont donné rendez-vous sur ces continents y ont développé d'autres formes d'assistance et de mise en commun. Veuille le Ciel que l'Occident n'ait pas à regretter de n'avoir pas joué à fond, en Asie, la carte universaliste ! Dans le climat d'égalité et de liberté, sinon de fraternité, qui prévaut aujourd'hui, qui veut pratiquer l'assistance bilatérale doit disposer de termes d'échanges. Or, l'Occident, dans sa négociation sur des bases contractuelles avec les pays neufs d'Asie, se trouve dépourvu de besoins — sinon du besoin de vendre et de celui de s'assurer des avantages politiques immédiats. Les Russes, et demain les Chinois, jouissent de l'avantage de pouvoir demander quand ils offrent et de créer aisément la réciprocité. Je serais injuste en prétendant que les Occidentaux ont complètement échoué dans cette partie du monde ; mais leurs réalisations les plus brillantes, ou bien sont dues au programme de renforcement militaire et politique des Etats-Unis, ou bien s'exercent sur la zone limitée englobée dans le plan de Colombo.

A supposer qu'on doive vraiment connaître dans les prochains mois une aide de toute grande envergure à l'Amérique latine, la doctrine de Monroe inspire trop encore les Etats-Unis pour que cette aide s'exerce principalement au travers de l'O. N. U. Malgré le concours remarquable que prête à l'évolution économique de cette zone le corps spécialisé des Nations Unies qu'est la C. E. P. A. L., les réalisations auxquelles l'administration Eisenhower sur sa fin s'est décidée, passeront par des organismes spécifiquement américains, notamment l'O. E. A., ceci surtout si le Canada se décide à y participer.

L'avenir dira si l'on a eu raison de travailler pour l'Asie et l'Amérique latine en dehors des Nations Unies ; bien des signes permettent d'en douter. Pour l'Afrique, la vocation de celles-ci reste intacte. Si on veut échapper à la solution communiste, il n'y a pas d'autre alternative. Les Nations Unies en furent conscientes : l'action congolaise fut entreprise au début avec l'enthousiasme que suscite l'occasion attendue longtemps et enfin survenue. Dans d'autres circonstances déjà, les interventions de l'O. N. U. avaient servi la paix. Mais ces interventions étaient essentiellement politiques ; elles rappelaient certaines actions de la Société des Nations. Si l'on fait abstraction du cas très particulier de l'assistance aux réfugiés de Palestine, où il ne s'agit presque que d'entretien matériel, une seule fois jusqu'ici l'O. N. U. avait doublé l'intervention politique et militaire d'une œuvre de reconstruction sociale et économique : je pense à la création de l'U. N. R. A. après la guerre de Corée. L'évolution brutale que l'Afrique a connue depuis moins de cinq ans impose aux Nations Unies d'assumer dans toute son ampleur les tâches que la Charte — sinon les gouvernements — lui assignait depuis 1945.

Pour nous autres qui avons vécu la crise congolaise dans l'atmosphère du Conseil économique et social des Nations Unies, qui tenait cet été sa 30^e session à Genève, et qui vit le départ soudain du secrétaire général pour New York, le 11 juillet, l'enjeu était passionnant. De bons esprits imaginaient que rien ne pressait, que les accords existant entre les anciennes puissances coloniales mandataires et les nouveaux Etats pourvoiraient à l'essentiel. Il ne manquait pas non plus de représentants africains qui mesuraient avec quelque déception la modicité de ce que l'institution internationale leur allouait par rapport à ce que les

anciennes puissances si honnies leur avaient fait au temps de la « servitude ».

Qu'on ne dise pas surtout que l'affaire du Congo est accidentelle. L'éclatement du Mali survient après l'évolution brusquée de la Communauté française, les conséquences qu'entraînera pour les membres du Commonwealth britannique l'obtention d'avoir à se prononcer expressément et individuellement sur l'appartenance de l'Afrique du Sud à leur Communauté, l'évolution incertaine de l'Algérie ou l'autre des jeunes Républiques africaines indiquent que l'ensemble du problème africain appelle des solutions nouvelles prises sous un nouveau jour.

Concluant son intervention au Conseil de sécurité, le 20 juillet, le secrétaire général disait : « Aucune hésitation n'est de mise, car nous ne pouvons à un tournant où notre attitude influe, je pense, de façon décisive, non seulement l'avenir de notre Organisation, mais aussi l'avenir de l'Afrique. Et dans la conjoncture actuelle, il est fort possible que par l'Afrique doive entendre le monde. Je sais que c'est là une déclaration très forte, mais j'espère que le Conseil et les membres de notre Organisation savent que je n'emploie de paroles fortes que lorsqu'il s'appuie sur de fortes convictions. »

Si ceci n'est pas impertinent, permettez à celui qui vous parle de souhaiter que cette conviction soit celle de nous tous. Du jour où le monde se sent que le problème des Nations Unies réserve une alternative valable à la solution communautaire, dont vous connaissez la dynamique de propagation, le conflit devient inévitable. Le litige entre les Soviétiques et M. Hammarskjöld déborde de la question de la légitimité du régime Lumumba, découle de la simple constatation que les Nations Unies ont de sérieuses chances de réussir. Et que les petites nations, avant tout les nations africaines, proclamaient en redisant leur confiance au secrétaire général, c'est leur préférence pour un succès de ce type.

Je pense en avoir suffisamment dit pour proposer ma première assertion : *Le sort de la paix est étroitement lié à celui des Nations Unies.*

B. La place faite aux nations dans le système

Tout ceci, me dira-t-on, est bel et bon ; décrivez-nous que les Nations Unies représentent qu'un espoir, si honorable soit celui-ci. Pierre-Henri Simon, dans le dernier numéro de *Changement*, a résumé de façon piquante les critiques les plus fines et les approbations les plus méritées que décerne communément à l'O. N. U. Je citerai ce texte pour introduire ma seconde affirmation : *Les Nations Unies sont en fait le cadre normal qu'appelle l'évolution du monde.* Voici les paroles de Pierre-Henri Simon :

« Une institution aussi fragile, aussi contradictoire, aussi théâtrale que l'O. N. U. ! On en fait un ensemble de deux ou trois blocs de puissances tout divise et on colle l'étiquette de Nations Unies. On donne la même voix à une république de six cent mille sujets et aux empires de deux cent millions d'âmes ; on ouvre une tribune où les problèmes les plus compliqués, par leur réseau inextricable de données politiques, économiques, raciales et culturelles, servent de prétexte aux plus démagogiques propagandes. — Bien sûr — le fait est pourtant qu'à travers ce chaos, le pouvoir se dessine qui peut régler raisonnablement certains conflits, et surtout il y passe une grande espérance des hommes, les peuples humains redressent la tête, les peuples sages y parviennent, l'idée s'y ébauche d'une universalité nouvelle, l'arbitrage étendra peu à peu son sort contre celui de la guerre. »

Après et avec tant d'autres, Pierre-Henri Simon ironise sur le déséquilibre entre le poids des différents votes. Je n'ironiserai pas à mon tour sur cette attaque venue d'un champion des formes

émocratiques contre un système qui découle tout droit de ces formules. Mais Pierre-Henri Simon litime lui-même ce système quand il remarque ans son langage imagé : « Les peuples humiliés redressent la tête » (puisse-t-il n'avoir pas tort à poursuivre : « Les peuples sages y parlent raison »).

On accuse les Nations Unies de permettre le ébridement des passions, d'offrir une tribune aux alantes et aux outrages de nationalistes exarés. Convenons-en, beaucoup d'incongruités sont noncées au cours des sessions internationales. es maladies des jeunes pays, qui sont de se alindre constamment de maux appartenant en artie au passé (Je songe au système colonialiste ui, en gros, a vécu) et de pratiquer ces mystiques nationalistes contre lesquelles on imaginait que le système des Nations Unies immuniserait le monde, étaient dans leur crudité. A coup sûr, intervenons, gestes aussi, relèvent parfois plus de l'adolescence que de l'âge mûr ; qui reprocherait à la jeunesse de se situer entre ces deux âges ? D'ailleurs, parlons franc : au cours de la présente session des Nations Unies, la plus importante peut-être dans l'histoire de l'institution, ce ne sont pas les peuples jeunes, à part quelques exceptions en connues — d'évidentes exceptions — qui ont dépassé la mesure. Au contraire ! Les « leaders » du bloc afro-asiatique comme les représentants de en des jeunes pays africains, ont impressionné par leur tact et leur mesure. Contre les incongruités de M. Khrouchtchev et de ses satellites anciens et nouveaux, devant la trop grande indifférence de Occident, ne sont-ce pas les représentants des pays afro-asiatiques qui ont le mieux contribué à sauver l'honneur et la dignité de l'institution internationale ? Ce faisant, ils prouvaient bien que l'O. N. U. est leur chose et qu'ils sont décidés à la servir par tous les moyens.

La société internationale en 1960 ne se conçoit pas autrement que construite sur la notion d'égalité des nations. C'est parce que l'O. N. U. garantit dans la tractation internationale cette égalité que es pays nouveaux reconnaissent en elle la formule de l'avenir. « Nier l'O. N. U. », remarque Jean eacouture, dans le *Monde* du 18 octobre, « c'est riser le miroir où se reflète le monde d'aujourd'hui. Ce monde où, comme les prolétaires dans vie publique il y a un siècle, les nations prolétaires émergent, affamées, et où il nous faut vivre ». La formule « autant d'unités que d'Etats » est atiquement la seule acceptable ; elle est aussi la us équitable sur un plan où l'ensemble des mvements s'opère à la dimension des collectivités. e n'est pas mépriser la dignité de la personne imagine que d'identifier les composantes de la vie internationale avec ces collectivités nationales au avers desquelles s'expriment, en définitive, les chesses et les aspirations qui sont celles des dividus.

Nous n'en sommes pas encore au Parlement du onde. Pourvu que les minorités reçoivent les ranties nécessaires, qu'on accorde à l'individu op manifestement brimé un droit de recours, les ations Unies doivent être une *union de nations*. Cet échelon seulement, se confrontent et s'harmonisent les droits et les devoirs de chacun dans la opération de tous. On n'a pas encore quitté le onde des patries.

Ceux qui s'exclament sur le poids égal de la ix du Luxembourg ou de celle du Gabon à celle l'Inde, de l'U. R. S. S. ou des Etats-Unis, oublient-ils qu'une autre solution entraînerait l'écrasement du Luxembourg, du Gabon, par l'Inde, l'U. R. S. S. ou les Etats-Unis ?

Le système comporte des tempéraments ; les décisions importantes requièrent deux tiers des votes assemblée. Les Cinq Grands jouissent au Conseil écurité du droit de veto. Qu'on ne se hâte pas à décrier ce droit comme faussant tout ; il rantit la présence des grandes puissances aux ations Unies. Sans doute, les auteurs de la Charte

épchèrent par naïveté. On en avait tant vu au cours du dernier conflit mondial qu'on estimait que tout le monde était d'accord non seulement pour ne plus recommencer, mais pour prendre tous les moyens de ne plus recommencer. L'unanimité, imaginait-on, se ferait aisément, presque spontanément. Le système a grincé autrement que prévu. Cependant, il a joué et la machine fonctionne toujours ; la vie marche dans le sens des principes fondamentaux des Nations Unies. D'ailleurs, aujourd'hui, les effets du veto peuvent être tournés par un recours à l'assemblée plénière ; les Russes viennent d'en faire l'amère expérience à propos de l'ex-Congo belge.

C. La présence du monde communiste.

L'O. N. U. est universelle ; elle représente l'humanité. Sur ce point, une étape importante a été franchie depuis le temps de la Société des Nations. Mais, me dira-t-on, cette étape n'est-elle pas fondée sur une équivoque ? Il faut travailler à la paix ; l'Evangile nous assure que c'est l'œuvre des hommes de bonne volonté. Hélas ! ne sommes-nous pas obligés de dire que dans le concert des nations figurent des hommes dont la bonne volonté n'a que trop de raison d'être mise en doute ?

Je n'affirmerai sûrement pas avec nos amis irlandais, dont c'est la ligne constante, que la présence de la Chine populaire au sein de l'Organisation serait bénéfique. Je constate que les quelques prononcés les plus explicites de l'autorité ne nous permettent pas de condamner l'universalité de fait qui est celle de l'O. N. U. Je me permettrai de citer ici une incise lourde de sens — bien que certaines traductions aient négligé de la reproduire — du Souverain Pontife dans sa lettre du 28 septembre :

« Nous accompagnons de Nos vœux et de Nos bénédictions aussi », dit Jean XXIII, « tous les hommes de bien et les chefs d'Etat qui, placés à la tête des nations par la Providence — *che tutto dispone o permette*, — portent les plus graves responsabilités dans les assises nationales et internationales, pour qu'ils œuvrent en faveur de la justice et de la liberté. » (3)

« *Che tutto dispone o permette* », remarque classique dans la théologie du gouvernement divin ; dans le contexte, remarque tout imprégnée de la bienveillance et de la prudence surnaturelle qui sont familières aux adresses du Saint-Père. Il y a des guerres justes ; il n'y a jamais tant de chance d'être juste pour la guerre que pour la paix ; c'est la raison pour laquelle celle-ci jouit du préjugé de faveur.

Un autre éditorial de l'*Osservatore Romano* d'il y a trois semaines contient ces observations lourdes de sens :

« Le plus grand résultat de ces années de vie internationale incertaine et difficile a été de faire survivre dans le temps la paix si imparfaite qui nous divise, a été de contenir le malaise international sans le laisser dégénérer en conflits, a été de stabiliser malgré tout le *statu quo* européen, a été de circonscrire les crises, les traquenards, les menaces survenant en Asie et en Afrique, a été d'empêcher en Occident des déploiements et des évolutions de force comme dans la crise prévenue à Berlin. Empêcher le pire est déjà assurer un bien. »

Ces considérations, à mon humble avis, sont essentielles pour justifier l'édification d'une collaboration internationale qui doit compter et même composer avec l'existence d'un communisme qui n'est plus seulement un mouvement idéologique, mais un des grands empires mondiaux.

En conclusion, nous dirons que, du point de vue chrétien, la formule de l'institution internationale dans son type d'universalité, qui consacre, d'une part, la reconnaissance de la dignité définitivement

(3) D. C., loc. cit., col. 1250.

acquise à tous les peuples, et de l'autre, la puissance d'une aspiration universelle vers la paix, s'inspire non seulement de ce que le christianisme souhaite, mais de ce que le christianisme, plus qu'aucun autre, a travaillé à promouvoir dans l'humanité. La formule est moins belle, moins séduisante que celle qu'avait conçue le Moyen Age chrétien. Seulement, le rêve du Moyen Age était conditionné par une limitation des horizons géographiques et même historiques qui voilait quelque peu cette affirmation du Christ que le royaume de Dieu n'est pas de ce monde. Il y a toujours quelque part d'irréalisme théologique à prétendre que les institutions politiques revêteraient un jour la perfection à laquelle Dieu appelle les consciences individuelles. Moins proche du Moyen Age, les formules actuelles rejoignent par contre les doctrines si solidement élaborées par ces créateurs du droit des gens que furent les théologiens espagnols d'après la découverte du Nouveau Monde. Ce n'est pas sans émotion que vous verrez ce soir, sur la fresque de la salle des conseils du Palais des Nations, la cathédrale de Salamanque, la ville universitaire de François de Victoria, présider aux délibérations des instances internationales.

II. — LES PROPOS DES NATIONS UNIES, SOURCES DE LA CONFIANCE DES NATIONS JEUNES

A. L'idéal : construire la paix.

Il me paraît que pour les membres de *Pax Christi*, cet attachement des jeunes nations aux Nations Unies revêt un intérêt singulier ; aux yeux d'une bonne moitié du monde, le chemin de la paix passe par cette Organisation. Voilà de quoi impressionner les détracteurs, attirés ou occasionnels, des institutions internationales. Qu'est-ce qui a valu à celles-ci cet assentiment ? Je donnerai la réponse en citant intentionnellement un texte assez ancien, le septième rapport du Comité administratif de coordination de l'E. C. O. S. O. C. :

« L'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées partent des principes suivants : une paix durable ne peut être réalisée et maintenue que par l'organisation du monde et les problèmes universels tels que les maladies, la faim, l'ignorance et la misère qui ne sont limités par aucune frontière, ne pourront être vaincus que si les nations font un effort commun dans ce but. »

Ce texte date de 1950. Sept ans plus tôt, Pie XII proclamait dans son message de Noël de 1943 :

« La vraie paix n'est pas le résultat, pour ainsi dire arithmétique d'une proportion des forces, mais, en sa signification dernière et plus profonde, une action morale et juridique. » (*Disc. e Messaggi*, V, p. 163-164.) (4)

Le Souverain Pontife reprenait cette idée plus tard en des mots où l'énergie se joint au pathétique :

« On a tant parlé d'une prospérité universelle qui aurait également dû mûrir comme un fruit de la victoire. Où est-elle ? Sans aucun doute, il y a des pays dans lesquels les machines tournent d'un mouvement rapide et travaillent sans interruption et à plein rendement. Production, surproduction ! C'est la clé d'or de Sésame, le secret pour effacer jusqu'aux dernières traces les méfaits de la guerre, pour boucher toutes les fissures qu'elle a ouvertes. Mais la prospérité des nations ne peut être solide et sûre si elle n'est pas le sort commun de toutes les nations. » (*Disc. e Messaggi*, IX, p. 93.) (5)

Parce que les Nations Unies ont envisagé la paix non seulement en surface, mais aussi en profondeur, leur action leur vaut le soutien de ceux dans les mains desquels ne tient peut-être pas le présent, mais tiendra sûrement l'avenir.

Il se trouve que, cette année, les Nations Unies sont arrivées au terme d'une réflexion sur leurs activités passées. Un Comité de Cinq Sages s'est penché pendant trois ans sur les activités des Nations Unies et des institutions spécialisées pour « analyser les diverses évaluations sur la base desquelles » ils prépareront « un rapport d'ensemble montrant dans quelle mesure les programmes étudiés répondent à des besoins fondamentaux, et indiquent les relations qui existent entre les activités de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées qui ont été conçues pour faire face à ces besoins ». Ce rapport, disons-le tout de suite, contient un aveu partiel de carence :

« En ce qui concerne les besoins... il n'y a guère lieu de se féliciter de la situation. Ils sont d'une telle ampleur qu'ils constituent un défi permanent à la conscience et à l'intelligence de l'homme. Dans la mesure où ces besoins s'imposent à la conscience, sont « ressentis » et se traduisent par des demandes conscientes d'améliorations, ils menacent la stabilité des gouvernements et de l'ordre international. Il reste beaucoup à faire, même dans certains secteurs où l'action des organisations internationales est énergique. En d'autres termes, l'action internationale dans les domaines économique et social et dans les domaines connexes, ne correspond pas, en général, à la demande effective — pour ne rien dire des besoins naissants à peine conscients. Il est caractéristique, pour ne citer qu'un exemple, qu'un grand nombre de demandes d'assistance au titre du programme élargi et du fonds spécial, pourtant jugées parfaitement réalisables, n'aient pas encore pu être satisfaites pour des raisons financières ou autres. » (E, 3347, franç., p. 146-147.)

Un coup d'œil sur les budgets des Organisations internationales suffit à justifier cette conclusion. Paris en 1947 à quelque 5 millions de dollars, les membres de la F. A. O. n'en allouent aujourd'hui à leur Organisation que 9 millions et demi. L'U. N. E. S. C. O. prévoit pour 1960 13 millions de dollars. L'O. M. S., à qui certains reprochent le bond proportionnellement remarquable qu'elle a fait, partie en 1948 avec 4 millions de dollars, est aujourd'hui à 16 millions et quelques. Le budget d'aucune institution spécialisée, abstraction faite bien entendu de la banque, n'atteint aujourd'hui une somme de 100 millions de francs suisses. Qu'on rapproche ces chiffres des budgets nationaux, ou même de certains secteurs de ces budgets, on notera la disproportion. Ainsi, le budget de la seule assurance vieillesse fédérale suisse se chiffrait-il à plus de 1 milliard de francs suisses ; celui du canton du Valais, un Etat de la Confédération, à 121 millions. Ne parlons pas des budgets militaires des grandes puissances qui se chiffrent en milliards de dollars.

L'homme le plus compétent et le plus éminent en matière d'aide internationale, Paul Hoffman, l'ancien directeur de l'U. N. R. A. et du P.L.M., et l'actuel directeur du fonds spécial des Nations Unies, constatait dans une conférence prononcée en septembre dernier devant l'assemblée jubilaire de la *National Catholic Welfare Conference* :

« Le revenu estimé par personne, dans les pays sous-développés et territoires associés aux Nations Unies, se montait en moyenne en 1947 à quelque 90 dollars, au regard d'une moyenne analogue de 1 900 dollars aux Etats-Unis. Probablement, il a atteint un peu plus de 100 dollars par individu en 1959... En termes relatifs comme en termes absolus, le degré de croissance est très lent, dangereusement trop lent. »

Pour compléter le tableau, citons en contrepartie cette constatation d'ordre général tirée du rapport des Cinq Sages dont je parlais tout à l'heure :

(4) D. C., n° 983 du 2 février 1947, col. 186.

(5) Discours au Sacré-Collège, 2 juin 1947. (D. C., n° 993 du 22 juin 1947, col. 771.)

« L'ère de la résignation fataliste... est dans une large mesure révolue. Elle a été balayée par cette vague révolutionnaire d'espoirs » dont on a tant parlé ces dernières années — vague révolutionnaire qui est née de la pauvreté et de la misère de ces races humaines et de leur conviction de plus en plus profonde qu'à l'âge de la science ils n'ont pas été pauvres et misérables. Par suite de la multiplication des rapports avec les pays fortement développés et en raison de la puissance croissante des moyens d'information des masses et de la propagande, le fatalisme cède le pas à l'impatience de la résignation à l'espoir et aux revendications. » Nous aurons l'occasion d'entendre encore des phrases analogues. Notre intérêt, pour l'instant, est de savoir si, au vu de ces faits, nous proclamerons que les Nations Unies ont échoué dans l'œuvre de construction de la paix à l'échelle mondiale, telle que M. Trygve Lie la définissait à la tribune de la III^e Assemblée mondiale de la santé :

« Le défi suprême que lance à l'humanité cette deuxième moitié du xx^e siècle, et qu'elle lui lancera surtout dans les vingt années à venir, n'est pas celui que pose le conflit des idéologies et des forces qui envahit aujourd'hui les premières pages de nos journaux. Ce défi suprême, ce sont les conditions dans lesquelles vit la grande majorité de la population du globe — plus de 1 600 millions d'individus — qu'il faut arracher à la pauvreté, à la famine, à l'insécurité, si l'on veut que ces misères ne provoquent pas de nouveaux et désastreux bouleversements. »

Parlerons-nous chiffres ? J'ai relevé qu'ils paraissent ridicules. M. Luns, l'éminent ministre des Affaires étrangères des Pays-Bas, nous avertissait l'été dernier, au Conseil économique et social, qu'il ne faut pas minimiser indûment leur portée. Il signalait avec raison que l'argent dépensé par les institutions internationales comporte une signification dynamique double. D'une part, en effet, il suppose l'engagement de sommes bien plus importantes par les gouvernements eux-mêmes ; d'autre part, l'esprit de l'opération est de placer ces contributions en des points de rendement maximum. Si l'on considère que la Banque internationale fait partie des institutions internationales, on arrive sans trop de peine à évaluer les sommes en mouvement grâce à l'assistance financière donnée dans une mesure ou dans une autre par l'institution internationale à quelque deux milliards de dollars par an dans un très proche avenir. M. Luns ne fait pas de difficulté pour reconnaître qu'il s'agit là d'une somme dont les composantes sont trop hétérogènes pour qu'on puisse les traiter comme un tout.

Avouons-le avec le rapport des Cinq Sages, les sommes dont disposent les Nations Unies ne sont pas à la mesure des buts que celles-ci s'assignent. Le papier promet plus que la réalité ne tient ; le plan est plus vaste que l'exécution. Les rouages sont prévus, les textes sont au point, les divers champs couverts au plan des rédactions ; la pratique ne correspond pas à toute la théorie. M. Trygve Lie terminait la déclaration que je vous ai citée en disant tout crûment :

« Qu'il n'y avait qu'un seul moyen d'atteindre ce but si large en si peu de temps : utiliser pleinement cet instrument universel que forment par leurs ressources et leur expérience les institutions spécialisées et l'Organisation des Nations Unies ; et, ce n'est pas ce que nous faisons aujourd'hui. »

Aussi bien, ne trouverai-je pas dans les chiffres la preuve que les Nations Unies travaillent de façon absolument décisive à l'œuvre de paix.

B. Les réalisations.

La force des Nations Unies, ce qui justifie la confiance que nous leur faisons, la confiance plus entière que leur font les pays sous-développés, c'est que, au fur et à mesure qu'on

avance, l'instrument non seulement se perfectionne, mais le champ et les formules d'activités se multiplient et s'étendent dans le sens du type de coopération internationale prévu par la Charte. Je dis « prévu » au moins implicitement, car on ne se doutait pas en 1945 qu'on en arriverait là et les Cinq Sages n'ont pas tort de remarquer à ce propos :

« Ce remarquable développement de la coopération économique et sociale dans le cadre des Nations Unies ne s'est pas produit selon un plan préétabli. De fait, parmi les fondateurs de l'O. N. U., il n'y a guère de membres, voire aucun, qui eussent prévu une telle expansion. »

a) Les institutions spécialisées.

Retracer ce mouvement irrésistible qui a raison progressivement des oppositions, ce serait le but de la dernière partie de mon exposé. Je commencerai en revenant aux budgets des institutions spécialisées. J'ai dit que ces budgets paraissaient ridicules, ils le sont. Seulement, tandis que, pendant quelques années, ils firent l'objet des attaques constantes des gros contributeurs, ceux-ci ont lâché prise aujourd'hui et se rallient à l'idée de leur expansion continue. Je mentionnerai, les connaissant par expérience, les discussions traditionnelles du budget aux Assemblées mondiales de la santé. Jusqu'en 1958, elles constituaient un morceau de choix pour les amateurs de bataille parlementaire. Les anciennes puissances, Etats-Unis en tête, menaient une offensive serrée contre les prévisions de l'administration qu'on accusait de viser à se tailler un empire. Les débats donnaient lieu à des revendications passionnées de la part des bénéficiaires, à des répliques assez aigres de la part des contributeurs. Depuis 1958, le vent a changé. Ce sont les Etats-Unis qui proposent avec entrain des majorations de budget, tandis qu'un représentant des puissances qui résistèrent jusqu'à l'an dernier me confiait mélancoliquement : « Nous avons renoncé, le seul résultat de notre opposition était de nous rendre impopulaires. »

A cette question budgétaire se conjugue une stabilisation remarquable et symptomatique des organisations internationales. Leurs administrations, loin de constituer cette masse sclérosée et quelque peu parasite que le public imagine volontiers, affirment de plus en plus leur personnalité en face des Etats membres. Elles incarnent, chacune dans son secteur, les aspirations profondes qui conduisirent à leur création. Le sous-directeur du Bureau international du travail prétendait même, devant la plus haute instance internationale en matière sociale et économique, l'E. C. O. S. O. C., que l'institution spécialisée poussait ses racines bien plus profond dans l'opinion publique et dans les réalités de la vie internationale que les gouvernements eux-mêmes. Chacun sait ce que représente le secrétaire général des Nations Unies, encore qu'il soit regrettable — ainsi que le notait un journaliste français — que par leur politique trop réticente les puissances anticomunistes l'aient forcé à relever seul les défis que lui a jetés le monde soviétique. Certains ont revendiqué pour le directeur général de l'O. M. S. le titre de « M. Santé » ; quoi qu'il en soit de l'expression, le secrétariat de cette Organisation constitue sûrement aujourd'hui une force avec laquelle les Etats-membres savent qu'il leur faut compter. Ce n'est pas le moment de décrire comment certaines délégations se plaignent que les administrations soient capables d'orienter les assemblées chargées théoriquement de les contrôler. Ce qui importe, pour notre propos, c'est de savoir qu'elles sont assez fortes pour opposer aux fluctuations et aux indécisions des politiques gouvernementales la vigueur d'une idée et la valeur de réalisations qui, aujourd'hui, ont fait leurs preuves.

Ces institutions spécialisées, vous le savez, constitueront la première étape de l'édification de la

paix, telle que la Charte et les textes fondamentaux de la famille des Nations Unies l'ont définie.

Les lignes de conduite adoptées se ressentent fortement de ce que la décision appartient moins à la communauté internationale qu'aux divers États-membres. En d'autres termes, à côté des travaux de concertation internationale, représentés notamment par les rapports de Comités d'experts et au B. I. T. par la mise sur pied de conventions, l'activité des institutions spécialisées se dirigeait d'abord sur les requêtes individuelles des gouvernements qu'on satisfaisait en fonction d'un budget global calculé plus d'après ce qu'on pouvait espérer que d'après ce qu'on devrait exiger.

À l'exception de l'O. M. S., qui pratiqua toujours à grande échelle des activités du type « assistance technique », la tendance allait, plutôt qu'à l'exécution, à la recherche, à la formation, à l'avis. Ceci est tellement vrai qu'il n'est pas faux de dire que l'une ou l'autre des organisations spécialisées, et non des moindres, était en train de se scléroser au moment où vint l'assistance technique qui marqua une nouvelle étape dans l'évolution de la politique des organisations internationales.

b) Le programme élargi d'assistance technique.

Comment naquit le programme élargi d'assistance technique ? La distribution du travail à une échelle purement objective, telle que la planifièrent au départ les Nations Unies et leurs satellites, s'avéra vite trop lente. Le risque était patent que d'autres solutions, une surtout : la solution communiste, prennent de vitesse l'effort international. L'assistance technique, en partie, vit le jour parce que devant cette lenteur l'Occident, stimulé par les manifestations de la guerre froide, prit peur. L'U. R. S. S. ne s'y trompa pas qui, pour un certain nombre d'années, bouda l'entreprise.

En 1948, l'Assemblée générale des Nations Unies demanda au Conseil économique et social d'étudier d'urgence l'ensemble des problèmes posés par le sous-développement. En janvier 1949, le président Truman énonçait son Point IV ; dès sa session d'été 1949, le Conseil économique et social se penchait sur le rapport de base, préliminaire à l'œuvre future, le fameux *Libre gris* (E, 1327, Add. B).

À la quatrième Assemblée générale des Nations Unies, l'affaire était engagée.

Quel en était l'esprit ? Le rapport du Bureau de l'assistance technique, à l'occasion de ses dix ans d'activité, l'analyse ainsi :

« L'objet de cette initiative était clair. Le développement économique était considéré comme un processus continu, s'étendant sur une longue période et ne dépendant pas uniquement de l'apport de capitaux, mais aussi de compétences administratives et techniques nouvelles, d'un niveau d'instruction plus élevé, de l'amélioration des conditions sanitaires et sociales et de l'adaptation de la machine et de la pratique administratives aux exigences du progrès économique et social. On estimait qu'en général ces changements ne pourraient résulter que des efforts sincères des gouvernements et des peuples intéressés, mais que des organisations internationales pourraient jouer un rôle utile en recrutant des experts et en organisant sous diverses formes l'assistance à l'intention des pays sous-développés qui le demanderaient. »

« Le développement des échanges et des connaissances techniques grâce à la coopération internationale était de nature, pensait-on, « à favoriser le développement » et il devait être possible de mettre en commun et d'utiliser « l'expérience acquise par de nombreux pays possédant des traditions sociales et culturelles différentes et ayant atteint des degrés de développement divers, de manière à faciliter le progrès des pays sous-développés et à les aider à résoudre leurs problèmes techniques et économiques ».

Il s'agit donc essentiellement d'une œuvre de stimulation. Le programme élargi d'assistance tech-

nique ne vise pas à pourvoir aux besoins et aux carences d'un pays donné. Son propos est d'accélérer, soit par la formation d'un personnel adéquat soit au travers des projets-pilotes, la marche d'un pays vers son autonomie d'organisation. Il prend alors en main l'œuvre de son développement ; d'ordinaire, naturellement, l'importance prépondérante de bourses et des experts dans le programme d'assistance technique.

Au cours des cinq derniers exercices, ces chefs d'activités ont absorbé à eux deux — et dans une proportion allant de 3 à 5 en faveur des experts — plus de 80 % des sommes engagées dans l'exécution totale du programme. Celle-ci est confiée aux institutions spécialisées dont les objectifs couvrent les grands secteurs sociaux, économiques et sanitaires, certaines activités étant directement assumées par les services compétents des Nations Unies ainsi des questions de défense sociale ou de celle d'administration publique. (Relevons, à propos de ces dernières, et comme signe de la vitalité de l'institution, la création par M. Hammarskjöld d'un service spécial d'assistance pour fournir aux jeunes administrations des fonctionnaires d'une classe susceptibles d'occuper des postes névralgiques au service des gouvernements nationaux.)

Les contributions au programme se font sur la base de contributions bénévoles reçues de tous les membres de la famille des Nations Unies. Le Saint-Siège lui-même y verse annuellement une contribution symbolique. Le total est monté d'une somme initiale de 20 millions de dollars à un plateau se stabilisant depuis un certain temps autour de 30 millions. Grâce à ce programme, les institutions spécialisées intensifient grandement leurs opérations. Ainsi, la F. A. O. lui doit-elle de pouvoir doubler ses activités, tandis que l'O. M. S., l'U. E. S. C. O. et l'O. I. T. reçoivent des sommes allant du cinquième au tiers de leur budget annuel.

Le plafonnement que connaît aujourd'hui l'assistance technique est dû sans aucun doute au raidissement de l'Occident tenté de chercher et de cultiver des formes d'assistance indépendantes d'un contrôle international trop universel. M. Dillon, sous-secrétaire d'État aux Affaires étrangères américaines, n'a pas laissé planer d'équivoque à cet égard lors de la rencontre de Genève à l'échelon ministériel l'été dernier. On sait que l'O. E. C. D. qui relèvera l'O. E. C. E. — s'assigne comme l'un de ses propos premiers l'assistance aux pays sous-développés, mais il entend organiser cette assistance par concertation interne de ses membres. En d'autres termes, les contributeurs arrêteront indépendamment des bénéficiaires qu'ils jugent utile pour ceux-ci. Ce seul raidissement n'explique pas tout. La formule du programme élargi d'assistance est une formule de transition, un premier pas vers une aide internationale de plus grande envergure. Encore qu'il soit souhaitable que les fonds qui se dirigent vers les pays sous-développés s'accroissent, il n'est pas incompréhensible que la formule n'entraîne une limitation à cet égard.

c) Le fonds spécial.

On s'achemine depuis plusieurs années vers une nouvelle étape. On s'y achemine au travers de réalisations substantielles, sinon audacieuses, prises au fur et à mesure que mûrit l'idée d'une aide plus vaste aux pays sous-développés. Stimuler ceux-ci pour leur permettre de tirer de leur propre fonds leurs intelligences et les capacités susceptibles de sortir du marasme, c'est bien. Encore faut-il engager les ressources énormes, seules susceptibles de faire avancer les pays nouveaux au rythme rapide qu'exigent les circonstances présentes. L'aboutissement de cette seconde étape a été M. Raymond Scheyvaert, l'homme d'État catholique belge bien connu, qui présida aux destinées du Conseil économique et social. La VI^e Assemblée générale des Nations Unies, dans sa résolution 520 A (VI), du 12 janvier 1952, donnait le départ à la nouvelle ent-

se. Il s'agissait, selon les termes de cette résolution, de prévoir :

« La création, aussitôt que les circonstances le permettront, d'un fonds spécial en vue de l'aider les pays insuffisamment développés de subventions et de prêts à faible intérêt et à long terme pour les aider, lorsqu'ils le demanderont, à accélérer leur développement économique et à financer des projets non amortissables qui sont d'une importance fondamentale pour leur développement économique. »

Les consultations de M. Scheyven se prolongèrent rapidement, tandis que se répétaient les débats auxquels donnaient lieu les états successifs de son rapport. Si je précise quelques circonstances, c'est pour montrer que malgré la réticence des États-Unis, accompagnée principalement par le Royaume-Uni, l'idée ne cessait de s'imposer comme inéluctable. Ainsi, à la 20^e session de l'E. C. O. S. O. C., qui-ci prenait une mesure dilatoire encore, mais les considérants exprimaient sans ambage que les partisans du fonds ne lâcheraient pas prise : « Rappelant spécialement la résolution 724 (VIII) de l'Assemblée générale, adoptée à l'unanimité, qui contient la déclaration solennelle des gouvernements des États membres des Nations Unies se déclarant prêts à demander à leurs peuples, lorsque les progrès décisifs auront été accomplis dans la voie du désarmement mondial... de verser à un fonds international créé dans le cadre des Nations Unies une partie des économies qu'aura permis de réaliser ce désarmement, et dans laquelle est exprimé l'espoir que ces économies fourniront des ressources supplémentaires pour financer le développement économique des pays insuffisamment développés et aideront à atteindre les buts et objectifs d'un fonds spécial des Nations Unies. »

Et le 11 décembre 1954, l'Assemblée générale adoptait à l'unanimité un texte dont le premier paragraphe du dispositif portait :

« Exprime l'espoir qu'un fonds spécial des Nations Unies pour le développement économique sera créé dès que faire ce pourra. »

Il fallut arriver au Conseil économique et social en 1957 pour qu'une décision de substance soit prise. Malgré l'opposition des États-Unis, du Royaume-Uni et du Canada, la dynamique délégitimation des Pays-Bas entraînait la majorité du Conseil à proposer à l'Assemblée la création du fonds. Sans doute, on choisissait une solution qui se valait expérimentale ; on substituait aux 250 millions de dollars annuels suggérés par M. Scheyven une somme plus modeste de 100 millions de dollars. Ses opposants adjurèrent le Conseil de ne pas précipiter les événements ; aucune résolution, d'ailleurs, dirent-ils en menaçant, ne saurait leur forcer la main. Selon le rapport définitif, qui servit de base à ces débats, le fonds permettrait de subvenir au financement de l'infrastructure économique et sociale et aussi à certains projets de développement industriel et agricole directement productif. L'aide du fonds prendrait la forme de dons aussi bien que de prêts et notamment de prêts à long terme et à faible intérêt.

L'histoire du fonds ne se termina pas là. Les dissidences opposantes ne capitulèrent pas totalement ; elles le firent en partie pourtant, prouvant par là la justesse de vue de ceux qui avaient senti le temps et la force des choses marchaient vers l'élargissement continu de l'assistance internationale.

La XII^e Assemblée générale des Nations Unies, en automne 1957, aboutit à une résolution de compromis qui provoqua quelques déceptions chez ceux qui pensaient que la formule Scheyven était gagnée. Ils avaient tort parce que, même limitée à un type d'action qui se situe dans le prolongement direct de l'assistance technique, le fonds s'orientait directement non plus vers la stimulation, mais vers l'établissement des infrastructures, condition *sine qua non* de futurs investissements. Sans aussi que la direction du fonds était con-

scrit à ce grand réalisateur que j'ai déjà nommé, Paul Hoffman. Loin de se laisser impressionner par les restrictions portées aux plans initiaux, Paul Hoffman a élaboré une doctrine dynamique dont il attend que le monde libre ait la possibilité de fournir la preuve qu'il est capable d'aider les pays sous-développés à aménager sainement leurs ressources et à mettre sur pied une économie digne de l'époque où nous vivons.

d) Les réalisations mises sur pied dans le cadre de la Banque internationale.

Le besoin d'un tel engagement international est tellement pressant que les puissances occidentales, soucieuses de ne pas accepter des formules où l'U. R. S. S. risquerait de les majorer par une alliance avec les petits pays, patronnent sans cesse des formules qui s'en rapprochent. Mieux encore, ces formules, elles s'efforcent de les situer, mais d'une façon plus ou moins lâche, dans le jeu de la famille des Nations Unies.

La plus ancienne et la plus puissante de ces réalisations est la *Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement (B. I. R. D.)*. Créée en 1945, la Banque se propose de contribuer à la reconstruction et au développement en facilitant les investissements de capitaux à fins productives. Elle favorise la participation dans des prêts et investissements venus de sources privées et prête elle-même lorsque le capital privé n'est pas obtenu à des conditions raisonnables. Institution spécialisée des Nations Unies, la Banque compte 64 nations-membres : parmi les absents, tous les pays du bloc communiste ! En 1957, la Banque a opéré des prêts pour un montant de 179 millions de dollars, pour 319 en 1958 et pour 266 en 1959. Sans assimiler les opérations de la Banque à celles de la finance privée, retenons le reproche que lui adressent les emprunteurs : travaillant sur les bases classiques de l'emprunt, de l'intérêt et du remboursement, elle n'assure pas à des économies encore embryonnaires les crédits nécessaires à leur développement dans des conditions matériellement supportables.

Deux filiales de la Banque opèrent dans le même ordre. L'une, la *Société financière internationale*, a été créée au moment et dans le contexte même qui voyait surgir l'idée du fonds spécial ; limitée aux gouvernements membres de la Banque, la Société financière internationale, établie définitivement en juillet 1956, compte aujourd'hui 53 membres ; son propre est de viser exclusivement au financement d'entreprises privées dans les pays insuffisamment développés. Elle leur a prêté près de 3 millions de dollars en 1958, plus de 6 millions et demi en 1959 ; mais, une fois encore, il s'agit là d'une opération financière de type traditionnel.

L'*Association internationale de développement*, dont l'existence paraît être maintenant devenue une réalité, constitue une formule nettement plus originale. Les statuts définissent ainsi l'essentiel de ses objectifs :

« Relever le niveau de vie dans les zones sous-développées du monde qui font partie de l'Association notamment en fournissant les moyens de financement nécessaires pour couvrir les besoins importants de leur mise en valeur, à des conditions plus souples que celles des prêts ordinaires et qui soient moins lourdes pour la balance des paiements des pays en cause. »

On prévoit un capital de 1 milliard de dollars et on dit communément que dans un avenir très proche l'Association mettra à la disposition de ses bénéficiaires un montant annuel d'environ 250 millions de dollars. Au contraire de la Banque, l'Association est libre de demander ou de ne pas demander une garantie du gouvernement, ou une garantie analogue, lorsqu'elle prête.

Un pas important est de nouveau franchi, encore qu'on n'échappe pas pleinement au jeu des méca-

nismes de la Banque et on reste lié aux attaches profondes de celle-ci avec un seul des deux grands blocs politiques. Toutefois, si l'Association internationale de développement n'est pas le fonds Scheyven, de tout ce qui existe, c'est elle qui s'en rapproche le plus.

La pression pour la constitution franche d'un fonds d'investissements ne se relâche d'ailleurs pas. L'année dernière encore, l'Assemblée générale a pris une résolution appelant la mise sur pied aussi proche que possible d'un fonds d'équipement. La *Confédération internationale des syndicats chrétiens* vient, dans un communiqué de presse récent, de faire le point à cet égard. Personne ne contestera la justesse de ses affirmations :

« La C. I. S. C. estime que toute émancipation politique est fallacieuse si elle ne va pas de pair avec une autonomie suffisante au plan économique. Aucun des pays africains récemment devenus indépendants n'est capable, en ce moment, d'assurer son développement économique et social à un rythme suffisant par ses seuls moyens. Les capitaux privés de provenance étrangère, investis dans ces pays ne suffisent pas ou ne sont pas utilisés suffisamment pour suppléer au manque de moyens propres. La réalisation d'un développement économique et social rapide dans ces pays dépend donc de l'aide accordée par les fonds publics étrangers. Le fait que pour le financement de leurs projets de développements, les jeunes pays africains sont tributaires de l'aide financière, technique et économique à long terme des pays non-africains fournisseurs de capitaux, risque de compromettre leur indépendance politique récemment acquise. »

CONCLUSION

Les exigences de la situation actuelle : une économie mondiale concertée.

Mais déjà on se sent dépassé et les formules d'assistance les plus vastes apparaissent inadéquates. Il ne suffit pas que les possédants donnent de leur trop-plein, voire même qu'ils se privent pour aider les autres à les rejoindre. Pour caractériser la situation après des années d'assistance technique et d'aide internationale, j'emprunterai les paroles émouvantes prononcées en 1958 par l'éminent diplomate chilien, Henri Bernstein, démocrate chrétien, au Conseil économique et social des Nations Unies :

« En face du terrible problème dans lequel nous nous débattons, plus spécialement celui de la dépréciation de nos matières premières, nous n'avons que d'infimes possibilités d'agir. Le malheur veut que ce ne soit pas à nous qu'appartiennent les initiatives susceptibles de mettre fin à cette maladie endémique qui nous frappe. Ces initiatives sont exclusivement dans les mains des pays qui contrôlent les positions clés du développement économique mondial. En face de telles conjonctures, nous sommes les mains liées et nous ne possédons pratiquement aucune liberté de manœuvre. Nous ne pouvons qu'espérer que « quelque chose » se fasse ailleurs, grâce à d'autres hommes, au travers d'autres mentalités qui, logiquement, se meuvent dans d'autres circonstances. C'est là notre tragédie. Nous ne pouvons plus continuer à aborder seuls et avec nos seuls moyens ou des ressources mesurées parcimonieusement par d'autres, les problèmes du développement économique et de l'industrialisation. Nous ne pouvons chercher seuls des solutions de toute urgence pour parer au déficit de notre balance de paiements. Il n'est plus question de porter remède à des déséquilibres temporaires grâce à des expédients, à des prêts temporaires octroyés au compte-gouttes. »

Un regard sur le détail des sommes versées par les Etats-Unis d'Amérique explique pourquoi le monde, dans son ensemble, se sent frustré. Il y a des parts du lion dans l'assistance américaine à l'étranger, le Plan Marshall en fut une, la mise

malheureuse sur la Chine nationaliste une autre. La distribution de l'aide américaine à l'étranger se détermine par des considérations fortement influencées par la politique ; cette aide s'est élevée pour l'exercice financier 1956 à 1957, à 1 436 millions de dollars, dont 88 % à l'Asie. Mais sur 88 %, les deux tiers, c'est-à-dire plus de la moitié du total, sont allés à la Corée du Sud, au Viet-Nam et à Formose.

Laissons cet exemple qui montre qu'une assistance désintéressée est, pour des raisons de politique intérieure, très difficile. Prenons un fait général. De toute l'aide internationale dispersée aujourd'hui, les pays les plus pauvres ne reçoivent, compte tenu de leurs besoins, qu'une faible part. Les 686 millions d'habitants du groupe de pays dont le revenu est inférieur à 100 dollars, n'ont reçu que 0,5 dollar chacun, alors que les habitants du groupe de pays dont le revenu se situe entre 100 et 200 dollars, ont reçu chacun 2,3 dollars, et que les habitants du groupe immédiatement supérieur ont reçu chacun 1,2 dollar. Notons ces chiffres se gonflent de l'apport au total de situations exceptionnelles, Corée du Sud, anciennes Indochine, Israël.

L'Amérique latine étant considérée comme un terrain naturellement sûr, ne reçoit presque rien. Le désastre cubain n'est que la conclusion oblique d'une pareille politique ; remercions le Ciel d'avoir déclenché dans un seul pays, cette catastrophe qui constitue encore une chance de servir de leçon.

Il n'est pas de mon propos d'entrer dans toutes les causes de cet échec relatif de l'assistance internationale. Depuis quelques années, sans que l'opinion publique du monde occidental s'en soit émue, le secrétaire général des Nations Unies a pris conscience de ces faits. Aussi, s'efforce-t-il de plaider devant toutes ses forces pour un développement décennal devant aboutir à une économie mondiale concertée, seule clé aux difficultés et apparemment insolubles que pose le monde présent.

Entre toutes les raisons qui l'amènent à évaluer de façon lucide les éléments de la situation, soulignons-en une, tellement elle est méconnue, parfois même occasion de tourner en ridicule le travail des Nations Unies. On sourit sur la montagne de documents que sortent chaque année les institutions internationales ; on oublie que ces documents constituent la mine la plus substantielle de renseignements et d'appréciations impartiales sur l'état économique et social de la planète. Il y a la force des choses, et grâce à la présence d'un leur secrétariat de compétences exceptionnelles, les Nations Unies ont mis au point des instruments d'information, de collation et de comparaison qui leur permettent de dégager et de présenter sans trop de risque d'erreur les lignes de force de l'époque.

Je puis témoigner que c'est par l'étude de ces importants documents que *Pax Romana* recueilli en 1958, les motifs puis les éléments d'une intervention aux Nations Unies qui prélu, sans bien sûr que rien n'ait été combiné, à une déclaration capitale de M. Hammarskjöld. Dans cette déclaration, le consultant de *Pax Romana* à l'E. C. S. O. C. disait :

« Ce n'est... pas seulement l'économie des pays sous-développés qu'il faut élaborer et construire, il faut repenser également celle des pays développés en fonction de la situation économique mondiale et des besoins des pays sous-développés. Autrement dit, si on n'accepte pas que le problème soit posé en termes d'intégration à l'échelle mondiale (car pour les pays sous-développés il y a lieu de craindre que les formules régionales soient insuffisantes), il n'y a pas de possibilité réelle de sortir des difficultés où nous sommes et d'assurer aux pays sous-développés la promotion à laquelle ils ont droit et à laquelle nous avons tous le devoir de les aider à atteindre. Ceci suppose que l'économie ne doit plus être dirigée constamment

ar des soucis stratégiques et que la concertation à l'échelle mondiale soit possible. Pour ce qui est du premier point, faut-il répéter que la paix est en tout et qu'elle se construit autant par une politique réaliste et audacieuse que par la seule politique des armements et des stockages ? Pour ce qui est du second point, l'existence des Nations Unies et la nature des tâches assignées au Conseil économique et social indiquent à la fois la possibilité de la concertation et son lieu naturel. »

Quelques jours après cette déclaration, introduisant son rapport annuel sur la situation économique mondiale, le secrétaire général concluait : « La question est de savoir si les plans d'action actuels conçus dans la perspective d'une situation très différente de celle qui existe en ce moment, devraient pas être revus et examinés à nouveau, compte tenu des besoins actuels et des objectifs à venir. »

Un premier pas fut accompli dans cette direction par la réunion à l'échelon ministériel, qui débattit dans le cadre de l'E. C. O. S. O. C. de cet été les problèmes du développement économique mondial. Sans aucun doute, elle fut une déception parce que l'ensemble des esprits n'a pas encore accepté la perspective révolutionnaire d'une vaste communauté économique internationale. Le seul qui, avec son brillant habituel et sa haute compétence d'homme politique chrétien, s'en fit le champion du côté des possédants, fut le ministre des Affaires étrangères néerlandais, et ceci malgré les réticences non dissimulées de ses partenaires européens.

La vie des Nations Unies prouve que l'espoir est permis. Dans leur cadre s'effectua, en 1955, cette prodigieuse mise en commun à la disposition de la paix de la science atomique, jalousement gardée jusque-là dans les Cabinets militaires de quatre puissances. Le cours normal de la vie força, malgré une longue abstention et leur réticence, les Etats-Unis d'Amérique et l'Angleterre à s'asseoir finalement à la table de la Commission des Nations unies sur les matières premières, si bien qu'aujourd'hui ce problème capital pour l'évolution économique des pays sous-développés relève d'un forum international complet. Ces deux exemples, si les multiplierait aisément.

Nous ne sommes pas au terme. Et vous dire si jamais nous y serons, ce serait répondre de façon incomplète à la question qui constitue le titre de la conférence. L'échec du tiers-monde à forcer la main des Grands au travers de la proposition des cinq neutres à la présente Assemblée générale, prouve que l'avenir de la paix dépend des gestes de ces Deux Grands et de leurs plus puissants alliés. Ceci, du moins, pour les décisions immédiates. Si ces gestes des Grands, comme nous le souhaitons tous, n'amènent pas un conflit dans l'immédiat, la question capitale pour l'avenir de la paix est celle-ci : Saurons-nous reconstruire un monde avec des formules neuves dans lesquelles la notion même de possédant soit totalement visée ?

« Sommes-nous sûrs » — disait le secrétaire général des Nations Unies dans le discours que je t'ai tout à l'heure, — « sommes-nous sûrs que nous ne rendons suffisamment compte des problèmes de déceptions qui s'accumulent peu à peu dans les pays sous-développés à mesure que leurs populations deviennent de plus en plus conscientes du fait que le temps presse ? Pourrions-nous nous contenter des efforts de ces dernières années, que je ne tends nullement sous-estimer mais qui jusqu'ici n'ont pas suffi à empêcher le fossé entre les pays riches et les pays pauvres de continuer à s'élargir ? Nombreux sont dans les pays sous-développés ceux qui ressentent la nécessité d'une nouvelle échappée sur la voie du développement économique. »

Les pays qui détiennent encore aujourd'hui la plupart des grandes décisions économiques sont-ils prêts à faire de tels pas ? Avouons-le, leur attitude ne

porte pas à l'optimisme. Leurs gestes sont étiés, les mesures qu'ils prennent, modestes. Si une intégration régionale s'ouvre sur le monde, elle constitue un élément de progrès ; si elle ne vise qu'à assurer l'autarcie, sur des lignes classiques, à des régions déjà les plus favorisées, comment ne pas nourrir un certain scepticisme devant sa valeur d'avenir ?

Faut-il alors désespérer ? Non. Une réflexion de Tibor Mende, lors des débats qui suivirent à Genève sa conférence lors des rencontres internationales de cet automne sur la vie et la paix me paraît profondément juste, sans que je veuille, en la mentionnant, minimiser les possibilités de l'Europe. Mais il faut d'abord être réaliste. Les Etats-Unis d'Amérique constituent une nation jeune susceptible d'initiatives et d'actes révolutionnaires, d'autant plus positifs qu'ils ne constitueront pas un bouleversement destructeur. Ce pays, que certains décrivent aujourd'hui comme le plus conservateur et le plus rétrograde des conservateurs, est par toutes les fibres de son tempérament national très mobile et très progressiste. Une série de votes apparemment fort déconcertants aux Nations Unies l'ont suffisamment prouvé, même à ses meilleurs alliés. Il est capable encore de grandes choses et surtout d'accepter l'aventure d'une refonte totale des données économiques et sociales du monde dans le cadre de la concertation internationale. A vues humaines, au risque de me trouver en désaccord avec beaucoup de mes auditeurs, je crois que c'est là la chance de l'avenir.

Mais il n'y a pas que cela. Dans les nations qui souhaitent les solutions opposées à la solution communiste, les chrétiens sont en grand nombre ; souvent ils constituent la majorité pour ne pas dire la presque totalité des habitants de ces pays. Nous vivons en démocratie et le drame du monde international d'aujourd'hui, du côté des puissances qui défendent avec plus ou moins de logique ou de bonheur les valeurs auxquelles nous tenons, ce ne sont pas les gouvernements qui pèsent le plus. Le plus souvent, ils sont prêts à engager de très grandes sommes dans l'opération, mais ils dépendent d'un électoral, d'une opinion, d'une masse de contribuables qui ne conçoivent pas les problèmes dans une optique internationale.

Si, demain, tous les catholiques, ces « universels » par définition, étaient convaincus que la vocation de toute politique, et celle de leur pays d'abord, était universelle, la pression sur l'opinion occidentale devrait être suffisante pour amener à cette révolution, seule capable de nous éviter des révolutions pires. Le christianisme a opéré, dans l'histoire économique et sociale de l'humanité, plus d'une pareille révolution. Lui seul reste assez jeune pour lancer le vieux monde dans l'œuvre de jeunesse que le monde jeune attend de lui, qu'il attend de lui d'abord parce que c'est chez lui que se trouvent en plus grand nombre les disciples de Celui grâce auquel les hommes apprirent qu'ils étaient tous des personnes égales dans une commune fraternité parce que tous créés à l'image du Père.

— *Enfin l'aurore*, par ELISABETH VANDON. Traduit de l'anglais par SUZANNE MAROT. — Un vol. in-8° couronne de 238 pages. Prix : 6,60 NF. Les Editions du Cerf, Paris.

Dans ce volume de la Collection « Foi Vivante » (Série « Vie de la foi »), Elisabeth Vandon raconte aujourd'hui, avec un détachement sans complaisance, mais non sans humour, ce que fut cette vie de recherche esthétique, de plaisir et de péché, jusqu'au jour où elle sortit de ce presbytère irlandais avec une « médaille miraculeuse » au cou. Des « démons familiers » très intelligents (qui rappellent ceux qu'a romancés C. S. Lewis dans les *Scrutable Letters*), laissés enfin quinauds par l'ange de la simplicité ; une conversion à la... foi qui est une conversion à la santé ; voilà ce qu'on trouvera dans ces « confessions » des temps modernes.

SEPTEMBRE 1960

J. 29 SEPT. — A L'ÉTRANGER. — Au Paraguay, l'épiscopat ouvre une Université catholique, dédiée à Notre-Dame de l'Assomption. Elle ne comprend encore que les Facultés de droit, de sciences sociales et politiques, de philosophie et de pédagogie. L'Université nationale laïque est dirigée par un protestant.

V. 30 SEPT. — A Paris, M. Parodi, remplacé par M. Seydoux, est nommé vice-président du Conseil d'Etat, où il prend la succession de M. Cassin, atteint par la limite d'âge.

— A Bordeaux, mort, à l'âge de quatre-vingt-onze ans, de M. Raoul-Jean Paul, ancien directeur général de la Compagnie des chemins de fer du Midi et pionnier de l'électrification des chemins de fer.

— A Maison-Carrée, obsèques de M. Raoul Zévaco, directeur de l'Echo d'Alger, et de son fils assassinés, devant une foule nombreuse au silence impressionnant.

A L'ÉTRANGER. — A New York, en marge de l'O. N. U., les représentants des pays neutres, que l'on commence à appeler le « Tiers-Monde », à savoir M. Nehru, M. Soekarno, M. Nasser et M. N'Krumah, se sont réunis entre eux « au sommet ». L'O. N. U., sur la suggestion de M. Mac Millan, étudie la création d'un Comité d'experts qui préparera la solution de la question du désarmement.

— En Belgique, malgré l'opposition socialiste et communiste, le plan quinquennal de M. Eyskens, présenté aux Chambres, est voté par 114 voix contre 85.

— A Lagos (Nigeria), à minuit moins cinq, les trois chefs des grandes communautés religieuses prient ensemble publiquement pour le bien-être du pays à l'occasion de son accession à l'indépendance. Mgr Taylor, archevêque de Lagos, donne lecture d'une prière spéciale pour la Nigeria composée par Jean XXIII. Aussitôt après, à l'aurore du 1^{er} octobre, l'indépendance est proclamée. A cette occasion, les évêques ont publié une lettre pastorale commune.

— D'après l'Agence Fides, peuplée de 33 millions d'habitants, la Nigeria n'a que 2 232 000 catholiques et catéchumènes, mais le catholicisme y est en plein essor ; il y a 18 circonscriptions ecclésiastiques : 3 archevêchés, 10 diocèses, 5 préfectures apostoliques ; quatre évêques sont autochtones. Au 30 juin dernier, le personnel missionnaire comprenait 776 prêtres, dont 50 autochtones, 117 frères, 452 religieuses et 11 432 catéchistes ; 3 834 écoles catholiques instruisent près de 600 000 élèves.

— Au Congo, les « commissaires généraux », créés par M. Kasavubu et qui comprennent les étudiants réunis par le colonel Mobutu, ont été reconnus par l'O. N. U. comme ayant charge effective de ministère et habilités pour traiter avec elle. Par ailleurs, on apprend le pillage, par une bande de Balubas, du parc national Upemba, après l'assassinat de plusieurs gardes.

— A Bonn, le mensuel Bundeswehr, de l'armée fédérale, croit savoir que l'U. R. S. S. maintient en état d'alerte 10 bases de fusées à rayon d'action de 8 000 kilomètres, donc intercontinentales, et 30 bases de fusées à portée de 2 500 kilomètres, soit continentales.

— Au Laos, le capitaine Cong refuserait de déposer les armes, ce qui remettrait en question le compromis accepté par le général Phoumi.

— L'Osservatore Romano annonce que l'abbé Benito Rodriguez, secrétaire de la chancellerie épiscopale de Rosario, est nommé évêque titulaire d'Aricanda et auxiliaire de Mgr Martinez, évêque de Rosario (Argentine).

OCTOBRE 1960

S. 1^{er} OCT. — A Paris, après une perquisition au siège de la revue Esprit, où devait se tenir la réunion du Comité directeur de la revue Vérité et Liberté, de nombreuses personnalités sont interrogées par la police.

— A Paris, au cours des Journées pharmaceutiques, le professeur Chain a confirmé sa grande découverte : la victoire contre le staphylocoque par action sur la structure moléculaire de pénicilline.

— Au procès du réseau Jeanson, le tribunal militaire prononce 14 condamnations à dix ans de prison et 9 acquittements.

A L'ÉTRANGER. — A Ivrea (Piémont), sa ville natale, mort du cardinal Giuseppe Fietta, âgé de 77 ans. Il avait été créé cardinal par S. S. Jean XXIII au Consistoire secret du 15 décembre 1958. Voir sa biographie dans la D. n° 1 294, du 4 janvier 1959, col. 21-22.

— A l'O. N. U., à New York, les cinq Grands neutres s'entrementent pour une rencontre Eisenhower-Khrouchchev, sans le moindre succès. M. Wigny (Belgique), fait rejeter les accusations portées contre son pays et montre le bilan l'œuvre belge au Congo.

D. 2 OCT. — A Lourdes, inauguration, à côté du Secours catholique, du pavillon Ozanam offert par les Confréries de Saint-Vincent de Paul et disposé pour recevoir des familles.

— A Marseille, célébration du centenaire l'Œuvre de l'adoption, sous la présidence cardinal Tisserant et en présence de l'igame Marseille et de nombreux évêques de la région.

— A Alger, après l'assassinat de son directeur le journal l'Echo d'Alger confié à sa fille Mlle Zévaco, sa direction.

A L'ÉTRANGER. — A la demande du roi Hussein le gouvernement jordanien reconnaît le gouvernement irakien, issu de la révolution, ce qui met fin à l'inimitié entre les deux pays.

— L'Osservatore Romano annonce la promotion de Mgr Miguel Paternain, évêque titulaire de Mades, au siège archiepiscopal titulaire d'Achrida.

— L'Agence Prensa asociada fait état des résolutions du Congrès jacobin espagnol, tenu du 17 septembre, et que la presse espagnole avait passées sous silence. Elles proclamaient en particulier le droit au salaire minimum des ouvriers, réclamaient des syndicats plus représentatifs, une loi de la presse qui permet des informations plus véridiques sur l'économie du pays.

L. 3 OCT. — A Alger, deuxième anniversaire du Plan de Constantine. M. Debré, président du Conseil, reprend les propos du général de Gaulle sur l'autodétermination ; il souligne que la France, chaque jour, verse un milliard pour des investissements en Algérie : écoles, logement, industrie, agriculture ; il insiste sur l'« accord nécessaire des deux jeunesse », qui fera déposer les armes.

— A Paris, manifestation à l'Etoile, des Algériens combattants contre le « Manifeste des 121 ».

— Inondations catastrophiques dans le centre de la France : Saint-Céré, Tulle, Brive sont particulièrement éprouvées, des morts même dans la région de Cahors.

— A Paris, le tribunal militaire condamne à mort l'auteur de l'agression dont fut victime le député algérien Abdesselam, le 5 mai dernier.

A L'ÉTRANGER. — En Turquie, arrestations d'Algériens.

ns hauts fonctionnaires reconnus comme responsables des violentes émeutes antihelléniques de septembre 1955.

— A Florence, se déroule le Congrès méditerranéen de culture, animé par M. La Pira. On signale la présence du R. P. Daniélou et de de Bourbon Busset.

— A P.O. N. U., à New York, M. Khrouchtchev attaque de nouveau avec violence M. Hammarskjöld, mais celui-ci lui répond avec vigueur, aux applaudissements de l'assemblée, et refuse de missionner, dans l'intérêt même des Nations unies.

M. 4 OCT. — A Lourdes, ouverture du pèlerinage du Rosaire, réunissant plusieurs milliers de pèlerins. Présidé par Mgr Audrain, archevêque d'Auch, il a reçu du Saint-Père pour intention de la prière : « Le retour des non-catholiques à l'unité de l'Eglise ».

— Le gouvernement nomme le général d'armée aérienne Vincent-Georges Saubestre inspecteur général de l'armée de l'air et membre du Conseil supérieur de l'air, à compter du 15 octobre prochain.

A L'ÉTRANGER. — A Siedlce (Pologne), Mgr Swirski, évêque du diocèse, met en garde ses prêtres contre d'impôts contre les offres de l'œuvre Caritas », laquelle est aux mains de prêtres progressistes qui n'ont pas reçu mandat de l'épiscopat.

— Au Brésil, se déroulent les élections présidentielles ; le nombre total des votants est de millions environ. M. Janio Quadros est élu, par 57 188 voix, contre 2 653 248 au général Lott, candidat du gouvernement.

M. 5 OCT. — Le Journal Officiel publie la nomination au grade de chevalier de la Légion d'honneur de Mgr Cesbron, évêque d'Annecy et Mgr Lacointe, évêque de Beauvais.

— A Paris, le référendum des médecins de la ville donne près de 74 % des voix à l'opposition contre la convention collective avec la Sécurité sociale.

— Mgr Garrone, archevêque de Toulouse, notifiant qu'il a reçu de Rome charge de réunir un tribunal pour étudier les causes de béatification du Marie-Antoine, Capucin ; du P. Marie-Joseph Trappiste, Trappiste de Sainte-Marie du Désert et P. Garrigou, fondateur des Sœurs de la Commission.

A L'ÉTRANGER. — En Afrique du Sud, se déroule un référendum pour ou contre la République. Les partisans de la République l'emportent par 456 000 voix, contre 775 878.

J. 6 OCT. — A Paris, un nouveau manifeste, intitulé « Les intellectuels », figurent les signatures de 260 intellectuels, parmi lesquels de nombreux académiciens et membres de l'Institut (dont le maréchal Juin), condamnant les apologistes de l'insoumission et qualifiant d'acte de trahison le « manifeste des intellectuels ». D'autre part, un appel intitulé « les 100 000 de l'U. N. C. répondent aux 121 » demande des « sanctions impitoyables » et donne comme mot d'ordre : « Contre la trahison, unis comme au front ».

— Les inondations sévissent en Gironde et en Lorraine. On compte dès maintenant 65 000 sinistrés.

— A Alger, Mme Salan rend public le recours au Conseil d'Etat déposé par le général contre son bannissement d'Algérie.

— Invité par le gouvernement français, M. Mario Mathias, ministre des Affaires étrangères du Portugal, a séjourné à Paris du 3 au 6 octobre. Il est entretenu également avec M. Couve de Murville des problèmes communs aux deux pays sur le plan international. Il a rendu visite à M. Mal-

raux (Affaires culturelles) et à M. Joxe (Education nationale), assisté à la pose de la première pierre de la Maison du Portugal à la Cité universitaire, et inauguré l'exposition de la collection Gulbenkian, dans l'hôtel de l'avenue d'Iéna qui abritera désormais un institut culturel luso-français.

— Publication au Journal Officiel du décret du ministre des Affaires étrangères du 4 octobre 1960 publiant la convention relative au statut des apatrides ouverte à la signature le 28 septembre 1954.

A L'ÉTRANGER. — Au Vatican, nomination par le Saint-Père du R. P. Russo, S. J., comme conseiller ecclésiastique du Centre catholique de coordination auprès de l'U. N. E. S. C. O. Il remplace le T. R. P. Quéguiner, récemment élu supérieur général des Missions étrangères de Paris.

V. 7 OCT. — Le Vercors, le premier, reçoit le général de Gaulle qui s'incline, à Saint-Nizier, devant le mémorial de la Résistance, puis visite Grenoble, La Tour-du-Pin et Annecy où l'accueil lui est particulièrement chaleureux.

— Les inondations se déplacent vers le Sud-Est de la France ; on signale des dégâts importants dans les vallées de la Durancé et de fortes crues dans les affluents de la rive droite du Rhône.

A L'ÉTRANGER. — A New York, admission de la Nigeria à l'O. N. U., dont elle devient le 99^e membre.

— A Genève, arrestation de M. Francis Jeanson, chef du réseau de soutien au F. L. N. ; il est reconduit à la frontière italienne.

— En Pologne, à la rentrée scolaire, un grand nombre de prêtres n'ont pas été autorisés à reprendre l'enseignement du catéchisme dans les écoles ; 5 000 écoles seront complètement laïcisées dans l'année.

— A Moscou, où il est en visite quasi officielle, M. Ferhat Abbas demande à M. Khrouchtchev l'aide militaire de l'U. R. S. S. pour le F. L. N.

— A Bonn, entretiens de MM. Debré et Couve de Murville avec le chancelier Adenauer. Les projets « européens » et la position du général de Gaulle sur l'intégration atomique et sur l'O. T. A. N. sont à l'ordre du jour.

S. 8 OCT. — En Savoie, le général de Gaulle se recueille d'abord sur les tombes des combattants des Glières ; il visite ensuite Saint-Julien-en-Genève, Annemasse, Thonon, Aix-les-Bains, Bonneville et revient à Annecy. Partout chaleureusement accueilli, il prononce à chaque étape une courte allocution.

— A Metz, l'évêque du diocèse met l'abbé Schontz, son directeur adjoint des Œuvres, à la disposition du diocèse de Bangui, où il est attendu en qualité d'aumônier général de la J. O. C. pour l'Afrique centrale.

— A Paris, nomination de M. Jean Basdevant à la direction générale des Affaires culturelles et techniques au Quai d'Orsay, en remplacement de M. Seydoux, nommé ambassadeur au Maroc.

— A Paris, inauguration, par le cardinal Feltin, du X^e Salon d'art sacré.

A L'ÉTRANGER. — A l'occasion de la clôture de l'Année missionnaire (1959-1960) et de la Journée missionnaire du 23 octobre prochain, l'Agence Fides donne ces chiffres qui marquent les progrès réalisés par le christianisme dans l'ensemble des pays de mission au cours de ces dernières années. Il y a dix ans, les catholiques y étaient environ 30 millions ; ils sont aujourd'hui 45 millions. En Afrique, de 14 millions, ils ont passé à 28 millions. catholiques et catéchumènes réunis, dans les seuls territoires de la S. C. de la Propagande. En Afrique et en Asie, en dehors des pays communistes, sur 350 circonscriptions apostoliques dépendant de cette même Congrégation, 101 ont

un évêque autochtone, dont 12 ont été nommés cette année même par le Pape Jean XXIII ; sur un total de 21 915 prêtres, 7 369 sont autochtones. Dans les 80 grands séminaires des missions, 4 500 étudiants se préparent au sacerdoce. Les sommes recueillies cette année dans le monde entier par les seules œuvres pontificales missionnaires atteignent 28 587 000 dollars et doivent être réparties entre 700 missions dans le monde.

— A Varsovie, plainte publique de l'épiscopat polonais contre la presse étrangère « qui, à des fins politiques, a publié le sujet d'une lettre pastorale qui avait été retirée ».

— A Bonn, fin des entretiens franco-allemands. Les plus graves différends ont été aplanis, sur l'Europe, dont se poursuivra l'édification ; sur le Marché commun, qui cherchera une voie d'entente avec les « Sept » ; enfin, sur la solidarité atlantique.

— A l'O. N. U., l'admission de la Chine est repoussée par les Nations Unies, par 42 voix contre 34 et 22 abstentions.

D. 9 OCT. — A Chambéry, en Savoie, le général de Gaulle assiste à la messe à la cathédrale, au cours de laquelle l'archevêque, Mgr de Bazelaire, prononce une courte allocution d'accueil ; il reçoit ensuite à la préfecture les maires savoyards, puis prononce un discours dans lequel il fait un appel pressant à l'union des Français et à leur soutien.

A L'ÉTRANGER. — A Stalinsbad (Tadjikistan russe), ouverture de la première Conférence soviétique de « Solidarité afro-asiatique », avec des représentants de divers peuples nouvellement formés.

— En Yougoslavie, un mémorandum a été remis au ministre des Affaires culturelles par l'épiscopat, sur les relations de l'Eglise et de l'Etat. Celui-ci a promis qu'il serait examiné par le gouvernement.

— Au Nord-Viet-Nam, le dernier missionnaire étranger, le R. P. Lena, Dominicain français, qui était curé à la paroisse Saint-Dominique de Hanoï, vient d'être expulsé.

L. 10 OCT. — A Paris, arrivée d'une délégation allemande pour signer des accords avec le gouvernement sur l'utilisation des bases militaires françaises par la Bundeswehr.

A L'ÉTRANGER. — A Moscou, l'Agence Tass publie une déclaration commune des gouvernements soviétique, polonais, allemand de l'Est, tchécoslovaque, qui menace d'une paix séparée avec l'Allemagne de l'Est si l'on ne se hâte pas de faire un traité de paix avec les deux Allemagnes séparément. Mais l'Ouest demeure opposé à un acte qui consacrerait la séparation de l'Allemagne.

— L'Osservatore Romano annonce que le Saint-Siège accepte la démission de Mgr Francesco de Assisis Portela, évêque d'Estancia (Brésil).

M. 11 OCT. — Réception, à Orly, par le général de Gaulle, du roi et de la reine de Thaïlande, de passage à Paris, au cours d'un grand voyage qui doit les mener en quatorze pays.

— A Taourirt (Kabylie), mort en opération du lieutenant François de France, second fils du Comte de Paris. Le général de Gaulle a envoyé aussitôt au prince son père un télégramme de condoléances. (Cf. D. C., n° 1340 du 20 novembre 1960, col. 1426.)

A L'ÉTRANGER. — A Madagascar, le premier gouvernement de l'indépendance vient d'être constitué ; il comprend M. Rabemananjara, qui fut exilé pour treize ans après la révolution de 1942 ; il y sera ministre de l'Economie.

— A l'O. N. U., l'Assemblée générale inscrit à son ordre du jour les affaires d'Algérie, du Tibet et de Hongrie.

— En Corée du Sud, près de 10 000 étudiants manifestent et brisent les portes du Parlement,

hors session. Ils réclament des peines sévères contre les anciens dignitaires et la démission du gouvernement démocrate.

M. 12 OCT. — A Paris, le ministre de la Construction, M. Pierre Sudreau, fait état du projet de la construction en France : cette année, monte à 320 000 logements, contre 306 000 dernier.

— A l'archevêché de Paris, ouverture de la session d'octobre de l'Assemblée des cardinaux archevêques ; un seul absent, Mgr Rémo archevêque de Nice, retenu par son état de sa-

— Au Puy, mort de Mgr Joseph Chappe, évêque du Puy. Né à Mont-Bernenchon (Pas-de-Calais) le 4 août 1888, il fit ses études au grand séminaire d'Arras, puis au séminaire français. Rome et fut ordonné prêtre le 13 juillet 1910. Mobilisé durant la guerre, il est nommé supérieur du grand séminaire d'Arras en 1920, puis successivement archiprêtre de la cathédrale en 1937, doyen du chapitre en 1943, puis vicaire général et archidiacre, enfin protonotaire apostolique en 1945. Il fut élu évêque du Puy le 6 août 1949 et sacré le 11 octobre suivant.

A L'ÉTRANGER. — L'Agence Kipa annonce le décès de Mgr Georges Raeymaekers, Prémont, évêque de Buta (Congo ex-belge), âgé de 61 ans.

— A Fatima (Portugal), grandes fêtes annuelles des apparitions, présidées par le cardinal Cereja, qui invite les chrétiens du monde entier à s'unir aux prières pour l'unité et pour la paix.

— En Birmanie, le premier ministre assure le Pape par un message de l'entière liberté laissée à l'Eglise, malgré la proclamation du bouddhisme comme religion d'Etat. Le Saint-Père, en réponse, lui promet la collaboration appliquée des fidèles.

— Au Mexique, approuvé par le Pape, l'épiscopat a décrété, pour toute l'Amérique ibérique et pour fêter l'anniversaire du patronat de Notre-Dame de Guadeloupe, une « Année mariale » qui durera jusqu'au 12 octobre 1961.

J. 13 OCT. — A Alger, le Comité directeur du Plan de Constantine arrête son programme d'équipement de l'Algérie pour 1961. Son budget, cette année, sera de 4 milliards de nouveaux francs en augmentation constante sur les années précédentes : 3 milliards en 1960 ; 2,3 en 1959.

A L'ÉTRANGER. — L'Osservatore Romano annonce : 1° le transfert au siège épiscopal titulaire de Pinara de Mgr Alexandre Menchaca, évêque de Temuco (Chili) ; 2° la mort, le 11 octobre 1960, de Mgr Jérôme Sebastian, évêque titulaire de Baris d'Hellespont et auxiliaire de l'évêque de Baltimore (Etats-Unis), âgé de soixante-cinq ans.

— A Varsovie, arrivée de M. Sudreau, ministre de la Construction, pour l'ouverture des « Journées françaises » qui se tiendront du 15 au 30 octobre et feront de la propagande culturelle française (art, littérature, cinéma).

— A Tokyo, après l'assassinat du leader socialiste Asanuma, 30 000 manifestants, étudiants, syndicalistes, ont obtenu la démission du ministre de l'Intérieur et réclament celle du chef de la police.

— A Cuba, les émissions catholiques de radio et de télévision sont supprimées et même celles de la J. O. C., parce que « quoique objectives elles tournaient à une critique implicite du gouvernement ».

— A New York, clôture des débats de la session extraordinaire de l'O. N. U.

— Aux Etats-Unis, une fusée Atlas lancée par Cap Canaveral, portant trois souris, est récupérée après un parcours de 8 000 kilomètres à la vitesse de 28 968 kilomètres-heure et un bond de 1 200 kilomètres dans l'espace.

Imprimerie « Maison de la Bonne Presse », 5, rue Bayard, Paris-8°. Le directeur : J. GÉLAM.

LE NOUVEAU CODE DES RUBRIQUES DU BREVIAIRE ET DU MISSEL ROMAIN

applicable dès le
1^{er} janvier 1961

Traduction de la Documentation Catholique, commentaire du Père Loew,
rapporteur de la Sacrée Congrégation des Rites. Très détaillée.
160 pages 4 NF - Franco : 4,70 NF.

Offrez
des livres

LES LIVRES " CLUB "

- Des reliures et héliogravures de qualité :

LA VIE PRODIGIEUSE DU CURÉ D'ARS

par Michel de Saint Pierre

Relié pleine toile : 15,50 NF — franco : 17 NF

Satin rouge : 30,85 NF — franco : 32,65 NF

LA PAROLE EST A MONSIEUR VINCENT

par Marcelle Auclair

Pleine toile : 19,70 NF — franco : 21,20 NF

JEAN-MARIE DE LA MENNAIS

par André Merlaud

Pleine toile : 19,50 NF — franco : 21 NF

- Un magnifique album relié en pleine peline :

LUMIÈRES SUR LA BIBLE

par James B. Pritchard

Relié : 23,65 NF - franco : 25,10 NF

DES OUVRAGES DE SPIRITUALITÉ POUR NOTRE TEMPS

Au-delà du Père de Foucauld, le Père Peyriguère

par Georges Gorrée

Broché : 6,15 NF - franco : 7,35 NF

L'union au Christ dans l'action, selon saint Ignace

par le R. P. Charmot

Broché : 11,10 NF - franco : 12,60 NF

Traité de vie spirituelle à l'école de saint Augustin

par le R. P. Thonnard

Relié : 46,30 NF - franco : 49 NF

Chez votre libraire - A défaut aux Editions BONNE PRESSE ET CENTURION, Boîte postale 59-08 Paris,
C. C. P. Paris 236076 au prix franco joint à la commande.

MAISON de la BONNE PRESSE
5, rue Bayard, Paris-8^e - C. c. p. Paris 1668
Tél. : BAL. 73-05

France et Communauté : 1 an, **15,75 NF** (1575 frs)
6 mois, **8,25 NF** (825 frs) ● Canada et U. S. A.,
« Périodica » : 1 an, **5,50 dollars** : 5090, avenue Papi-
neau, Montréal 34. ● Suisse : **20 frs suisses** - Belgique :
210 frs belges ● Autres pays : 1 an, **21,25 NF**
(2125 frs) ; 6 mois, **11,25 NF** (1125 frs).

PRIX DU NUMÉRO : 0,70 NF (70 frs) pour l'année en
cours. Par 5 ex. net : **0,525 NF** (52,50 frs) plus le port.
Numéros des années précédentes : **1 NF** (100 frs) l'ex.

Reliure mobile : dos et extérieur en pégamoid,
titre doré au dos - Millésimés 1956-1957-1958-1959 sur
demande : **8,65 NF** (865 frs) (Ajouter 1,25 NF (125 frs)
pour frais postaux).

SOMMAIRE DU NUMERO 1 341 — 4 DECEMBRE 1960

ACTES DE S. S. JEAN XXIII

1473

1477

1486

1487

ACTES DU SAINT-SIÈGE

1490

1491

QUESTIONS ACTUELLES

1493

1494

1495

1501

1513

● L'inauguration de la phase préparatoire du Concile.

Allocution prononcée lors de la cérémonie liturgique byzantino-slave du 13 novembre.

Allocution lors de l'audience du 14 novembre aux membres des Commissions et secrétariats pour la préparation du Concile.

● Message de félicitation à M. Kennedy.

● Allocation aux cardinaux à l'issue du Consistoire semi-public du 30 mai 1960 sur l'entrée du Concile dans sa phase préparatoire.

● La participation en espagnol aux messes lues. Concession du Saint-Office à l'épiscopat argentin (10 août 1960).

● L'usage de la langue vulgaire dans la liturgie byzantine.

Décision du Saint-Office (5 avril 1960).

Commentaire du R. P. Grumel, A. A.

● La place des patriarchats orientaux dans l'Eglise catholique. Allocution de S. B. Maximos IV, patriarche grec-melkite catholique.

● Allocution de S. Em. le cardinal Feltin lors de la messe de rentrée des Assemblées. Les vertus théologiques dans la vie publique.

● Le Congrès international de « Pax Christi » (Genève, 28-30 octobre).

« Pax Christi » et le développement des peuples. Conférence de S. Em. le cardinal Feltin, président international.

Plus loin ou plus près de la paix ? Conférence du R. P. de Riedmatten, O. P., conseiller ecclésiastique du Centre d'information des organisations internationales catholiques, les Nations Unies, fortes de leur universalité ; les propos des Nations Unies, sources de la confiance des nations jeunes.